

سكنا من الاموال

Les fins d'empires : Augustule, le Romulus sans doute

# Le Monde

15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14774 - 7 F

MERCREDI 29 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

BOURSE ★★

## Le Liban sous influence

Le premier ministre libanais a raison de souligner qu'il est grand temps de renouveler le Parlement de son pays. Les députés qui y siègent encore détiennent un regrettable record avec un mandat qui aura duré vingt ans... Pour cause de guerre.

Mais la guerre est-elle vraiment finie? Juste avant d'arriver, lundi 27 juillet, en France - pour une première visite officielle en dehors du monde arabe, - M. Rachid Solh a affirmé que les élections législatives qui doivent être organisées, fin août-début septembre, seront «libres et démocratiques» dans «toute l'acception» de ces termes. Il estime que le scrutin est nécessaire, sans plus attendre, «maintenant que la situation le permet».

CE n'est pas l'avis de la majorité des chrétiens libanais qui viennent de faire grève pour manifester leur opposition à ce projet. Et M. Solh n'ignore pas que, sur la valeur qu'aura le scrutin, il existe de très sérieux doutes en Occident, et notamment en France, avec laquelle le Liban entretient de vieilles et complexes relations. Quelle réelle signification peut avoir une consultation organisée alors que les troupes syriennes se trouvent toujours dans la majeure partie du pays et qu'Israël occupe une fraction non négligeable du Sud? Les séquelles de la guerre sont encore énormes.

Ce n'est un secret pour personne que les Syriens sont quasiment en mesure de faire la pluie et le beau temps au Liban. Sur tout depuis qu'à la faveur du conflit du Golfe, s'étant rangé du côté des alliés, le régime de Damas a obtenu la fin de la «rébellion» du très nationaliste général chrétien Michel Aoun et, partant, un semblant de normalisation. Le président Hraoui et son gouvernement ne peuvent pas refuser grand-chose à un puissant voisin qui n'a jamais formellement reconnu l'indépendance du Liban.

PARIS a souvent dit que les Syriens devaient se replier avant que des élections «libres» puissent avoir lieu. Mais que peut la France? Elle n'est apparemment pas prête à ouvrir une crise avec Damas, pas plus que les Etats-Unis, qui ne veulent certainement pas remettre en cause une précieuse alliance au moment où il faut de nouveau faire face à l'Irak. Le secrétaire d'Etat américain vient de rencontrer le président Hafez El Assad et s'est borné à constater que Washington et Damas n'étaient pas d'accord sur tout, notamment sur les modalités du retrait syrien au Liban. Or, à Damas, on indique à présent que le repli annoncé pour septembre n'est plus certain... Les dirigeants américains, eux-mêmes en campagne électorale, ne sont pas davantage disposés à faire pression sur Israël pour une évacuation du sud du Liban.

Dans ces conditions, le Liban risque de rester un pays sous influence, sinon sous tutelle, et certains chrétiens qui aujourd'hui protestent contre la dépendance de leur pays et l'impossibilité d'organiser un scrutin vraiment libre peuvent se souvenir avec amertume que ce sont eux qui autrefois ont fait appel aux troupes syriennes puis se sont alliés aux Israéliens.

Lire page 4 l'entretien avec le premier ministre libanais M. Rachid Solh

M0147 - 0729 0 - 7 00 F



## En renforçant leur présence militaire dans le Golfe

### Les Etats-Unis maintiennent la pression sur l'Irak

En dépit du compromis intervenu entre l'Irak et l'ONU dans la «crise du ministère de l'agriculture» à Bagdad, les Etats-Unis n'excluent toujours pas une éventuelle intervention militaire contre Bagdad. Washington a notamment annoncé, lundi 27 juillet, l'envoi dans le Golfe d'un deuxième porte-avions, le «John-Fitzgerald-Kennedy», et le déploiement de missiles anti-missiles Patriot à Bahrein et au Koweït. Des manœuvres conjointes sont également en préparation avec le Koweït.

NEW-YORK

de nos correspondants

Fort mécontents d'avoir eu à négocier avec le président irakien, M. Saddam Hussein, dans la «crise du ministère de l'agriculture» (1), les Etats-Unis ont poursuivi, lundi, leurs préparatifs militaires pour une éventuelle intervention contre l'Irak qu'ils accusent de violations systématiques des résolutions de l'ONU.

Le président George Bush avait averti dimanche que la crise n'était pas finie, que la «tension allait continuer» et que le conflit avec l'Irak ne se limitait pas à la question de savoir si une équipe d'inspecteurs de l'ONU allait, ou non, pouvoir pénétrer dans le

ministère de l'agriculture à Bagdad. Lundi, il a encore haussé le ton, assurant que M. Saddam Hussein allait devoir, de bon ou de mauvais gré, respecter toutes les résolutions de l'ONU et conditions du cessez-le-feu qui a mis fin à l'opération «Tempête du désert». Un tantinet sibyllin et sur le ton de la menace, M. Bush a lancé: «Il ne le sait peut-être pas, mais il va respecter les résolutions.»

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

Lire la suite et nos informations page 4

(1) Les experts de l'ONU à Bagdad n'ont pu pénétrer dans le ministère de l'agriculture irakien qu'ils soupçonnaient d'abriter des documents et du matériel relatifs à l'armement chimique.

## La Russie déboussolée

En quête de survie, le pouvoir veut éviter la paralysie du pays

MOSCOU

de notre envoyé spécial

«Mais qu'ils nous donnent au moins un os à ronger!» elle enrage, Liéna, de ne rien comprendre à ce qui se passe aujourd'hui dans son pays. Cette étudiante, qui fut de tous les combats démocratiques, avoue que, parfois, il lui arrive de regretter le temps d'avant: «Les choses étaient claires, il y avait les bons et les mauvais; et, surtout, nous avions l'espoir qu'un jour cela changerait.» Liéna n'est

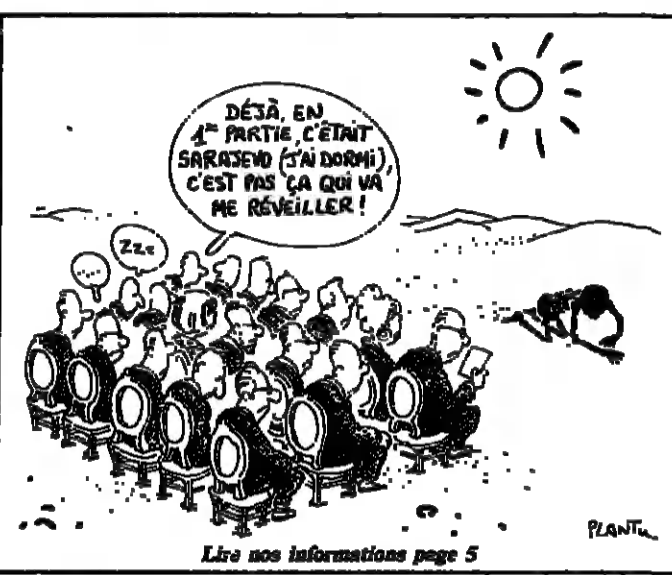
pas la seule à être perplexe. «Je ne vois pas comment la Russie pourrait retourner en arrière, mais je ne vois pas non plus comment elle pourrait avancer. Et comme il semble impossible que la situation actuelle perdure, conclut un diplomate européen, que pouvons-nous faire?» Prier, peut-être?

L'incohérence a succédé à l'absurdité communiste. «Tout a changé ici», dira ainsi cet étranger qui a pu se rendre, sans le moindre contrôle ni la moindre autorisation préalable, dans une

## A l'initiative de l'ONU

### Une opération humanitaire est envisagée en Somalie

Le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé, lundi 27 juillet, d'envoyer une mission chargée de préparer une importante opération humanitaire en Somalie, pays ravagé par la guerre civile, et dont la population est touchée par la famine. Sous l'influence du secrétaire général de l'organisation, M. Boutros Boutros-Ghali, une résolution a été adoptée, qui envisage notamment la mise en place d'un pont aérien destiné à acheminer l'aide humanitaire.



Lire nos informations page 5

## Pour débloquer le conflit

### Des propositions aux intermittents du spectacle

M. Jean-Pierre Vincent, directeur du Théâtre des Amandiers à Nanterre, vient de remettre à M. Jack Lang, ministre de la culture et de l'éducation nationale, un rapport sur la situation des comédiens et des techniciens du spectacle. Ce document devrait servir à l'information des partenaires sociaux dans leurs négociations, qui doivent reprendre mercredi 29 juillet.

Outre ses propositions (comme l'instauration d'un Centre national du spectacle, à l'image de celui du cinéma), le rapport met en valeur le caractère spécifique de cette activité professionnelle. Il insiste sur un élément essentiel: la qualité de vie d'un artiste ne tient pas seulement au montant de ses cachets, de ses salaires ou de ses ASSÉDIC. Faire du théâtre, c'est répondre à une ambition artistique. M. Vincent ébauche les contradictions entre un besoin normal de sécurité et les effets pervers de l'idéologie libérale, qui accentue la mentalité «nomade» des comédiens. Les intermittents du spectacle redoutent que la modification de leur régime particulier d'indemnisation proposée par le patronat ne vienne bouleverser leur statut.

C. G.

Lire page 12

## LES JEUX OLYMPIQUES

### Ages d'or

Sans efforts apparents, l'équipe olympique de basket-ball américaine a poursuivi, lundi 27 juillet, sa marche victorieuse aux dépens des Croates, la formation qui semblait pourtant la plus à même de lui offrir quelque résistance.

Le rêve américain s'est aussi matérialisé dans l'eau du bassin de natation avec la victoire du «vieux» Pablo Morales, sur 100 mètres papillon. Toutefois, ce sont deux jeunes Asiatiques de moins de quinze ans qui ont forcé l'admiration des spectateurs de la piscine: la Japonaise Iwasaki, championne du 200 mètres brasse, et la Chinoise Mingxia Fu, lauréate au tremplin de haut vol.

Lire pages 8 et 9 les articles de nos envoyés spéciaux GÉRARD ALBOUY, MICHEL BOLE-RICHARD JÉRÔME FENOGLIO, CORINE LESNES et BÉNÉDICTE MATHIEU

### Bruno Peyron vainqueur de l'Atlantique

Le Baulois Bruno Peyron a amélioré de quelque deux heures le record de la traversée en solitaire de l'Atlantique nord établi par Florence Arthaud en 1990.

page 22

## L'ÉTÉ FESTIVAL

A Toulouse, une exposition retrace une histoire de la peinture française juste avant l'apparition du mouvement Support/Surface. Les œuvres choisies rappellent le rôle de plusieurs artistes des années 50 (Simon Hantaï, Jean Degottex) dans la formation de la génération suivante (Claude Viallet, François Rouan).

Georges Lavaudant marquera Avignon 92. Après son *Terra incognita*, le metteur en scène propose *Pavane*, d'après un texte de Le Clézio sur les chasseurs de baleines.

pages 12 et 13

## SCIENCES MÉDECINE

■ Superphénix et les Japonais ■ La rive évaporée du commandant Roudaire ■ Pour une médecine d'hommes libres, par le docteur Jean Carpentier.

pages 10 et 11

Le sommaire complet se trouve page 22

## LE MONDE diplomatique

Juillet 1992

- **ALGÉRIE** : Un pays à la dérive, par Ignazio Ramonet.
- **PROCHE-ORIENT** : Les équivoques de la victoire travailliste en Israël, par Michel Warchawski. - Dispersion, résistances et espoirs des exilés palestiniens, par Nadine Picaut. - M. Bush, la bombe et le dictateur de Bagdad (A.G.).
- **MAASTRICHT** : Trente-cinq ans d'Europe du non-dit, par Bernard Cassen. - Le principe de subsidiarité, par Dominique Cheminier-Gendreau. - Le « non » des Danois, par Jean-Pierre Aitui. - L'intégration européenne fragilise l'Etat belge, par Alain Tondeur.
- **AFRIQUE** : Risque de famine sans précédent, par Claire Brisset. - Sida, pauvreté et production agricole, par Pierre Antonios. - Ce que l'Afrique pourrait apprendre à l'Europe, par Michel Cahen. - « Le papier enveloppe la pierre », une nouvelle d'Adrian Adams.
- **BANGLADESH** : Une pauvreté bien encadrée, par Michel Chassudovsky.
- **STRATÉGIE** : L'équipement militaire français, trop cher et dépassé, par Antoine Sanguinetti. - La non-prolifération nucléaire contre la souveraineté des Etats, par Jean-Luc Thierry.
- **PÉTROLE** : Washington renforce son emprise, par Nicolas Sarkis.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

## Les vigies de l'Elysée

Le secrétariat général de la présidence de la République a été profondément renouvelé

par Alain Rollat

L'Elysée vient de vivre une révolution. Une métamorphose tranquille. Tellement discrète, même, qu'aucun écho n'en a été perçu hors les murs du palais. Seuls les lecteurs les plus assidus du *Journal officiel*, attentifs aux arêtes qui rythment la vie ouatée des cabinets, en ont été les témoins: en un an et demi, le secrétariat général de la présidence de la République a connu la mue la plus complète que l'on ait pu observer - de mémoire d'entomologiste des sciences politiques - depuis l'élection de M. François Mitterrand à la tête de l'Etat.

Il n'est donc d'ailleurs plus que six rescapés de l'équipe élyséenne du printemps 1981. Trois hommes: M. Hubert Védrine, le chef d'orchestre, depuis qu'il a succédé à M. Jean-Louis Bianco,

en mai 1991, aux fonctions prééminentes de secrétaire général; M. Pierre Dreyfus, l'ancien ministre de l'Industrie, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-cinq ans, qui achève sa brillante carrière en conservant son poste de chargé de mission; M. François de Grossouvre, le confident passe-muraille du chef de l'Etat, en charge officielle du comité des chasses présidentielles. Trois femmes: M<sup>me</sup> Paule Dayan, «le» magistrat du président; M<sup>me</sup> Laurence Soudat, l'ancienne directrice du *Courrier de la République*, chargée de mission pour tout ce qui touche au monde de l'édition; M<sup>me</sup> Paulette Decraene, l'infatigable responsable du secrétariat particulier. Les cinquante autres membres du secrétariat général ont rejoint l'Elysée plus tard et une quinzaine d'entre eux l'ont fait depuis la fin de 1990.

Lire la suite page 6

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 M; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Françaises, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; Grèce, 66 p; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 16 KRN; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



# LES FINS D'EMPIRES

Dernier regard sur la chute de Rome : un bel enfant élevé à la pourpre s'éteint au cœur de la Campanie riante. Ultimes mêlées barbares, ors d'Occident ternis : la dignité impériale passe à Constantinople en 476

Par CLAUDE AZIZA

Un 10 octobre, le préfet de Rome, un Gaulois originaire de Narbonne, quitte la ville où il a exercé ses fonctions pendant trois ans. Avant de partir, le cœur serré, il s'adresse, en vers, à la cité : « Entends mes paroles, ô reine si belle d'un monde qui est tien, ô Rome, dont la place est parmi les astres de la voûte céleste ! Écoute mes paroles, mère des hommes et mère des dieux (...). C'est toi que je chante toujours, tant que le permettra le destin, le chanterai. »

Qui ne croirait entendre là un chantre des plus belles heures de l'Empire, un de ces provinciaux qui repartent les yeux émerveillés par la gloire et la magnificence de Rome ? Et pourtant... Et pourtant, nous sommes en 417 et Rutilius Namatianus, tel est son nom, clôt la littérature latine païenne par un ultime hommage, déchirant, à la splendeur passée. Car, sept ans auparavant, ce fatal 24 août 410, la Porta Salaria s'est ouverte devant le Wisigoth Alaric. Et, aujourd'hui encore, le visiteur peut contempler

prétentions : il lui fallait aussi la Vénétie, la Dalmatie et le Norique, avec en prime le titre de maître de la milice. Et, pour régler le problème, il fait un empereur, Attale. Las, le pouvoir tient bon, à Ravenne, un peu loin du front, et Alaric, après de vains aller-retour entre la cour et sa proie, qu'il ne lâche pas, viole la cité restée intacte depuis huit siècles : c'est vers 390-385 avant J.-C. que les Gaulois de Brennus l'avaient occupée et incendiée.

Saint Jérôme, qui vit à Bethléem depuis 385, s'est fait l'écho de cette émotion dans sa *Correspondance* : « Horreur ! L'Univers s'écroule (...) Une illustre ville, la capitale de l'Empire romain, a été détruite par un seul incendie. Partout on voit des Romains exilés ! » Ces malheureux qui fuient aux quatre coins de l'Empire, Jérôme s'emploie à les aider, tout comme, plus loin à l'ouest, dans la ville d'Hippone, dont il est évêque depuis 395, saint Augustin, dont les *Sermons* retentissent des clameurs des fugitifs : « Tout ce qu'on nous a raconté est horrible : les monticules de ruines, les incendies, les rapines, les meurtres et les barbaries (...), la ville a cruellement souffert. » Partout des voix s'élèvent, qui pour accuser le Dieu des chrétiens d'avoir permis cette abomination de la désolation (Augustin y répondra dans sa *Cité de Dieu*) ; qui, comme Paul Orose, pour mettre en cause les tentatives de retour aux pratiques païennes, peut-être encouragées par Stilicon : Alaric, un Barbare certes, mais néanmoins un chrétien, a été choisi pour être l'instrument de la vengeance divine, un peu comme Attila sera le « fléau de Dieu ».

**« Tout ce qu'on nous a raconté est horrible ; les monticules de ruines, les incendies, les rapines, les meurtres, la ville a cruellement souffert », écrit saint Augustin après le premier sac de Rome.**

nant Valentinien III. Deux mois plus tard, appelé à l'aide, peut-être par la veuve de Valentinien, Eudoxie, que le nouvel empereur Petronius Maximus veut contraindre au mariage, Genséric débarque en Italie. Petronius, qui tente de s'enfuir de Rome, est tué et le pape Léon, celui-là même qui, en 451, avait pu convaincre, on ne sait comment, Attila de renoncer à prendre Rome, tente de négocier avec Genséric. Il semble avoir perdu la main : pendant quatorze jours, du 2 au 16 juin (à moins que ce ne soit du 16 au 29) Rome est mise à sac. Tout, le trône d'or, les chars de parade, la vaisselle d'or, la toiture en bronze dorée du Capitole, les dépouilles du Temple de Jérusalem rapportées par Titus, tout fut enlevé. En prime, tout comme en 410 les Goths avaient emmené en otage Galla Placidia, la future impératrice, les Vandales embarquèrent les princesses de la famille impériale, Eudoxie, Eudocie, Placidie la Jeune. Mais il s'agissait de bien plus qu'un simple pillage : les Africains, en grand nombre, avaient rallié les rangs van-

dales. Au lendemain du sac, l'Afrique entière était annexée. Augustin, beureusement pour lui, si l'on ose dire, était mort en 430, dans sa ville assiégée. Fin du deuxième sac de Rome.

Et les empereurs se succèdent. Certains remarquables, comme l'Illyrien Majorien, tentent désespérément de restaurer la cité, de ne pas céder devant l'adversité. Ils y réussissent encore : en 467, appelé par le nouvel empereur Anthemius, un homme plein d'énergie, Sidoine Apollinaire, originaire de Lyon, vient à Rome pour assister aux noces de la fille de l'empereur et du chef Suève, Ricimer, qui, comme Stilicon puis

devant une formidable coalition de troupes barbares parties de Rome pour assiéger Ravenne. Leur commandant, Oreste, avait connu une fortune bizarre. Quand les Romains avaient cédé la Pannonie, dont il était originaire, à Attila, il s'était mis avec fidélité et efficacité à son service. Après la mort du Hun, il avait resserré Rome avec talent. Devenu général en chef des armées, il était connu et respecté de tous les Barbares. Après la fuite de Nepos, il refusa, pour des raisons demeurées obscures, de prendre la pourpre impériale, qu'il donna à son fils. Le 31 octobre 475 fut ainsi reconnu comme empereur d'Occident un jeune garçon d'une douzaine d'années en qui le hasard avait réuni les noms du fondateur de Rome, Romulus, et de celui du pouvoir impérial, Auguste. Il se nommait Romulus Augustule (le petit Auguste), et ce fut le dernier empereur de Rome.

Mais désormais Rome n'est plus dans Rome. L'Empire romain agonise. Encore dix petits mois et il ne sera qu'un cadavre. Est-il mort de sa belle mort ou bien, au contraire, a-t-il été assassiné ? Ou a-t-il péri, sous d'autres formes, dans l'Empire byzantin ? On ne tranchera pas ici le vieux débat qui oppose les historiens depuis des siècles. Quoi qu'il en soit, face au petit Romulus Augustule, les prétentions des Barbares ne cessent d'augmenter. On les comprend : ils voyaient autour d'eux, en Espagne, en Afrique, en Gaule, les Wisigoths, les Vandales, les Burgondes et bientôt les Francs se tailler des royaumes. Et pourquoi pas les Goths ? Ils exigèrent le tiers des terres de l'Italie, et, devant le courageux refus d'Oreste, mirent à leur tête le Skire Odoacre, fils de ce général d'Attila, Edecon, que nous avons vu à l'œuvre en Gaule.

La guerre reprit donc. Oreste, réfugié à Pavie, y perdit la vie. Son frère Paul trouva la mort près de Ravenne : la campagne avait été brève. Odoacre, qui avait pris le titre de « roi des nations » le 23 août 476, déposa le dernier empereur. Il n'avait pas voulu exercer la vice-régence de l'Empire d'Occident et résolut d'abolir un titre devenu inutile. L'antique Sénat romain, réuni en grande pompe, dut donc entendre Romulus Augustule lui signifier à la fois sa défaite et leur fin à tous. Les sénateurs adressèrent donc une lettre à l'empereur d'Orient Zénon, déclarant qu'il était inutile de prolonger la dignité impériale en Italie, qu'un seul empereur suffisait pour l'Orient et l'Occident et qu'ils acceptaient, au nom du Sénat et du peuple romain, de transférer le siège de l'Empire à Constantinople. Les formes étaient sauvegardées. Odoacre, qui assurait désormais le gouvernement de l'Italie avec le titre de « patrice », renvoya vers la fin de l'année 476 les ornements impériaux à Constantinople. *Sic transit gloria...*

Il est au cap Misène, au cœur de la riante et fertile Campanie, une superbe villa d'où la vue s'étend, sans limites, jusqu'à l'horizon. Elle avait appartenu à Marius et déjà on la considérait, en ce temps-là où commençait l'agonie de la République, comme une habitation de luxe.

Sylla avait même loué son rival de l'excellence d'un choix à la fois esthétique et stratégique. Elle passa ensuite, après avoir échu à une Cornélie qui est peut-être la mère des Gracques, au célèbre Lucullus. Son prix entre-temps semble avoir été multiplié par quarante ! Lucullus avec le goût qu'on lui connaît pour le luxe le plus somptueux en fit un merveilleux palais, que plus tard, si l'on en croit le fabuliste Phèdre, Tibère fréquenta. Les vicissitudes de l'Histoire changèrent le palais en forteresse. C'est là que le petit Augustule vint finir obscurément une triste existence. On dit qu'Odoacre, ému par sa beauté, lui assigna, dans cet exil doré qu'il partagea avec ses proches, un revenu de 6 000 pièces d'or.

Il ne semble pas avoir vécu bien vieux. Une vingtaine d'années après, la villa-forteresse fut transformée en monastère, où l'on déposa les restes de saint Séverin (mort en Norique en 482). Au début du X<sup>e</sup> siècle, de peur que les lieux ne servissent de repaire pour les Sarrasins, les habitants de Naples les détruisirent. Mais l'Empire n'était plus alors, en cette nouvelle période d'invasions, qu'un fantôme par le temps, et seuls, dans des monastères, quelques copistes pouvaient retrouver au fond de poussières grimoires tant de noms qui avaient fait trembler le monde : Attila, Alaric, Genséric, Odoacre.

Quant à Romulus Augustule la postérité lui réserva une dernière surprise : être le héros, sage et serein, de la pièce de Friedrich Dürrenmatt, *Romulus le Grand* (1949). L'Histoire ne l'avait pas gâté, la littérature se devait de lui offrir quelques douceurs posthumes.

## POUR EN SAVOIR PLUS

- Deux classiques vénérables : *Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain*, Rome de 96 à 582, d'Edward Gibbon, Robert Laffont, collection « Bouquins », 1983, et *Histoire économique et sociale de l'Empire romain*, de Michel I. Rostovtzeff, Robert Laffont, collection « Bouquins », 1988.
- *Le Sac de Rome*, d'André Piganiol, Marabout, réédition 1982.
- *La Chute de Rome*, de Julien Coudy, Julliard, 1967.
- *La Fin du monde antique*, d'André Chastagnol, Nouvelles Éditions latines, 1976.
- *La Crise de l'Empire romain*, de Roger Rémondon, PUF, 1970.
- *La Fin du monde antique et le début du Moyen Âge*, de Pierre Riché, Albin Michel, réédition 1989.



Le sac de Rome par le Wisigoth Alaric en 410. Gravure de Chauveau (XVII<sup>e</sup> siècle).

une émotion, entre les portes Salaria et Pinciana, une tour du mur d'Aurélien avec ses fenêtres d'or, dans un ultime geste de désespoir, les défenseurs auraient pu lancer quelques traits dérisoires sur les Barbares. Le pillage dura trois jours. Pas de meurtres, pas d'incendies. On ne touche pas aux églises. Car ces Goths sont tout de même des chrétiens ! Les ordres d'Alaric ne furent pas entendus. On ne se contenta pas de piller : on viola, on brûla (les jardins de Salluste, la basilique Aemilia), on se livra au vandalisme.

Dans tout l'Empire, le retentissement de l'événement fut prodigieux. Certes, depuis novembre 408, où pour la première fois Alaric s'était présenté devant Rome, on tremblait. Mais on espérait encore. Certes, Stilicon, le rempart de l'Empire contre les Barbares, venait d'être assassiné à Ravenne, en août, sur l'ordre de l'empereur Honorius. Mais Rome ne pouvait imaginer que le cœur de Rome avait bel et bien abandonné. Alaric ne demandait au fond que peu de choses : tout l'or et l'argent de Rome et les esclaves germaniques qu'il trouvait. En échange, il laissait la ville aux Romains. Les négociations traînèrent en longueur. Alaric augmenta alors ses

Mais les Romains, qui n'ont point désespéré, se sont remis à rebâtir leur cité. Sans savoir qu'ils ne sont que des condamnés en sursis. Ils ont un petit demi-siècle de tranquillité – toute relative – devant eux : leur destin est déjà fixé. Depuis ce 31 décembre 406, lorsque le Rhin gelé laisse passer une nouvelle vague d'invasisseurs, les Vandales. Des Barbares bon teint, pas romanisés du tout comme l'étaient peu ou prou les Goths, qui mettront un quart de siècle pour passer les colonnes d'Hercule du détroit de Gibraltar en 429 et s'installer tranquillement en Afrique. Ou, en octobre 439, après un long siège, leur chef Genséric (ou Geiséric) occupe Carthage et prend le titre de roi. Le fantôme des guerres puniques resurgissait dans les mémoires romaines.

De fait, dès 442, la flotte de Genséric fait voile vers l'Italie. C'est la panique qui se transforme en soulagement général : le Vandale s'est contenté de la Sicile, que l'empereur Valentinien III, s'empresse de lui céder, en échange d'un traité de paix. L'épisode hunnique occupe, on s'en souvient, tous les esprits jusqu'en 453, date de la mort d'Attila. Celle d'Aetius (en 454), tué par l'empereur, ne reste pas longtemps impunie : en 455, ses amis le vengent en assassi-

Aetius, va jusqu'en 472 faire et défaire les empereurs. Tout comme à Constantinople, entre 450 et 471, l'Alain Aspar. Sidoine, devenu préfet de la ville, peut encore contempler une Rome parée du reste de son antique splendeur. Mais cinq ans plus tard, en 472, Ricimer met à bas Anthemius et proclame empereur un dénommé Olybrius, dont l'Histoire retiendra qu'il avait épousé Placidie la Jeune... Le 11 juillet 472, pour la troisième fois, Rome est assiégée. Malgré l'énergie d'Anthemius, retranché dans le Palatin, la ville capitale ; l'empereur, déguisé en mendiant, est reconnu et tué. Encore des scènes de meurtres et de pillage, au milieu de la fureur des armes. La mort de Ricimer, le 20 août de la même année et celle d'Olybrius, le 23 octobre, laissent l'Italie sans maître au pouvoir des Barbares.

Quatre années s'écoulent : l'Empire d'Orient paralysé laisse l'Occident sans renforts, sans secours, sans empereur même. On avait bien élevé à la dignité impériale un certain Julius Nepos, mais il n'était pas pressé d'en prendre possession. On le comprend. De leur côté, les Barbares avaient nommé un incertain Glycérius, qui, d'un naturel pacifique, troqua bientôt le diadème pour la mitre d'évêque de Salone ! Quant à Julius Nepos, retranché dans Ravenne, il s'enfuit

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : « Les fils du Prophète chez le Roi des Rois », par Frantz Grenet

سكنا مع الراحل



150

PIRES

# ÉTRANGER

A l'initiative du HCR

## Cent soixante-dix pays au chevet des réfugiés de l'ex-Yougoslavie

Les représentants des communautés musulmane, serbe et croate de Bosnie-Herzégovine ont entamé, lundi 27 juillet, à Londres de nouveaux pourparlers indirects dans le cadre de la conférence européenne sur la Yougoslavie - présidée par lord Carrington - sans que rien ne laisse prévoir une évolution des positions en présence. Les Serbes parlent toujours de « séparation », tandis que les musulmans continuent à exiger tout partage de la République. Cependant, le problème des réfugiés de l'ex-Yougoslavie sera au centre d'une conférence organisée mercredi, à Genève, par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

**BERNE**  
*de notre correspondant*  
A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles : devant les proportions sans précédent en Europe, depuis la seconde guerre mondiale, du flux de réfugiés de l'ex-Yougoslavie, le HCR s'est résolu à convoquer, mercredi 29 juillet à Genève, une conférence afin de mobiliser la communauté internationale en faveur de plus de 2,3 millions de personnes ayant fui les combats depuis le début de la crise yougoslave en 1991.

Le HCR estime que quelque 10 000 nouveaux réfugiés viennent chaque jour gonfler cet exode. Dans plusieurs Etats issus de l'ex-Fédération, le point de saturation est en passe d'être atteint. Ainsi, la Croatie, qui consacrait 20 % de son budget aux réfugiés, a annoncé le 14 juillet qu'elle dirigerait désormais les nouveaux arrivants de Bosnie vers la Slovaquie, l'Autriche, l'Italie et la Hongrie.

**L'Allemagne en tête des pays d'accueil**  
Alors que la grande majorité des réfugiés se trouvent sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie, à peine 432 000 ont, jusqu'à présent, été accueillis dans le reste de l'Europe. Avec 200 000 personnes, l'Allemagne en a admis le plus grand nombre, suivie par l'Autriche et la Hongrie, avec 50 000 chacune, la Suède

45 000 et la Suisse 18 000. En revanche, des pays comme la France et le Royaume-Uni arrivent loin derrière, avec guère plus d'un millier de réfugiés chacun.

Souhaitant associer plus étroitement ses partenaires européens à son action en faveur des réfugiés de l'ex-Yougoslavie, Bonn se montre déterminé à faire de la question bosniaque l'un des points essentiels de la conférence de Genève. Malgré les réticences de certains pays, les responsables du HCR ont bon espoir que cette conférence permettra de répondre à l'urgence du moment, voire de contribuer à faire avancer une solution politique.

Sur plus de cent soixante-dix pays invités, environ vingt-cinq ont déjà répondu qu'ils seraient représentés au niveau ministériel, dont la France, qui y enverra M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action

humanitaire. Cette réunion, qui se déroulera à huis clos et durera au principe une journée, discutera notamment de la coordination de l'aide entre les divers pays, du schéma de répartition des réfugiés et sans doute aussi de la suggestion du chancelier Kohl d'accorder un asile temporaire aux réfugiés bosniaques.

Pour le haut-commissaire aux réfugiés, M. Sadako Ogata (Japon), il importe surtout d'obtenir de nouvelles contributions aux opérations d'assistance humanitaire pour les réfugiés dans l'ex-Yougoslavie. En mai dernier, le HCR avait évalué à environ 710 millions de francs le total de ces besoins, mais jusqu'ici, il n'a reçu que 530 millions de francs - somme jugée nettement insuffisante pour secourir des réfugiés toujours plus nombreux. Motif supplémentaire d'inquiétude : l'approche de l'hiver, qui rendra les conditions d'hé-

bergement et de survie des personnes déplacées encore plus précaires.

**JEAN-CLAUDE BUHRER**

La Grèce refuse d'accueillir des réfugiés de l'ex-Yougoslavie. - Il est exclu que la Grèce accueille des réfugiés venant de l'ex-Yougoslavie, a indiqué à l'AFP un haut responsable grec qui a requis l'anonymat. Selon ce dernier, le refus de la Grèce d'accueillir des populations non grecques ou musulmanes est fondé sur des motifs de sécurité nationale. La Grèce veut éviter la formation de foyers de problèmes, a-t-il précisé. Athènes souhaite empêcher l'infiltration, avec d'éventuels réfugiés bosniaques, d'immigrés venus de l'ex-République yougoslave de Macédoine, a-t-il ajouté. La Grèce dénie à cet égard le droit d'être reconnu sous ce nom. - (AFP)

## La Russie déboussolée

*Suite de la première page*  
M. Boris Eltsine a signé un oukaze libérant la propriété de la terre, mais cette vieille femme, venue entreprendre les démarches pour acheter un lopin, s'entendra dire par le fonctionnaire « compétent » : « Je ne connais pas cette loi, et puis, si vous avez de l'argent, dépensez-le ailleurs ! » Nul ne sait qui a vraiment le pouvoir dans les provinces. Il y a les Soviétiques de l'ancienne école, les administrations locales, les représentants du président. Outre les « mafias » aux pouvoirs occultes, il y a aussi les directeurs des grands combinats industriels, seuls maîtres à bord. Les responsables du complexe nucléaire de Krasnoïarsk n'ont-ils pas frappé leur propre monnaie pour faire face à la pénurie de roubles ? Toutes ces autorités siègent d'ailleurs entre le nouveau drapeau russe tricolore et celui, frappé de la faucille et du marteau, de l'URSS, dont la Constitution amendée reste théoriquement en vigueur. Tout a changé, rien n'a changé. Si ce n'est la violence.

Chaque jour apporte son lot de mauvaises nouvelles : mises en « congé forcé » d'ouvriers, fermetures d'entreprises, non-paiement des salaires dans des régions entières, augmentation des prix, hausse de la criminalité... Tout aussi régulièrement, on vous dit que « maintenant, ça va éclater ». L'hiver dernier, au début de la libéralisation des prix, on prévoyait des « émeutes de la faim » dans les grandes villes ; en juin, des « grèves insurrectionnelles » dans les bassins houillers ; aujourd'hui, c'est l'agriculture, nous dit-on, qui est « au bord de l'explosion » : les céréales n'ont-ils pas projeté d'organiser des actions de masse pour le 5 août prochain ? Quant à l'automne, il sera, « très très chaud », puisque certains prévoient une grève générale sur tout le territoire après les vacances.

Certes, tout est possible, et la passivité d'une population harcelée par les difficultés de la vie quotidienne n'est pas sans limite. L'évidence est pourtant là : il ne se passe toujours rien. L'apathie est générale, mais à part les quelques milliers de nostalgiques qui descendent périodiquement dans les rues de Moscou ou de Saint-Peters-

bourg, drapeau soviétique au vent et portraits de Staline en bandoulière, et les quelques milliers de démocrates qui manifestent aussi, pour ne pas laisser aux premiers le monopole de la rue. Si les partis politiques annoncent tous des dizaines de milliers d'adhérents, ils n'en réunissent pas plus de cinq cents chacun lors de leurs congrès. L'absence de ce désintérêt, une éléance vient d'être annulée près de Moscou, car 30 % seulement des inscrits s'étaient rendus aux urnes.

Si l'échec du putsch a entraîné l'instauration, encore balbutiante, de la démocratie, il a aussi consacré la dislocation de l'empire. Un an après, les Russes, dans leur majorité, n'ont toujours pas « digéré » cette dislocation. Et ce n'est pas fini : des négociations avec les Japonais au sujet des îles Kouriles au conflit entre les Moldaves et les russophones du Dniestr, les sujets ne manquent pas pour attiser ce nationalisme. Tâche dont les journaux conservateurs s'acquittent avec méthode.

**Ni remède ni cheval**  
Pour le moment, ces réactions sont épidémiques. Mais tôt ou tard, elles auront une traduction politique. Et pour ne pas laisser aux « rouges-noirs » (la nouvelle alliance des communistes et des fascistes) le monopole de cette défense de la nation « humiliée », les libéraux jouent aussi de plus en plus souvent sur cette corde. Ce professeur moscovite déclare, sérieusement, que les russophones du Dniestr « ont été bien obligés de porter un signe distinctif sur leurs vêtements ». Cet avocat, libéral lui aussi, confie, paternaliste : « Il ne s'en sortira jamais sans nous ». Et en général, on insiste sur l'« ingratitude » des Républiques chaque fois qu'elles veulent assoir leur indépendance. « Le prochain régime et le prochain gouvernement seront sûrement nationalistes », nous disait ainsi M. Igor Melachenko, directeur adjoint de la télévision, mais ce que nous devons espérer, c'est qu'il s'agisse d'un nationalisme démocratique.

Face à une situation aussi contradictoire, le seul espoir de croire possible une politique claire et linéaire. Pour administrer un remède de cheval, comme disent,

en termes plus choisis, les experts du FMI, encore faut-il avoir un remède... et un cheval. « La politique économique de Boris Eltsine ? Un pas et demi en avant, un pas en arrière », déclarait ainsi un expert occidental. Depuis quelques semaines pourtant, les déclarations se multiplient sur la nécessité de ralentir le rythme des réformes. « Il faut envisager les réformes plus calmement », affirme le directeur du Centre M. Sergueï Stankevitch, un conseiller de la présidence. La poursuite de la montée en puissance de M. Arkadi Volski, le responsable du complexe chimico-industriel, comme la nomination à la tête de la Banque centrale russe de M. Viktor Geraschenko, ex-chef de la Gosbank et de la Banque soviétique du commerce extérieur, sont des signes qui ne devraient pas tromper.

En déclarant, au lendemain de sa promotion, que son prédécesseur avait « gâché » 500 millions de dollars pour soutenir « l'illusion » d'un rouble rapidement convertible, le nouveau patron de la Banque centrale a mis le feu aux poudres. Il a déclenché une dépréciation rapide de la monnaie russe : 135 roubles contre 1 dollar il y a dix jours, 155 aujourd'hui et, sans doute, bien plus demain. « En mettant toute son énergie à contenir l'inflation, le gouvernement oublie de soutenir l'industrie, et c'est là sa principale erreur », a-t-il ajouté. Produisons, à n'importe quel prix, dans n'importe quelles conditions, mais produisons quand même sous peine de mort pure et simple : tel semble être le nouveau slogan. En espérant que le temps fera le reste, à savoir une adaptation progressive à la concurrence internationale. Le milliard de dollars débloqué récemment pour soutenir l'agriculture, comme l'adoption d'un budget fortement déficitaire, sont les derniers signes de cette nouvelle approche.

La richesse du pays, en matières premières notamment, et sa capacité à casser les prix sur le marché international, pourraient permettre de récupérer les devises nécessaires à une telle politique. Bref, se met en place une économie totalement hybride, un « modèle russe » (c'est le nouveau concept à la mode ici), dont personne ne sait s'il sera viable ou non.

Le temps presse pourtant. Car ce qu'il est convenu d'appeler le pillage du pays se poursuit. Tout est à vendre. Et, parfois même, tout est déjà vendu. Des tonnes de pétrole, des métaux rares aux avions de chasse, des navires de guerre au titane. Une seule règle : payer en devises fortes et sur un compte à l'étranger. Ce n'est pas cette hémorragie ? Comment lutter contre une corruption généralisée ? Au premier abord, l'équipe au pouvoir à Moscou paraît bien discordante et mal armée pour cette tâche. Qu'y a-t-il de commun entre les analyses policières du premier ministre Egor Gaidar, les discours nationalistes du vice-président Alexandre Rutskoi et les options productivistes des tenants du complexe militaro-industriel ? Rien, sinon que chacun joue sa propre partition et ne semble pas trop s'occuper du domaine de l'autre. L'harmonie n'y trouve sans doute pas son compte, la survie politique, certainement. A chacun son rôle et son public : pour M. Gaidar, les analyses monétaires apaisées à séduire les Occidentaux et à recueillir leur aide ; pour M. Rutskoi, les harangues susceptibles de donner du grain à moudre à un peuple traumatisé par la perte de son empire et, surtout, d'éviter les dérapages d'une armée encore plus traumatisée. Pour M. Volski, la charge de maintenir les équilibres du complexe militaro-industriel. Et, en chef d'orchestre, M. Boris Eltsine. Présent sur tous les fronts, il incarne le président de la Fédération russe, pour le moment, la référence. Mais l'histoire lui a appris que la politique, ici moins qu'ailleurs, ressemblait rarement à une opération.

**POINT DE VUE**  
**Population meurtrie**  
par Alexandre Minkowski

Le massacre physique et mental des femmes et des enfants de Bosnie et de Croatie continue chaque jour, sur presque toute l'étendue de ces Etats, sous l'œil de l'Europe hypocrite pour qui l'humanité masque la seule issue logique, l'intervention. Les armées serbes sont les nouveaux Khmers rouges de la région. Ne foudroyons pas. Il y a un agresseur et un agressé.

A mon quatrième voyage depuis décembre 1991 dans cette région, je tiens à témoigner, après deux semaines passées là, sur les dégâts irréparables causés par l'agresseur serbe. La boucherie quotidienne continue presque partout, rappelant l'indécentement de Vukovar en décembre. Chaque jour, en Croatie comme en Bosnie, les bombes tombent, imprévisibles, n'importe où, n'importe quand, à n'importe quelle heure. C'est un véritable jeu de roulette russe, comme l'en ai été témoin à Slavonki-Brod, à la frontière croato-bosniaque, par où s'écoulaient des flots de réfugiés. Un seul abus : l'en fus le témoin, à une heure où tout le monde était dans la rue, a tué 23 personnes et fait 150 blessés.

Dans cette situation, dans ces deux Etats de Bosnie et de Croatie s'est créé un état de désespoir, plus spécialement chez les enfants et les femmes, qui, à long terme, va causer des séquelles mentales définitives, à l'image de ce qui s'est passé pour les 200 orphelins de Roumanie.

**Désespoir**  
Je viens d'installer là-bas une première équipe de psychiatres d'enfants et d'assistantes sociales de psychiatrie dans un camp où vivent, dans l'écroulement moral, des adultes et des enfants de Vukovar, ce chef-lieu de l'horreur avant Noël. Leur état depuis sept mois s'est considérablement aggravé.

A cette époque, les remarquables psychiatres de guerre croates, dirigés par le professeur Klein, de l'université de Zagreb, avaient pu, par une psychothérapie préventive de groupe, éviter les conséquences mentales de l'effroyable massacre de Vukovar.

Notre équipe - qui travaille sur le problème du stress au Cambodge, où les séquelles mentales du génocide khmer rouge atteignent presque toute la population, de même que chez les orphelins du cyclone de 1991 au Bangladesh - s'est installée dans un faubourg de Zagreb où végètent 750 survivants de Vukovar (sur 50 000 réfugiés en tout). C'est le désespoir : les adultes errent et pleurent au milieu de leurs enfants, petits et grands, le regard absent, les yeux hagards, même si un excellent jardin d'enfants prend soin de ceux que leurs parents laissent venir.

Après quelques jours de travail de notre équipe, une ébauche de transformation apparaît. Nous sommes là pour plusieurs mois ou années, pour travailler ensuite dans les 50 autres camps. La psychiatrie de guerre est un travail de longue haleine. Loin du scoop de l'urgence, nous voulons souligner ce principe : « Population non suivie, population meurtrie ». Nous sommes aidés dans notre effort par notre association Partage avec

**« Entrepreneurs » et « businessmen » se réconcilient contre le gouvernement**

**MOSCOU**  
*de notre envoyé spécial*

Patrons de tout le pays, unissons nous ! M. Arkadi Volski, le puissant leader de l'Union pour le renouveau, qui groupe les principaux responsables du complexe militaro-industriel, et M. Konstantin Borovoi, le président du Parti de la liberté économique, qui rassemble les jeunes turcs du capitalisme russe, se sont réconciliés solennellement, vendredi 24 juillet à Moscou, lors de la signature d'un communiqué commun critiquant certaines « tactiques » du gouvernement et promettant de mener des actions communes. Curieuse alliance entre une éminence grise du Comité central et le jeune milliardaire, directeur d'une des principales Bourses de matières premières de Russie.

M. Volski, dont on annonce périodiquement qu'il pourrait remplacer M. Egor Gaidar à la tête du gouvernement, représente les « entrepreneurs », dont certains dirigent des combinats employant plusieurs centaines de milliers de personnes. Ils pèsent aujourd'hui

de tout leur poids pour éviter à l'industrie russe, qu'ils ont conduite au désastre, une concurrence internationale. M. Borovoi, c'est le « businessman », comme on dit ici. De ceux qui ont amassé des fortunes considérables en quelques années, voire en quelques mois. Utilisant au mieux les lacunes juridiques actuelles (les anciennes lois sont caduques, les nouvelles encore en gestation), ces « golden touch » préfèrent la spéculation à la production et sont partisans, et pour cause, d'un passage rapide à l'économie de marché. Curieuse alliance, fragile alliance. Si les « entrepreneurs » ont besoin des daniels publics, les « businessmen » veulent qu'on les laisse gagner de l'argent tranquillement. Les premiers se prétendent comptables des conditions de vie de millions de personnes ; les seconds ne représentent qu'eux-mêmes et leurs comptes en banque. Ils ont bien le droit de s'aimer.

**J.-A. F**

**« Entrepreneurs » et « businessmen » se réconcilient contre le gouvernement**

**MOSCOU**  
*de notre envoyé spécial*

Patrons de tout le pays, unissons nous ! M. Arkadi Volski, le puissant leader de l'Union pour le renouveau, qui groupe les principaux responsables du complexe militaro-industriel, et M. Konstantin Borovoi, le président du Parti de la liberté économique, qui rassemble les jeunes turcs du capitalisme russe, se sont réconciliés solennellement, vendredi 24 juillet à Moscou, lors de la signature d'un communiqué commun critiquant certaines « tactiques » du gouvernement et promettant de mener des actions communes. Curieuse alliance entre une éminence grise du Comité central et le jeune milliardaire, directeur d'une des principales Bourses de matières premières de Russie.

M. Volski, dont on annonce périodiquement qu'il pourrait remplacer M. Egor Gaidar à la tête du gouvernement, représente les « entrepreneurs », dont certains dirigent des combinats employant plusieurs centaines de milliers de personnes. Ils pèsent aujourd'hui

de tout leur poids pour éviter à l'industrie russe, qu'ils ont conduite au désastre, une concurrence internationale. M. Borovoi, c'est le « businessman », comme on dit ici. De ceux qui ont amassé des fortunes considérables en quelques années, voire en quelques mois. Utilisant au mieux les lacunes juridiques actuelles (les anciennes lois sont caduques, les nouvelles encore en gestation), ces « golden touch » préfèrent la spéculation à la production et sont partisans, et pour cause, d'un passage rapide à l'économie de marché. Curieuse alliance, fragile alliance. Si les « entrepreneurs » ont besoin des daniels publics, les « businessmen » veulent qu'on les laisse gagner de l'argent tranquillement. Les premiers se prétendent comptables des conditions de vie de millions de personnes ; les seconds ne représentent qu'eux-mêmes et leurs comptes en banque. Ils ont bien le droit de s'aimer.

**J.-A. F**

**Une dynastie de chirurgiens**

Gilbert Schlogel

**Les Princes du sang**

656 p. 150 F

Une analyse passionnante... un excellent roman... intelligent.

Quel roman d'aventure ! Passionnant.

Un livre d'histoire, et quelle histoire : celle de l'art de sauver des vies humaines !

Un intelligent "livre de vacances" par excellence.

**FAYARD**



## EUROPE

ITALIE : alors que l'offensive contre la Mafia s'accroît en Sicile

## Un officier de police a été assassiné à Catane

Au moment où la police, appuyée par l'armée, intensifie la lutte contre la Mafia en Sicile pour répondre à l'assassinat du juge Borsellino, un inspecteur de police qui luttait contre Cosa Nostra a été tué par balles, lundi 27 juillet, à Catane, deuxième ville de l'île.

ROME

de notre correspondant

Pour Catane, c'est la première fois. Dans cette ville, jamais la Mafia n'avait frappé si fort. Giovanni Lizzio, quarante-six ans, était un haut fonctionnaire de police. Il rentrait chez lui, lundi soir 27 juillet, quand sa voiture, vers 21 h 30, a été rejointe dans une zone isolée de la banlieue nord, à un feu rouge, par deux motos sur lesquelles se trouvaient, selon les premiers témoignages, quatre tueurs qui ont ouvert le feu. Plusieurs coups ont atteint l'inspecteur à la tête et à la poitrine. Recueilli par des automobilistes, il est mort lors de son transfert à l'hôpital.

A la tête du secteur anti-racket

Giovanni Lizzio, en service depuis une vingtaine d'années, était une sorte de mémoire vivante de la police de la ville. Il dirigeait le secteur anti-racket. Grâce à la collaboration de certains commerçants réunis en association contre cette forme de criminalité, qui, à Catane, est particulièrement développée, il avait réussi à arrêter de nombreux membres de familles mafieuses de la ville. Actuellement, il s'occupe d'une affaire délicate pour laquelle, semble-t-il, il aurait obtenu la collaboration d'un repenti.

Selon les enquêteurs, un assassinat de ce niveau ne peut être décidé sans l'aval de la «couple»,

la commission qui dirige la Mafia. Ce qui pourrait représenter le signal d'une escalade de l'offensive de Cosa Nostra dans une ville où aucun magistrat ni autre haut responsable des institutions n'avait jusqu'à présent été assassiné. Certes, les racketteurs avaient frappé en novembre 1990, tuant deux dirigeants d'une industrie locale. Et les grands magasins Standa avaient subi une longue série d'attentats.

Le plus grave est, semble-t-il, que cet assassinat, programmé huit jours après l'attentat meurtrier contre le juge Borsellino et son escorte, intervient au moment où la Sicile se prépare, en force, à répondre à l'attaque de la Mafia. Le préfet de police de Catane, qui s'est immédiatement rendu sur les lieux de l'attentat, venait directement d'une réunion portant sur le déploiement des forces armées dans la Sicile orientale. L'armée surveillera les objectifs sensibles comme les habitations et les bureaux des cibles potentielles de la Mafia; les juges, en premier lieu, mais aussi des personnalités politiques. (Interim.)

■ Troisième suicide dans l'enquête sur la corruption à Milan. Le vice-président de l'Association nationale des constructeurs italiens, Mario Majocchi, qui avait été interrogé dans le cadre de l'enquête sur la corruption à Milan, s'est suicidé en se tirant une balle dans la tête, a-t-on appris, lundi 27 juillet, de source policière. Il s'agit du troisième suicide depuis le début de l'enquête milanaise, qui a déjà entraîné plus de soixante-dix arrestations. Le secrétaire de la fédération de Lodi du PSI, près de Milan, Mario Amorese, s'était donné la mort le mois dernier, après avoir été entendu par un juge. Voilà moins d'une semaine, un huisier impliqué dans l'enquête, Giuseppe Rosato, s'était pendu. (AFP.)

## TCHÉCOSLOVAQUIE

## Des experts détermineront les modalités de la partition

Les chefs des Parlements tchèque et slovaque, respectivement MM. Milan Uhde et Ivan Gasparovic, se sont mis d'accord, lundi 27 juillet à Bratislava (Slovaquie), pour l'ouverture de négociations d'experts sur les modalités de la partition de la Tchécoslovaquie.

Cette décision, adoptée à l'issue de plusieurs heures de négociations, fait suite à l'accord politique conclu la semaine dernière entre le chef de file de la droite tchèque et président du Parti démocratique civique, M. Vaclav Klaus, et le leader slovaque et chef du Mouvement pour une Slovaquie démocratique, M. Vladimir Meciar (le Monde du 24 juillet). Les premières négociations menées par des commissions composées d'un nombre restreint d'experts tchèques et slovaques doivent avoir lieu le 14 août. Ces spécialistes abordent les questions concrètes liées à la partition de la Fédération, notamment dans les domaines des droits des citoyens, de l'économie, de la politique internationale et de la défense. Selon M. Gasparovic, les deux parties sont également d'accord pour coordonner la préparation des nouvelles Constitutions tchèque et slovaque. (AFP.)

## EN BREF

■ ÉTATS-UNIS : le Sénat demande la publication des dossiers sur l'assassinat du président Kennedy. — A moins levée, le Sénat américain a adopté, lundi 27 juillet, une proposition de loi demandant au gouvernement de rendre publics tous les dossiers concernant l'assassinat du président John F. Kennedy en 1963. Les documents que l'administration souhaiterait garder secrets seront soumis à une commission indépendante, qui tranchera. Un texte semblable avait été approuvé par la Chambre des représentants après la sortie, l'an dernier, du film JFK mettant en doute la version officielle des faits et développant la thèse du complot. (AFP.)

■ GRANDE-BRETAGNE : une chaîne de télévision refuse de révéler ses sources. — Les responsables de la chaîne privée Channel Four ont comparu, lundi 27 juillet, devant la Haute Cour, à Londres, pour défendre leur droit à ne pas révéler les sources de leur émission d'octobre dernier sur l'Irlande du Nord. Le programme faisait état de la collusion entre police locale (RUC) et terroristes protestants, et révélait l'existence d'un «comité secret» chargé de l'assassinat de membres présumés de l'IRA. C'est la première fois en Grande-Bretagne que la loi sur la prévention du terrorisme, en vigueur depuis 1974, est utilisée pour tenter

d'obliger des journalistes à donner leurs sources. (AFP.)

■ PÉROU : neuf morts en vingt-quatre heures. — Huit membres du mouvement «maoïste» Sentier lumineux ont été abattus par l'armée et un juge de paix a été assassiné, lundi 27 juillet, au Pérou, à la veille de la célébration du jour de l'indépendance, a annoncé la police. Une patrouille de l'armée s'est opposée à une colonne du Sentier lumineux près de Huancayo (430 kilomètres à l'est de Lima). Au même moment, dans le département de Puno, près de la frontière bolivienne, un juge est tombé dans une embuscade des rebelles à Quilapuco. (AFP.)

■ ROUMANIE : M. Nicu Ceausescu sera jugé. — La Cour suprême de justice a cassé, lundi 27 juillet, le verdict condamnant M. Nicu Ceausescu à seize ans d'emprisonnement pour «génocide» et a renvoyé l'affaire au parquet pour un complément d'information, tout en maintenant l'inculpé en détention. La Cour a admis l'appel extraordinaire interjeté, en avril dernier, par le procureur général demandant le changement du chef d'accusation de «génocide» pesant contre le fils cadet du dictateur roumain Nicolae Ceausescu en «incitation au meurtre extrêmement grave», lors de la répression du soulèvement de décembre 1989. (AFP, Reuters.)

## PROCHE-ORIENT

LIBAN : la visite à Paris du premier ministre

## Le pays ne peut revivre que si Israël lui rend son Sud

nous déclare M. Rachid Solh

Arrivé à Paris lundi 28 juillet pour une visite officielle de trois jours, qui a failli être annulée à la dernière minute parce que son programme ne comportait pas de rencontre avec le président François Mitterrand, le premier ministre libanais, M. Rachid Solh, a quitté un pays en pleine confusion, où se développent deux crises majeures : l'une politique, liée à l'organisation d'élections législatives malgré l'opposition de la majorité des chrétiens, l'autre socio-économique, résultant de l'effondrement continu de la monnaie.

BEYROUTH

de notre correspondant

Avant de quitter la capitale libanaise — accompagné des ministres de la défense, M. Michel Murr, des affaires étrangères, M. Farès Boueiz et des finances, M. Assaad Diab, — M. Rachid Solh nous a déclaré que, sans savoir encore s'il pourrait finalement rencontrer M. Mitterrand, il avait décidé de maintenir sa visite à Paris, car il est un «grand ami de la France» et parce que «nos relations avec ce pays m'importent profondément».

Aussi, anticipant les inquiétudes de ses interlocuteurs français quant à la validité des prochaines élections législatives depuis vingt ans, qui devraient se dérouler entre le 23 août et le 6 septembre, M. Solh fait valoir qu'il était «indispensable» de renouveler le Parlement

## Un scrutin «libre et démocratique»

Quant à la loi électorale — qui contraindrait certains aspects des accords de Taëf qui ont permis de mettre fin à la guerre civile (découpage des circonscriptions, nombre des députés), — elle est, selon lui, «adaptée aux réalités», et respecte les amendements que le Parlement a apportés au projet proposé par le gouvernement.

En tout état de cause, assure-t-il «solennellement», le scrutin sera «libre et démocratique dans toute l'acceptation du terme». Et la grave crise économique de la semaine dernière pour plusieurs partis chrétiens pour protester contre les élections est la preuve, à ses yeux, que le gouvernement «respecte toutes les opinions et est pleinement attaché à la démocratie».

S'il admet que les personnes «déplacées» à l'intérieur du territoire libanais doivent pouvoir voter — «le cas échéant dans des bureaux aménagés à cet effet hors de leurs circonscriptions», — M. Solh n'envisage nullement qu'il puisse en être de même pour les Libanais se trouvant à l'étranger, «ne serait-ce que pour des raisons pratiques», car ils dépendent impérativement de l'un des cinq

mille bureaux de vote au Liban et qu'il est «irréaliste» de faire parvenir les listes électorales de chacun de ces bureaux «dans chaque ville ou même seulement dans chaque pays où se trouvent des communautés libanaises».

La suggestion du ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, d'envoyer des «observateurs internationaux» surveiller le déroulement du scrutin, ne lui paraît pas devoir être retenue. «Toute la presse internationale sera là, et nul n'a part plus qu'un libanais de faire d'observer et d'informer. De même les ambassades seront à pied d'œuvre. Que tout ce monde là témoigne de ce qu'il aura constaté lors des élections électorales», argumente-t-il.

Le repli militaire syrien prévu par les accords de Taëf suivra-t-il les élections ? Réponse évasive de M. Solh : «Les deux gouvernements se mettront d'accord sur des solutions de nature à concilier les intérêts des deux pays. Il n'en reste pas moins qu'à Beyrouth on est convaincu que «des» replis syriens suivront les élections.

Venu au pouvoir à la suite d'une explosion de colère populaire qui avait balayé le gouvernement précédent et qui avait été provoquée par une crise économique symbolisée par la chute vertigineuse de la livre libanaise (1 dollar valant 1 800 livres), le premier ministre se retrouve, deux mois plus tard, avec un dollar à plus de 2 000 livres. Les syndicats et la population grondent à nouveau et une grave déstabilisation est prévue mercredi 30 juillet. «C'est faux de dire que nous n'avons rien fait», proteste M. Solh, qui rap-

pelle que son cabinet a fixé un plafond au déficit budgétaire (30 %). «Nous nous sommes engagés dans une œuvre d'assainissement qui a commencé à porter ses fruits puisque, pour la première fois depuis des années, nos recettes, ce mois-ci, excèdent nos dépenses, avec 10 milliards de livres de surplus du 20 juin à ce jour. Mais, ajoute-t-il, il faut du temps et de la persévérance. Il n'en annonce pas moins d'ores et déjà une bonne nouvelle. Cinquante mille nouvelles lignes de téléphone devraient être installées bientôt, grâce à un prêt koweïtien. L'électricité, toujours rationnée, devrait également être mieux distribuée, «car nous commençons à réussir à faire payer leurs factures aux abonnés récalcitrants».

Si «l'électricité, le téléphone, l'inflation, la monnaie et même la liberté des élections sont assurément très importants», il y a, selon M. Solh, une condition indispensable au rétablissement du Liban : «Il faut qu'Israël nous restitue le Liban sud, sans conditions, ainsi que le stipule la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU. La France nous a constamment appuyés dans ce domaine, et je l'en remercie. Mais les faits sont là : Israël agresse notre Sud chaque jour sans que personne n'essaie d'y mettre un terme. Et le premier ministre de lancer «un appel de détresse au monde entier, à commencer par la France» : «Si vous voulez que le Liban revive et retrouve son équilibre, rendez-lui son Sud.»

LUCIEN GEORGE

## La pression sur l'Irak

Suite de la première page

Au même moment, les autorités américaines annoncent qu'un nouveau porte-avions, le John Fitzgerald Kennedy, venait d'être déployé d'urgence dans la zone du Golfe et que des batteries de missiles anti-missiles Patriot allaient être déployées à Bahreïn et au Koweït pour défendre ces pays contre une éventuelle attaque de missiles Scud irakiens (sous-entendu : dans l'hypothèse d'une intervention depuis vingt ans, qui sonnerait la fin de la Maison-Blanche faisait savoir que M. Bush devait tenir dans la soirée, avec ses principaux collaborateurs militaires, un nouveau «conseil de guerre» — pour la troisième fois en moins d'une semaine. Le département d'Etat indiquait que M. James Baker allait recevoir des dirigeants de l'opposition irakienne (notamment, les chefs kurdes Jalal Talabani et Masoud Barzani), façon de souligner, une

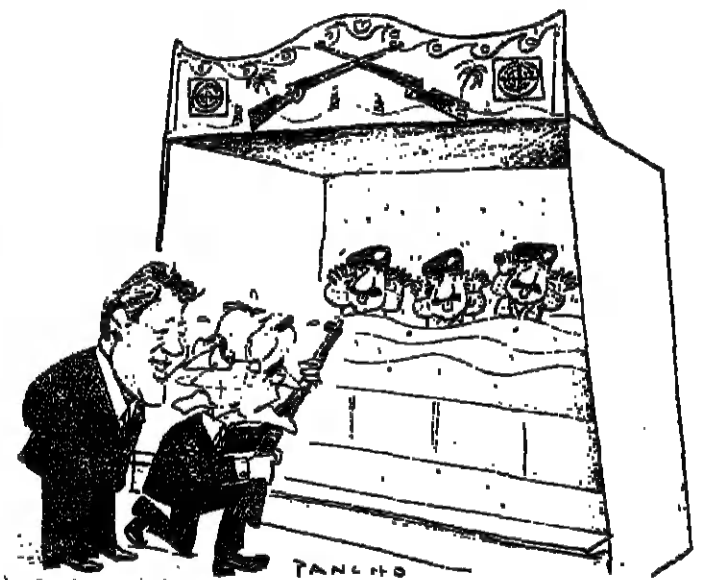
fois de plus, la volonté des États-Unis de déstabiliser le régime de Bagdad. Et tous les journaux télévisés du soir d'«ouvrir» sur ce climat de confrontation renouvelée avec l'Irak.

Sans doute faut-il y voir autant de gesticulations diplomatiques militaires destinées à indiquer à M. Saddam Hussein que, s'il a marqué des points dans l'affaire du ministère de l'Agriculture, il reste sous haute surveillance américaine. Alors qu'on croit victoire à Bagdad pour avoir forcé les Occidentaux à «négocier» la composition d'une équipe d'inspecteurs de l'ONU, les États-Unis installent dans la région une puissance de feu qui pourrait ne pas rester silencieuse à la prochaine crise. M. Bush a d'ores et déjà énuméré une série de violations par l'Irak du cessez-le-feu : répression contre les chutes du sud de l'Irak, refus de M. Saddam Hussein de participer aux pourparlers

sur la délimitation de la frontière avec le Koweït, blocus imposé aux Kurdes, harcèlement des personnes de l'ONU en Irak... Les «tests» ne vont pas manquer et on indiquait, de bonne source à l'ONU, que les États-Unis avaient décidé d'une accélération des inspections.

Un compromis a été trouvé dimanche après qu'une équipe d'inspecteurs du désarmement ait été empêchée durant trois semaines de fouiller le ministère irakien de l'Agriculture. L'inspection aura lieu,

mais les Irakiens ont obtenu d'avoir leur mot à dire dans la composition de l'équipe des inspecteurs de l'ONU. A en croire les milieux officiels cités dans les médias américains, ce dénouement a laissé au sein de l'administration un profond sentiment de frustration et de mauvaise humeur. En plaçant ainsi les Occidentaux — Américains, Britanniques et Français — dans l'obligation de négocier avec lui, M. Saddam Hussein aurait fait la preuve de son aptitude à secouer le carcan d'obligations et de sanctions qui lui a été imposé après la guerre et à conforter ainsi son régime. S'il n'a pas remporté de victoire proprement dite, à tout le moins est-il sorti la tête haute de l'épreuve de force qu'il avait provoquée.



mais les Irakiens ont obtenu d'avoir leur mot à dire dans la composition de l'équipe des inspecteurs de l'ONU. A en croire les milieux officiels cités dans les médias américains, ce dénouement a laissé au sein de l'administration un profond sentiment de frustration et de mauvaise humeur. En plaçant ainsi les Occidentaux — Américains, Britanniques et Français — dans l'obligation de négocier avec lui, M. Saddam Hussein aurait fait la preuve de son aptitude à secouer le carcan d'obligations et de sanctions qui lui a été imposé après la guerre et à conforter ainsi son régime. S'il n'a pas remporté de victoire proprement dite, à tout le moins est-il sorti la tête haute de l'épreuve de force qu'il avait provoquée.

## «Avantage Saddam»

Au Congrès, la majorité démocrate parlait de la «prétendue victoire» remportée par les Occidentaux dans la crise du ministère de l'Agriculture. Le New York Times évoquait mardi, à la une, les points marqués par le chef de l'Etat irakien. Le Washington Post titrait un commentaire : «Avantage Saddam» dans la presse spéculait sur l'impact de cette guerre des nerfs continuée entre M. Bush et M. Saddam Hussein à quelques mois de l'élection présidentielle. Les opinions

dont Jimmy Carter à l'ayatollah Khomeiny.

Les opinions ne sont pas plus tranchées sur l'impact — tout de même très incertain, a priori — qu'une intervention militaire aurait sur la campagne électorale de M. Bush. Il n'y a que deux certitudes : il faudra une «provocation» flagrante de l'Irak pour justifier, aux yeux de l'opinion américaine, une nouvelle intervention et celle-ci aura vraisemblablement beaucoup plus d'ampleur que les raids aériens évoqués ces jours derniers.

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

■ IRAN : Téhéran restitue six Airbus au Koweït. — L'Iran a remis, lundi 27 juillet, à un représentant du gouvernement koweïtien six Airbus civils de la compagnie nationale de l'Emirat, qui avaient été entreposés en territoire iranien par l'Irak lors de la crise du Golfe. Le premier de ces avions a décollé le jour même de l'aéroport de Machhad (nord-est de l'Iran), à destination du Koweït. Cette décision est «un pas en avant dans les relations entre le Koweït et l'Iran», a commenté le ministre koweïtien des finances, M. Nasser Abdallah al-Roudhane. (AFP.)

سكس ايرباص



سلافة العرب

## AFRIQUE

### SOMALIE

# Le Conseil de sécurité de l'ONU charge une mission technique de préparer une opération humanitaire d'envergure

Le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé, lundi 27 juillet, d'envoyer en Somalie une mission technique chargée de préparer le terrain à une opération importante de l'ONU, dont la présence est jusqu'à présent limitée à une cinquantaine d'hommes dans la capitale, Mogadiscio. Dans une résolution adoptée à l'unanimité, le Conseil a approuvé la proposition du secrétaire général d'établir quatre zones, couvrant tout le territoire, dans lesquelles l'ONU superviserait le cessez-le-feu et distribuerait une aide humanitaire massive (le Monde daté 28-29 juillet). La mise en place d'un pont aérien a été envisagée.

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Pour les diplomates, la résolution du Conseil de sécurité adoptée lundi est un premier pas vers la mise en pratique du «devoir d'ingérence humanitaire» en Somalie, un pays dévasté par la guerre civile, où 4,5 millions de

personnes sont menacées par la famine.

Dans un rapport publié vendredi, le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, avait proposé un renforcement important des opérations de l'ONU en Somalie, reprochant aux membres du Conseil de se pencher à l'excès sur la crise yougoslave — une «guerre de riches» — au détriment de la tragédie somalienne. Il avait annoncé l'envoi d'une mission technique, afin d'étudier la possibilité de récupérer des armes en échange de la distribution des vivres et de déterminer les effectifs civils et militaires de la communauté internationale nécessaires à la création d'une force de police locale, au désarmement de la population, et à la protection des organismes humanitaires.

### Un pont aérien d'urgence

Bien qu'il qualifie les propositions de M. Boutros-Ghali de «très ambitieuses», le Conseil a approuvé son rapport et adopté une résolution prévoyant une «très grosse opération humanitaire». Ses quinze membres se disent «gravement alarmés» par la détérioration de la situation et soulignent qu'il est urgent que l'aide humanitaire soit acheminée

rapidement dans l'ensemble de la Somalie. Le Conseil a demandé au secrétaire général d'organiser «d'urgence» un pont aérien et soumis toutes les parties au conflit de «respecter pleinement la sûreté et la sécurité» du personnel de l'ONU et des organisations à vocation humanitaire.

Mises à part ses «bonnes intentions», concrètement, le Conseil n'approuve pour le moment que l'envoi d'une équipe technique sous la direction du représentant spécial de M. Boutros-Ghali, le colonel algérien Mohammed Sahnoun. Dans un rapport, qui n'est toujours pas publié, ce dernier a d'ailleurs critiqué l'inefficacité des efforts du personnel de l'ONU en matière de distribution de vivres en Somalie, «tandis que la Croix-Rouge et d'autres organisations humanitaires arrivent à fonctionner».

Visiblement exaspérés par la situation humanitaire dans le pays, les membres du Conseil menacent, pour la première fois, de prendre «d'autres mesures» pour assurer l'acheminement de l'aide humanitaire. Selon un diplomate occidental, qui qualifie cette résolution de «kouschérienne», le Conseil de sécurité est déterminé à «valider par tous les moyens le peuple somalien». M. Sahnoun aurait d'ailleurs demandé l'aide du

ministre français de la santé et de l'action humanitaire pour la création d'un pont aérien destiné à acheminer les vivres.

Les diplomates de l'ONU remarquent que, depuis le vote de la résolution 688 concernant l'aide humanitaire à la population kurde en Irak, «les pays demandent de plus en plus l'ingérence humanitaire». Vu la situation sur le terrain, les diplomates ne sous-estiment aucunement les difficultés de cette opération «vaste et dangereuse». Ils estiment qu'il faudrait plusieurs milliers d'hommes pour qu'une opération de cette envergure réussisse. Mais aucune évaluation de son coût n'a été faite.

### AFGANISTAN : projet de nouvelle Constitution

Quatre factions somaliennes rejettent l'envoi d'une force de l'ONU. — Quatre factions somaliennes armées, dont le Congrès de la Somalie unifiée du général Mohamed Farah Aidid, réunies, dimanche 26 juillet, à Bardera, dans le sud du pays, ont estimé, dans des déclarations à l'AFP et à la BBC, que l'envoi d'une force de l'ONU, chargée d'escorter les convois d'aide humanitaire, n'était pas nécessaire. Ces factions ont appelé l'ONU à aider à la création d'une force de police nationale de six mille hommes pour rétablir la sécurité. — (AFP)

## ASIE

### PHILIPPINES : dans son premier discours

# Le président Ramos propose de légaliser le Parti communiste

Dans son premier discours sur l'état de la nation, prononcé devant le Congrès lundi 27 janvier, le nouveau président philippin, M. Fidel Ramos, a proposé de légaliser le Parti communiste afin de mettre fin à une insurrection qui se poursuit depuis plus de quarante ans. «Notre but est de parvenir à une solution juste, globale, pacifique et durable à un conflit interne armé qui a si durement touché notre nation et notre peuple», a-t-il déclaré, appelant le Congrès à voter une amnistie pour quelque 4 500 anciens insurgés — communistes et musulmans — qui avaient demandé le pardon du gouvernement.

L'ex-général Ramos, qui a longtemps mené la lutte contre la Nouvelle Armée populaire (NPA, maoïste), n'a pas précisé si cette légalisation serait assortie de préconditions, comme le dépôt des armes. Des négociations avaient déjà été entreprises en 1986 par M. Cory Aquino, mais elles avaient rapidement échoué.

Le nouveau président a appelé à combattre la corruption et lancé un ambitieux programme de lutte con-

tre la pauvreté, qui devrait être en grande partie financé localement. M. Ramos ayant promis au FMI de continuer à respecter une certaine austerité budgétaire. Il a aussi annoncé des mesures impopulaires, comme de nouveaux impôts et une dévaluation du peso. D'autant qu'il entend faire «assumer» par son pays «la responsabilité de sa propre défense» après la fermeture des bases américaines.

Par ailleurs, M. Ramos, lui-même protestant, a annoncé des mesures qui heurtent la puissante Eglise catholique, comme le contrôle des naissances et le rétablissement de la peine de mort. Ce qui ne l'a pas empêché de séduire la classe politique, parvenant même à faire élire un de ses conseillers, M. José de Venecia, à la présidence de la Chambre, où ses partisans sont minoritaires. Enfin, il a neutralisé son vice-président — élu sur une liste rivale, l'ancien avocat et sénateur Joseph Estrada, en lui confiant la tâche délicate de lutter contre la criminalité. — (AFP, Reuters)

AFGHANISTAN : projet de nouvelle Constitution. — Le prochain président afghan devrait être désigné par une shura (conseil des sages) représentative de la société, et non pas élu, est-il prévu dans un projet de Constitution soumis, lundi 27 juillet, au Conseil de direction provisoirement en charge à Kaboul. Cette éventualité, qui a reçu le soutien du ministre de la défense, M. Ahmad Shah Massoud, et du président intérimaire, M. Rabbani, marquerait, si elle devait triompher, l'échec de M. Gulbuddin Hekmatyar, chef du parti intégriste Hezb-e-Islami, partisan d'élections aussi rapides que possible. — (AFP)

TAIWAN : saisie de documents dans un chantier naval allemand qui aurait aidé Taiwan à militariser des garde-côtes. — Le parquet d'Oldenburg, en Allemagne, a fait saisir des documents au chantier naval Abeking et Rasmussen, soupçonné d'avoir vendu à Taiwan quatre navires polyvalents qu'il aurait par la suite aidé à militariser, a indiqué, lundi 27 juillet, le procureur. Le chantier fait l'objet d'une enquête sur de possibles infractions à la législation allemande sur le commerce extérieur et le contrôle des armes de guerre. L'enquête avait été ouverte à la suite d'informations publiées dans le Spiegel. — (AFP)

## DIPLOMATIE

### La tournée espagnole du président cubain

# «Fidel, il faut que tu changes !»

Les mauvaises langues disent qu'il est venu inspecter les lieux de sa future retraite, politique et peut-être spirituelle : le commandante Fidel Castro, qui vient de faire expressément reconnaître la liberté de religion par la Constitution cubaine, a visité en tréfil, lundi 27 juillet, la cathédrale romane de Saint-Jacques de Compostelle, avant d'assister à une réception dans un couvent.

Le Lider maximo est l'hôte — controversé — de son ami Manuel Fraga, ancien ministre franquiste. Le chef du gouvernement autonome de la Galice a obtenu au cours des derniers mois la libération de dix-neuf prisonniers politiques cubains et aurait même proposé à l'orgueilleux dictateur, en septembre 1991 à La Havane, de se réfugier sur la terre de ses ancêtres si les choses devaient mal tourner dans son île. M. Castro devait d'ailleurs visiter mardi, avant-dernier jour de son séjour écourté en Espagne, la maison — entièrement restaurée — de son père, Angel, parti du village de Lancers à Cuba avec l'armée coloniale avant d'y devenir propriétaire terrien.

Quelques cris hostiles («A bas le dictateur !») ont retenti dans les rues de Saint-Jacques de Compostelle, ville de tant de pèlerins, mais l'accueil y a été néanmoins beaucoup plus

chaleureux qu'à Madrid, où le courant ne passe guère entre le «dinosaur» marxiste et les socialistes au pouvoir. Le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, lui aurait, dit-on, demandé, lors du sommet ibéro-américain de la semaine dernière, d'organiser des élections démocratiques d'ici un an.

A Séville, où M. Castro a visité dimanche le pavillon de son pays à l'Exposition universelle, le service d'ordre cubain a frappé un petit groupe d'opposants et jeté à terre une jeune femme qui réclamait la libération de son père emprisonné. Déjouant un dispositif de sécurité très serré, un opposant a réussi à prendre à partie M. Castro dans le pavillon, dont l'austérité est à la mesure des difficultés économiques de Cuba. «Fidel, il faut que tu changes !», a crié un résident de Miami, M. José Ignacio Resco, président du Parti démocrate chrétien de Cuba. «Pour davantage de révolution», lui a répondu le commandante, qui a ensuite assuré qu'il continuerait à assumer son devoir «tant que le peuple le considérera utile». Encore faudrait-il que le peuple puisse se prononcer librement à ce sujet.

M. J.

Ouverture au Parlement grec du débat sur la ratification des accords de Maastricht. — Le Parlement grec a entamé, lundi 27 juillet, le débat qui devrait s'achever vendredi soir par le vote de ratification du traité de Maastricht. Les trois principales formations politiques du pays (les conservateurs, les socialistes du PASOK et la coalition de la gauche et du progrès), qui contrôlent 287 des 300 sièges de la «Vouli» sont en effet favorables au traité. Seuls sept élus communistes ont exigé un référendum. La Grèce devrait donc rejoindre sous peu l'Irlande et le Luxembourg, qui ont déjà ratifié le traité. — (AFP, AP)

Visite officielle de M. Bérégovoy à Londres. — Le premier ministre français, M. Pierre Bérégovoy, était attendu mardi 28 juillet à Londres pour s'entretenir avec son homologue britannique, M. John Major. M. Bérégovoy, qui fait sa première visite officielle en Grande-Bretagne, devait aborder avec son homologue des «sujets d'intérêt commun bilatéraux et internationaux» alors que la Grande-Bretagne assure la présidence tournante de la Communauté européenne, a précisé l'ambassade de France à Londres. M. Bérégovoy devait également rencontrer dans l'après-midi le nouveau leader du Parti travailliste, M. John Smith. — (AFP)

### TUNISIE : deuxième procès d'islamistes

# Cent huit membres des «commandos du sacrifice» sont passibles de la peine de mort

Le tribunal militaire de Tunis a repris, lundi 27 juillet, le procès des inculpés dit des «commandos du sacrifice». Interrompu depuis le 10 juillet. Cent huit personnes, dont une quarantaine de militaires, de policiers, de douaniers et de gardiens de prison, y sont poursuivies pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, vol, pour certains, de tentative d'assassinat du président de la République, accusations toutes passibles de la peine de mort.

Vingt et un inculpés sont en fuite. Le procès s'était ouvert parallèlement à celui des dirigeants d'Ennahdha qui devrait reprendre, lui, le 30 juillet. Les deux affaires sont cependant liées, ce qui ne va pas sans soulever quelques confusions dans la conduite des débats.

### TUNIS

de notre correspondant

Devant le tribunal militaire de Tunis, les procès d'islamistes se suivent mais ne se ressemblent pas. Les débats de l'affaire dite du «complot d'Ennahdha» (le Monde du 10 au 23 juillet) s'étaient déroulés dans une parfaite sérénité que essentiellement à la courtoisie et à la patience du président Béchir Khouss, qui laissait les accusés s'exprimer tout à loisir.

Lundi 27 juillet, lorsque s'est ouvert, devant la seconde chambre de cette même juridiction, le procès des «commandos du sacrifice», le ton a brusquement changé du tout au tout.

Tranchant, souvent agressif, interrompant sans cesse les premiers accusés appelés à la barre sans leur donner l'occasion de répondre complètement à l'interrogatoire qu'il est censé conduire, le président, M. Habib Ben Youssef, leur assène, sous forme d'affirmations, les chefs d'accusation retenus à leur encontre. «Vous êtes ici pour répondre de faits précis et non pour faire des discours»,

répète-t-il comme s'il était pressé d'en finir.

Ce comportement est à peine plus aimable à l'égard de la défense, et il faudra tout le doigt du bâtonnier, venu en renfort pour calmer le jeu. Les avocats, dont certains menacent de se retirer, ne reprochent pas seulement à M. Youssef sa pugnacité excessive, mais aussi son refus de mener les interrogatoires en présence des accusés. Ils déplorent surtout que le cas des «commandos du sacrifice» soit disjoint de celui du «complot d'Ennahdha».

Les deux affaires, ainsi que plusieurs points de l'instruction le démontrent, sont pourtant souvent liées, rendant leur disjonction inexplicable alors que tous les prévenus ont à répondre des mêmes chefs d'accusation.

Lundi, lors de son interrogatoire, M. Habib Lassoued, un ingénieur en électricité d'une trentaine d'années, présenté comme le chef des «commandos du sacrifice», n'a pas nié avoir mis sur pied ce «réseau» en parallèle du mouvement Ennahdha, sans toutefois préciser s'il avait été, à un moment ou à un autre, proche de ce dernier.

Il a reconnu aussi être l'auteur d'une cassette présentée par le tribunal, appelant à la «lutte armée», à l'«insurrection» et au «renversement du régime» pour l'«avènement d'un Etat islamique». Mais, et il l'a aussitôt ajouté, ces appels restaient du domaine de l'intention — c'est-à-dire sans début d'exécution — et n'avaient pour but que de recruter des partisans d'Ennahdha en leur démontrant la faiblesse de la direction de leur mouvement.

Or l'accusation retient qu'Ennahdha a réussi à «évincer» M. Habib Lassoued après avoir «noyauté» son réseau, qui préparait assassinats et attentats pour, finalement, l'«incorporer» dans son complot. Il n'est pas évident que les interrogatoires qui vont se succéder durant les prochains jours permettent de démêler cet imbroglio.

MICHEL DEURÉ

CONGO : le parti de M. Lissouba a remporté les élections sénatoriales. — L'Union pan-africaine pour la démocratie sociale (UPADS) de M. Pascal Lissouba a remporté les élections sénatoriales, en gagnant 23 des 60 sièges, a annoncé, lundi 27 juillet, l'Agence congolaise d'information. L'UPADS, qui a déjà remporté une majorité relative à l'Assemblée nationale (le Monde du 25 juillet), est suivie du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDI) de M. Bernard Kolelas, qui a remporté treize sièges. — (AFP)

ETHIOPIE : funérailles de soixante-huit hauts fonctionnaires de l'empereur Haile Sélassié. — Les restes de soixante-huit hauts fonctionnaires de l'ancien empereur Haile Sélassié, exhumés d'une fosse commune il y a quatre mois, ont été inhumés, lundi 27 juillet, dans une mausolée en présence de leurs familles, des diplomates en poste à Addis-Abeba et de milliers d'habitants de la capitale éthiopienne. Soixante de ces hauts fonctionnaires avaient été exécutés au lendemain de la révolution marxiste de 1974. — (AFP, Reuters)

RWANDA : négociations à Addis-Abeba. — Le gouvernement et le Front patriotique rwandais (FPR, opposition armée) ont entamé des négociations dimanche 26 juillet, à Addis-Abeba, sur les modalités du cessez-le-feu qui doit intervenir, d'ici, et-on indique de sources officielles. Ces négociations, mises en place sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine, font suite à la rencontre d'Arusha (Tanzanie) au cours de laquelle les deux parties avaient décidé d'une trêve à partir du 19 juillet, et d'un cessez-le-feu le 31 juillet. — (AFP)

MM. Abassi Madani et Ali Benhadj se pourvoient en cassation. — Condamnés, le 15 juillet dernier, à deux ans de réclusion pour «complot contre l'autorité de l'Etat», les deux dirigeants du FIS, MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, ont exprimé, dimanche 26 juillet, leur intention de se pourvoir en cassation, écrit le quotidien El Moudjahid. Leurs co-accusés, condamnés à des peines d'emprisonnement de quatre à six ans, feront de même. La Cour suprême devrait être saisie du dossier dans un délai d'une semaine.



## POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre

## «Le gouvernement a le devoir d'expliquer les raisons pour lesquelles il a signé le traité de Maastricht»

affirme l'Hôtel Matignon

Après avoir fait savoir que le gouvernement renouait à sa campagne télévisée en faveur du «oui» à la ratification des accords de Maastricht, le cabinet du premier ministre a publié, lundi 27 juillet, un communiqué dans lequel il affirme notamment : «Le gouvernement a le devoir d'expliquer aux Français les raisons pour lesquelles il a signé le traité de Maastricht, le traité qui nous soumet à la ratification populaire. Tous les gouvernements ont eu recours à des campagnes d'information. (...) M. Séguin a perdu son sang-froid en traitant le gouvernement de voleur alors que ce dernier se conforme à la loi. Parler de cesser l'Europe, M. Séguin est un voleur d'espérance.»

D'autre part, le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui avait invité le gouvernement à «répondre» sa campagne, a tenu à préciser lundi qu'il «n'a jamais été saisi dans cette affaire par quelque personnalité politique que ce soit».

M. André Lajoie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a adressé, lundi 27 juillet, une lettre à M. Bérégovoy, dans laquelle il lui demande de renoncer aussi à sa campagne dans la presse écrite qui, selon lui, «tombe également sous le coup de la loi», puisque celle-ci interdit, dans les trois mois précédant une élection, «l'utilisation à des fins de propagande électorale de tout procédé de publicité commerciale par la voie de la presse ou par

tout moyen de communication audiovisuelle». M. Lajoie propose que les moyens financiers alloués à la campagne soient «répartis équitablement entre les partis politiques représentés au Parlement».

M. Jean-Marie Le Pen, président

## POINT DE VUE

## Une triple ambiguïté

par Thierry Saussez

EN l'état actuel de la loi, il est clair que ni les réglementations s'appliquant à la communication des candidats ni celles concernant les collectivités territoriales ne touchent les messages en provenance du gouvernement. Il est donc évident que le pouvoir aurait pu juridiquement faire fi de la recommandation du CSA. En revanche, cette situation met en lumière une triple ambiguïté.

1) Est-il logique que le gouvernement légifère, réglemente, encadre la communication des candidats, des partis, des collectivités, sans s'astreindre lui-même à un devoir de réserve publicitaire à la veille d'un scrutin?

2) Où finit la communication d'intérêt général et où commence la propagande? Personne ne conteste aux pouvoirs publics le droit d'organiser des campagnes d'information ou de modification des comportements (santé, sécurité routière, formation, etc.). Mais la campagne de Jacques Séguéol n'est ni informative ni comportementale. C'est une campagne de propagande à l'occasion d'une consultation électorale. Pour régler définitivement le problème, il conviendrait qu'un comité d'éthique composé de spécialistes de la communication sociale, de magistrats, du CSA, etc., établisse les campagnes pouvant être considérées d'intérêt général.

3) Le pouvoir ne doit plus être seul à utiliser les créneaux de la publicité télévisée, ce qui est le cas aujourd'hui avec l'interdiction de la publicité politique à la télévision. Aucun parti, aucun syndicat, aucune organisation professionnelle ne peut lui répondre sur le même sujet dans les mêmes créneaux publicitaires. Puisqu'il existe un plafonnement des dépenses électorales, donnons à la Commission nationale des financements politiques de plus amples moyens de contrôle et, sous réserve du respect des plafonds, laissons libre le choix des moyens, y compris à la télévision.

Thierry Saussez est conseiller en communication.

## Les vigies de l'Elysée

Suite de la première page

Or, parmi ces nouveaux venus figurent les principales vigies civiles de M. François Mitterrand, ceux de ses collaborateurs qui sont désormais responsables des dossiers les plus importants.

Le secrétariat général de la présidence de la République compte ainsi, depuis deux semaines, un nouveau directeur de cabinet, en la personne de M. Pierre Chassagnou, ancien préfet de l'Aquitaine, successeur de M. Gilles Méneux à un poste très délicat puisqu'il implique son titulaire dans toutes les questions politiques au sens le plus large. Il s'agit là d'un choix personnel de M. Mitterrand. L'actuel directeur de la surveillance du territoire, M. Jacques Fournet, possède lui aussi le profil adapté à cette fonction, mais il a peut-être connu le handicap d'être appuyé avec trop d'insistance par le ministre du budget, M. Michel Charasse. Pour le chef de l'Etat, de toute façon, c'était presque du pareil au même puisque MM. Chassagnou et Fournet ont en commun d'avoir été directeurs centraux des renseignements généraux et préfets de la Nièvre, la terre électorale de M. Mitterrand.

La plupart des autres nominations à la tête du cabinet présidentiel portent l'empreinte de M. Védrine, qui s'emploie depuis sa nomination à reconstituer un état-major qui soit non seulement aussi performant que les précédents mais composé de compétences reconnues et de caractères assez trempés pour ne pas souffrir des indolentes comparaisons avec des prédécesseurs dont les destins sont devenus extra-élysées, tels ceux de MM. Pierre Bérégovoy, Jacques Attali, Régis Debray, Michel Yauzeau, Jean Glavany, André Rousselet, Guy Penne ou de M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou et Ségaline Royat.

Derrière M<sup>me</sup> Anne Lauvegon, qui a chassé sans complexes et avec bonheur, en avril 1991, les bottes du «sherpas» Jacques Attali dans la préparation des sommets internationaux, a surgi un quintette de conseillers sur lesquels M. Védrine ne tarit pas d'éloges : «Ce sont les meilleurs dans leur spécialité». «C'est ce qu'on fait de mieux aujourd'hui en France». Deux diplomates : M. Bruno Delaye, ancien ambassadeur extraordinaire de la France au Togo, spécialiste des dossiers africains, successeur du très controversé Jean-Christophe Mitterrand aux fonctions de conseiller à la présidence, et M. Jean Vidal, ancien ambassadeur permanent de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles, promu conseiller diplomatique. Un inspecteur des finances : M. Guillaume Hannezo, ancien conseiller technique de M. Bérégovoy, devenu conseiller économique. Un ingénieur civil des mines, M. Patrick Buffe, qui a travaillé auprès de MM. Jean-Pierre Chevènement, Jean Auroux, Laurent Fabius, Martin Malvy avant d'être nommé conseiller industriel. Un inspecteur général des affaires sociales : M. Jean Laverne, un homme d'expé-

rience et de terrain, qui assume désormais les fonctions de conseiller social.

L'équipe des conseillers techniques et des chargés de mission, qui seconde ces chefs de file, a été elle aussi sensiblement renouvelée. Elle a enregistré l'arrivée d'un nouvel inspecteur des finances, M. Thierry Bert, qui a la particularité d'être aussi agréé des lettres et d'avoir travaillé en 1987-1988 au cabinet de M. Edouard Balladur avant de traiter auprès de M<sup>me</sup> Guigou des affaires européennes. Celle d'un préfet, M. Jean-François Gueuleux, ancien secrétaire général du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, en charge des relations avec le Parlement, les élus, les partis, un milieu qu'il connaît bien depuis ses débuts en 1979 au cabinet du président du conseil général de Saône-et-Loire, alors M. André Billardon. Celle d'un docteur en sciences économiques, M. Jean-Claude Lescaud, ancien conseiller de M. Henri Nallet au ministère de l'Agriculture et de la forêt de 1988 à 1990. Le dernier arrivé, M. Bernard Latarjet, nommé la semaine dernière conseiller technique chargé de la culture, se caractérise par son érudition puisque cet ingénieur agronome a commencé sa carrière en 1972 au ministère de l'Agriculture avant d'aboutir au cabinet du ministre de la culture, auprès de M. Jack Lang, en passant par la Cinéma-thèque française et la Fondation de France.

## La fin des «clandestins»

Quant à la nouvelle équipe chargée depuis un an de gérer la communication présidentielle sous la conduite du quatuor constitué par M. Jean Mus-telli, porte-parole, M<sup>me</sup> Muriel de Pierrebou, attaché de presse, MM. Jean-François Bureau et Christian Achard, conseillers techniques, elle a déjà fait la preuve de sa cohésion.

En bon capitaine, M. Védrine se félicite de disposer ainsi, aujourd'hui, d'un groupe soudé, dans lequel le professionnalisme des uns se marie bien avec les convictions des autres sans que l'on retrouve les travers de l'ancien clivage entre «militants» et «techniciens» qui, naguère, suscitait parfois des tiraillements. En effet, contrairement à la rumeur alimentée par certains notables socialistes pour tenter d'expliquer les décalages qui existent parfois entre la pratique du pouvoir exécutif et la gestion de l'indépendance nationale, il existe encore, à l'Elysée, parmi ces «sentinelles» du président de la République, des élus locaux parfaitement informés des états d'âme de la «France profonde» — par exemple M. Yves Dauge, député interministériel à la ville, maire de Chamon, ou M. Lebossé, conseiller municipal d'Orvaud (Loire-Atlantique) — et des haut-fonctionnaires de formation qui n'hésitent pas à aller, eux non plus, au charbon électoral, comme l'a fait par exemple l'ancien sous-préfet de Château-Chinon, M<sup>me</sup> Béatrice Marre, aujourd'hui chef de cabinet de M. Mitterrand, qui conduisait la liste du PS aux élections

régionales du 22 mars en Lozère. Ils font partie des «oreilles» présidentielles.

Mais cette muse de l'Elysée a été accompagnée par un élémentaire resserrement de boudoir. Avant même l'affaire Habache, M. Mitterrand avait donné à M. Védrine des directives en ce sens. La polémique provoquée par l'admission en France du dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine, le 29 janvier, a accéléré une remise en ordre qu'il imposait déjà au vu des risques de «coups-circuits» relevés auparavant, en diverses circonstances, à la suite d'interférences entre les conseillers du «château» et ceux de l'«annexe» du numéro 2 de la rue de l'Elysée. M. Edgard Pisani, auquel M. Mitterrand laissait carte blanche, s'était particulièrement signalé, à la veille du déclenchement de la guerre du Golfe, par certaines ini-

## DIAGONALES

L'EFFACEMENT d'une pratique sociale n'est pas forcément le signe de son échec. Ce peut être celui de son triomphe. Elle ne se remarque plus pour la bonne raison qu'elle est partout imitée, dépeçée sur son propre terrain.

C'est le cas du théâtre. Il y a encore vingt ans, l'effacement des visages du Festival d'Avignon comme une tâche de lumière sur la grisaille de l'année. Ce retour du jeu et des couleurs s'inscrivait parmi les soulèvements inexplicables qu'offrent les saisons. Aujourd'hui, la Cité des papes n'est pas moins inventive. Il se trouve seulement que la réalité autour nous parvient de plus en plus transfigurée, parfois combinée tout exprès avec les distances, les artifices, les enjolivements, les airs de fête et jusqu'aux horaires qui régissent les spectacles. Barcelone détrône Avignon.

Compétitions sportives et guerres télévisées rythment nos vies de voyeurs. Les débats politiques ou intellectuels se cherchent les illustrations sans lesquelles nos esprits, déshabitués de l'écrit, donc de la réflexion, au point de retomber en enfance, risqueraient, paraît-il, de ne plus «suivre». Le langage des commentateurs ne trompe pas : on ne parle plus des événements d'une période donnée, mais de ses images-choix.

Ce qui frappe le plus dans le rassemblement de «vieux gréments» en rade de Brest, c'étaient les années d'efforts consacrés au «coup d'œil», à l'imitation perfectionniste de l'ancien, à la théâtralité.

Nombre des équipages s'étaient changés de bricoleurs en figurants, costumés, perruqués. Et chacun s'enchantait du spectacle de ces gravités réunies, en tirait un sourd orgueil, par un narcissisme collectif, par un esprit de fête rappelant les improvisations du jazz.

L'ouverture des Jeux de Barcelone laissait une impression voisine.

Pour un peu, nous nous serions sentis fiers, dans nos fauteuils, du coup au but de l'archer

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

ministère de la Nouvelle-Calédonie se consacrer désormais à l'Institut du monde arabe, qu'il préside. Autre conséquence de l'affaire Habache, qui a inspiré à la commission d'enquête constituée par le Sénat des conclusions très sévères sur le «clandestin» et la «désresponsabilisation» de l'appareil d'Etat : les collaborateurs «clandestins» ont été prosaïques. Officiellement, il n'y a plus, à l'Elysée, aucun spécimen de ces «protégés» de ministres, «émisaires» personnels, fonctionnaires «fonction» en rupture d'administration qui hantent quotidiennement les arrière-boutiques de la République sans que les conseillers officiels sachent toujours très bien qui ils sont, pour qui ils travaillent et qui les paie. On ne devrait plus croiser, dans les parages de l'«annexe», M. Pierre Mutin, ce spécialiste du Proche-Orient, ancien collaborateur de

minist



50/50

## SOCIÉTÉ

### JUSTICE

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

## La douleur et le glas

Jamais l'émotion n'avait atteint ce degré. La quinzaine de témoignages d'hémophiles contaminés par le virus du sida et de leurs parents, lundi 27 juillet, a ouvert la septième semaine du procès devant la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

Ce ne fut pas long. Ce fut, à chaque fois, un concentré de douleur et d'incompréhension. Et l'on vit, fait rarissime, des avocats au regard soudain embué. Car même dans des prétoires habitués à tous les maheurs du monde, on n'écoute pas impunément une mère confier son désarroi : « Faut-il que je sois mon enfant parti. Que devais-je lui dire ? On m'a dit que c'était un empoisonnement ? A onze ans et demi, il n'a pas compris de quel il allait mourir. »

Ce fut un cortège d'ombres pulsant on ne sait où la force de dire doucement leur colère. Comme cette mère, tenant le micro d'une main tremblante, venue témoigner pour son fils de vingt-sept ans décédé : « J'ai décidé de continuer la combat pour lui. Comme ce père, hémophile en sursoi, désespéré de savoir qu'il ne verra pas grandir sa petite fille et apostrophent les inculpés : « On lui a dit que ceux qui se réveillent la nuit la peur au ventre parce qu'ils s'estiment trop jeunes pour mourir. »

Ce fut un défilé de plaintes encore stupéfiées de l'ampleur de ce qu'on leur avait caché. Ainsi le père du Julien, contaminé en septembre 1985 : « On a appris beaucoup de choses pendant ce procès : il fallait liquider les stocks pour assurer la réussite des dirigeants du Centre national de la transfusion sanguine. Ils ont tout fait pour dissimuler la vérité, berner l'Association française des hémophiles, sa donner une couverture administrative. Je demande justice pour mon fils ! »

Ainsi cet autre, admettant : « Honnêtement, je ne m'attendais pas à entendre les choses que

j'ai entendues. » A chacun, il aura fallu le courage de déposer plainte, de raviver sa peine, de trouver des mots.

Et à tour de rôle, ils s'approcheront de la barre, souvent quelques minutes à la main, de peur de s'émouvoir, de perdre le fil de leur pensée, de se laisser déborder par leur malheur. Jean Péron-Garvanoff, survivant de sa fratrie, lance en conclusion : « Il est tout à fait injuste que les médecins-prescripteurs n'aient pas à rendre compte de leurs actes. Et les politiques sont responsables, coupables et amnésiques. Voilà ce que je veux dire pour la mémoire de mes deux frères décédés. »

« On me vole mon enfant... »

M<sup>me</sup> Garro raconte l'agonie de son mari, durant l'automne-hiver 1991. Elle raconte les enfants nourissant le père et le père souffrant : « Je suis condamnée à mort mais je n'ai pas le droit à la grâce présidentielle, je n'ai pas de recours. » M<sup>me</sup> Garro regarde le tribunal : « Ils lui ont annoncé sa séropositivité par téléphone en 1985 ! Ils ont attendu un an, en 1986, pour lui annoncer qu'il était contaminé. » Elle regarde le docteur Jean-Pierre Allain, à quelques pas d'elle : « Il aurait bien aimé que le docteur Allain vienne le voir. Mais il n'est pas venu. Il ne lui a jamais rien dit. »

M. Edmond-Luc Henry, auteur de *De l'hémophilie en général et du crime en particulier* (éditions La Pré aux Clercs), après avoir relaté qu'il s'était fort bien passé durant trente ans de produits concentrés et que jamais aucun médecin ne lui avait fait part de leur dangerosité, précise : « Le degré de la peine retenue m'impressionne. Ce que je veux, c'est que l'on reconnaisse le mal qui a été fait. Un seul pour l'instant, Bernard Kouchner, a eu le courage de demander pardon. »

Jolite Bouchet, mère d'un adolescent de seize ans contaminé, a pris un congé pour assister au

procès. Et elle confia son affaiblissement : « En 1989, le docteur Garretta m'a proposé 100 000 francs contre ma renonciation à toute action judiciaire en responsabilité. Je me suis dit que si l'on parlait de responsabilité, c'était qu'il devait y en avoir une. Je crois, non, je suis sûr, qu'on les a empoisonnés. Des produits contaminés, on m'en a délivrés jusqu'à la fin du mois d'octobre 1985 ! Il faut dire que les docteurs Garretta et Habibi ont reçu la Légion d'honneur et des indemnités alors que, à ce jour, aucun hémophile n'a été indemnisé. »

Et la mère de Ludovic continue dans un grand silence : « Je suis une mère désemparée et on me vole mon enfant... ». D'un mouvement de la tête, elle désigne les prévenus : « Ces quatre-là ne sont pas braves et les hommes politiques qu'on a vus défiler vendredi sont incompétents. »

Il y eut aussi des timides comme ce père de haute stature qui se contenta de trois phrases : « D'autres parleront mieux que moi de leurs enfants. J'aimerais simplement que les inculpés méditent cette phrase : « Science sans conscience n'est que ruine de l'âme. »

Tortures et tourments

Pas de phrases. Pas de grands discours, mais des morceaux de vie à la dérive, des lambeaux de bonheur enfuis. Des témoignages qui se suivent toutes les cinq minutes, de courts récits comme autant de glas. Et des phrases reviennent, terribles : « Je me suis senti coupable d'avoir conduit mon gamin à l'hôpital, de ne pas avoir été informé. » « Je me suis senti responsable de lui avoir transmis l'hémophilie et ensuite des produits poubes. » « Le plus cruel, c'est qu'on essaye de faire reporter la responsabilité de ce crime sur les parents... »

Ainsi M<sup>me</sup> Leand, mère de deux enfants hémophiles, pleure-elle

coupable. Coupable d'avoir ignoré le danger, quand bien même le docteur Jean-Pierre Allain ne l'avait pas clairement informé. Coupable de ne pas avoir deviné les risques encourus. « Je suis une mère peu attentive, une mère négligente, ironise-t-elle. Le mot sida ne me disait rien. »

Vivent en Egypte, elle se retrouve un jour confrontée à une crise de son cadet, âgé de deux ans : « Qu'est-ce que je fais ? Je puis dans le stock de son grand frère car je suis le prescripteur de Vincent. On ne m'avait pas parlé de produits contaminés ou contaminants... J'ai appris ici qu'on pouvait jouer sur les mots et on a joué avec la vie de mon enfant. Le docteur Garretta se retranche derrière la responsabilité des médecins prescripteurs. Mais m'a-t-il prévenu ? Aujourd'hui, je demande aux responsables du CNTS d'assumer leurs responsabilités et leur dérive. »

Seul le docteur Garretta, en fin d'audience, voulut répliquer devant tant de tourments et de tortures. « Est-ce que je peux m'adresser directement aux parties civiles ? », demanda-t-il au président Jean-Louis Mazibres. Ce dernier lui répondit par une moue négative au moment même où plusieurs « non ! » fusèrent dans la prétoire.

Alors le docteur Garretta, le visage défilé, déclara face au tribunal : « Si j'ai commis des erreurs, je n'ai jamais pris une décision par indifférence ou par manque de respect pour les hémophiles. C'est dur de parler après tant de douleur ! Mais je n'oserais pas regarder les malades si j'avais agi sciemment. Je n'ai pas honte. Je réaffirme hautement que toutes les décisions que j'ai prises, je les aurai appliquées de la même façon en cas de besoin à mes enfants et à moi-même. »

LAURENT GRELSAMER

### DÉFENSE

Après la dissolution du corps d'armée outre-Rhin

## Un rapport du Sénat évoque « le douloureux déracinement » des Français d'Allemagne

Les civils et les militaires français, rapatriés d'Allemagne après la décision de M. François Mitterrand d'en retirer le 2<sup>e</sup> corps d'armée et sa logistique, connaissent de graves difficultés d'ordre professionnel, financier et personnel, si l'on en juge par les conclusions d'un rapport de trois sénateurs représentant les Français de l'étranger, MM. Jean-Pierre Bayle (PS), Paul d'Osmo (RPR) et Xavier de Villepin (centriste). Ce document d'une soixantaine de pages fait état, plus spécialement, du « douloureux déracinement » et de « la situation précaire » des 8 880 civils concernés.

C'est en juillet 1990 que le président de la République a décidé ce rapatriement des forces françaises et c'est en 1994 qu'il devrait être achevé, à l'exception de la 1<sup>re</sup> division blindée et de la brigade mixte, constitutives de l'Eurocorps, qui seront opérationnelles en juillet 1995 avec, du côté des forces allemandes, une division formée de trois brigades mécanisées.

Une perte de 25 % du pouvoir d'achat

La présence des armées françaises outre-Rhin, avec 43 430 militaires, leurs familles et les civils (2 060 agents de l'Etat, 1 765 Français de droit privé et 5 055 étrangers, dont 2 800 Allemands) qui leur étaient attachés, a représenté une communauté globale de 82 000 hommes et femmes au moment de l'initiative de M. Mitterrand. Dès 1991, près de 12 000 militaires et 970 civils ont été invités à quitter le sol allemand. En 1992, il s'agit de 11 000 autres militaires et 2 375 civils. Pour 1993, il est prévu un millier de départs, tous statuts confondus, dans le personnel civil et militaire.

Selon les trois sénateurs, « le départ des cadres concernés est loin d'être neutre sur le plan social et humain » même si des compensations - qu'ils

considèrent comme insuffisantes ou inadaptées aux situations particulières - ont été octroyées.

Pour les cadres militaires, « la perte du pouvoir d'achat, est-il écrit dans le rapport, n'est pas négligeable », dès lors qu'elle est estimée à 25 % par rapport à une situation équivalente en France. « Les militaires étant supposés avoir vocation à la mobilité géographique, leur mutation, constatent les sénateurs, ne donne lieu, contrairement à celle des civils concernés, à aucune mesure financière d'accompagnement. » Chez les civils, la situation des salariés de droit privé français (dans les entreprises, les foyers et les mas) et, surtout, celle des civils étrangers de droit allemand s'avèrent « nettement plus précaires », puisque la dissolution des unités va se traduire pratiquement par leur licenciement, la perte du logement, voire par des séparations dites « géographiques » (les couples mixtes représentant jusqu'à 12 % des foyers impliqués).

« Le retrait français d'Allemagne », écrivent les rapporteurs, se traduit, pour les personnes dont le poste est supprimé, par la nécessité de quitter un pays où nombre d'entre eux ont toujours vécu ou exercé leur profession. Une importante proportion de ces personnes n'a jamais vécu en France : c'est notamment le cas des personnes issues de mariages établis en Allemagne dès la fin de la seconde guerre mondiale et qui, employés par les forces françaises à la suite de leurs parents, ne possèdent aucune attache de ce côté-ci du Rhin.

Enfin, les trois sénateurs s'inquiètent de la disparition éventuelle de la direction de l'enseignement français en Allemagne (DEFA), qui assurait la scolarisation des enfants de la communauté militaire depuis 1955. Le nombre des élèves va sensiblement diminuer, des établissements seront fermés, les échanges scolaires supprimés et l'apprentissage des deux langues (l'allemand par les Français et le français par les Allemands) tombera en désuétude. « Le retrait des unités françaises est considéré, note le rapport, par certains enseignants français comme un risque de « vide culturel » en Allemagne du Sud, là où était stationné le gros des forces.

### REPÈRES

tagne), le record du monde de la plus faible consommation d'essence en parcourant respectivement l'équivalent de 2 690,29 km et de 2 692,04 km avec seulement un litre de super. Toutes deux ont précédé l'équipe professionnelle de la firme japonaise Honda, qui détenait le précédent record depuis 1988 avec 2 270 km.

Au cours du marathon organisé par la compagnie Shell, les soixante-trois participants (universitaires, lycéens ou firmes) devaient effectuer sept fois le tour d'un circuit d'une longueur de 2,2 km, en un temps maximum de 38 minutes et en consommant le moins d'essence possible. La « Micro-Joule » du lycée La Joliverie a ainsi parcouru les 15,4 km en 37 minutes et en consommant 5,8 cm<sup>3</sup> de super. Les deux voitures, à coque en fibre de carbone, pesant chacune 38 kilos, propulsées par un moteur de 30 cm<sup>3</sup> et roulant sur trois roues, ont été mises au point dans le cadre d'un projet qui, depuis 1984, fait partie intégrante de la scolarité des deux lycées : en huit ans, la construction des deux voitures a ainsi représenté 7 000 heures de travail.

### PRISONS

Une information judiciaire est ouverte après la mort d'un détenu à Tarascon

Le corps de Chérif Azifour, âgé de vingt ans, a été retrouvé pendu, le 19 juillet, dans une cellule du quartier disciplinaire du centre de détention de Tarascon (Bouches-du-Rhône). Les circonstances de cette pendaison - les pieds touchant le sol et les jambes écartées, tandis que le cou était serré dans une manche de la tenue pénale, l'habit réglementaire des détenus punis - ont jeté un doute sur la thèse du suicide, fortement contestée par la famille du jeune homme. Chérif Azifour, qui devait sortir de prison à la mi-août, avait été placé au quartier disciplinaire après avoir volé des

vêtements appartenant à d'autres détenus et, selon l'administration pénitentiaire, afin d'être protégé contre d'éventuelles représailles.

Le procureur de la République de Tarascon a ordonné une enquête. Sans constater de traces de violence sur le corps, l'autopsie a conclu à une mort brutale par arrêt de l'irrigation du cerveau, ce qui accablait la thèse du suicide par pendaison. La famille du jeune homme a cependant déposé une plainte contre X avec constitution de partie civile qui a entraîné l'ouverture d'une information judiciaire pour recherches des causes de la mort, le 24 juillet.

### JUSTICE

Une mère française obtient le retour de ses enfants d'Algérie

Une mère française, M<sup>me</sup> Monique Lecerque, qui depuis un an tentait d'obtenir le retour de ses trois enfants retenus par son ex-concubin en Algérie (le Monde du 15 février), a pu regagner la France avec eux, dimanche 28 juillet. En mars, le tribunal de Tiemcen (Algérie) avait estimé, comme le tribunal de Lille quelques mois plus tôt, que les enfants, Hamid, Tams, Chehrzade, 6 ans, et Fouad, 4 ans, devaient être confiés à la mère, M. Abdelghani Boudhadi, obtenant, lui, un droit de visite. M. Boudhadi n'a accepté que récemment de respecter le jugement.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Par une plainte visant M. Fabius, M<sup>me</sup> Dufoix et M. Hervé

## M<sup>re</sup> Vergès tente de saisir la Haute Cour

M<sup>me</sup> Jacques Vergès et Eric Dupont-Moretti, agissant au nom d'un transfusé contaminé par le virus du sida lors d'une hospitalisation en 1984, ont déposé, lundi 27 juillet, au cabinet du doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris, une plainte pour « empoisonnement » visant notamment M. Laurent Fabius, M<sup>me</sup> Georgina Dufoix et M. Edmond Hervé, respectivement, au moment des faits, premier ministre, ministre des affaires sociales, secrétaire d'Etat à la santé.

Cette plainte intervient alors qu'une poursuite similaire engagée à Montpellier le 30 octobre 1991 par le docteur Bruno Payet, président du comité Languedoc de l'Association française des hémophiles (AFH), a été déclarée irrecevable dans une ordonnance datée du 10 juillet. L'AFH fondait sa procédure sur les qualifications d'« administration volontaire de substances nuisibles » et de « crime contre l'humanité » en visant neuf ministres et les responsables du Centre national de la transfusion sanguine. Mais, conformément aux réquisitions du parquet de Montpellier, le doyen des juges a déclaré la plainte irrecevable en s'appuyant notamment sur l'incompétence du tribunal dans les poursuites engagées contre des ministres. Seule la

Haute Cour de justice est en effet compétente pour instruire et éventuellement juger une plainte dirigée contre un ministre pour des faits commis dans l'exercice de ses fonctions.

Cet aspect de la procédure est utilisé de manière sinieuse par M<sup>me</sup> Vergès et Dupont-Moretti, qui souhaitent, en fait, voir les ministres renvoyés devant la Haute Cour de justice. En déposant leur plainte, les deux avocats n'ont pas caché qu'ils ne s'attendaient pas à autre chose qu'à un rejet. Mais, selon M<sup>me</sup> Vergès, le doyen des juges, tout en se déclarant incompétent, transmettra sa plainte au parquet, et la décision de saisir le Parlement appartiendrait donc au garde des sceaux.

« S'il ne le fait pas, ce sera un délit de justice », déclarait déjà l'avocat. Et, comme s'ils doutaient de l'efficacité de leur démarche, M<sup>me</sup> Vergès et Dupont-Moretti ont attaqué sur un autre front en annonçant qu'ils avaient déposé leur plainte lundi après-midi au cabinet de M. Alain Poirer, président du Sénat, alors qu'un autre exemplaire était adressé sous pli recommandé à M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale.

M. P.

Après la publication du réquisitoire définitif

## La cour d'appel de Dijon dénonce « une atteinte à la sérénité de la justice » dans l'affaire Grégory

La cour d'appel de Dijon a protesté, lundi 27 juillet, contre la publication par le Point du réquisitoire définitif du procureur général dans l'affaire Grégory (le Monde daté 26-27 juillet). Dans un communiqué signé par le premier président, M. Renaud Chazal de Mauviac, et l'avocat général, M. Jacques Kohn, elle estime qu'il s'agit d'une « atteinte supplémentaire à la sérénité de la justice ». « Tant que nos concitoyens, qu'ils soient professionnels du droit ou non, ajoutent la cour d'appel, ne comprennent pas que la presse ne doit pas être utilisée, pendant le déroulement d'une procédure pénale, à des fins tactiques, voire à des fins purement mercantiles, l'institution judiciaire ne pourra remplir normalement sa mission. »

Notifié aux parties le 17 juillet, le réquisitoire définitif de M. Jean Stefani, qui a aujourd'hui pris sa retraite, concluait à l'innocence de Christine Villemin, inculpée d'assassinat en octobre 1984 dans l'instruction sur la mort de son fils. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon rendra sa décision le 21 septembre.

### EN BREF

■ Davantage d'appelés dans la police et moins dans le service de coopération. - Un décret du premier ministre, paru au Journal officiel du 25 juillet, révisé le nombre des appelés pouvant être affectés, au titre du service national, dans la police, la coopération et le service en entreprises. Pour l'année 1992, le nombre des recrues du contingent dans la police est porté de 4 725 à 5 725. Celui des appelés dans le service de coopération

chute de 400 unités, passant à 5 604, et celui des volontaires pour un service national en entreprises (VSNIE) est réduit de 400, tombant à 2 600. Ces deux dernières formules de service national sont souvent critiquées en raison des privilèges sociaux auxquelles elles donnent parfois accès.

■ Nomination d'un vicaire apostolique à Phnom-Penh. - Le pape Jean-Paul II a nommé, samedi 25 juillet, le Français Mgr Yves

Ramousse vicaire apostolique à Phnom-Penh. Mgr Ramousse avait déjà occupé ce poste de 1963 à l'arrivée des Khmers rouges en 1975. Né le 23 février 1928 à Sembadel (Haute-Loire), Mgr Ramousse a été ordonné prêtre le 4 avril 1953 et nommé évêque le 24 février 1963. Missionnaire en Indonésie de 1977 à 1983, il était responsable du bureau pour la promotion de l'apostolat parmi les Cambodgiens depuis 1983.



Pollution  
en commandite

Toutes sortes de déjections et de détritus flotteraient à proximité des côtes de Barcelone, à l'endroit où doivent avoir lieu les régates olympiques. Au reste, la mer dégageait là une odeur nauséabonde. Plusieurs délégations s'en sont inquiétées, craignant pour la santé de leurs concurrents. Dans un premier temps, les organisateurs des Jeux et le maire de la capitale catalane ont imputé la gravité de la pollution aux violents orages qui avaient eu lieu une semaine avant l'inauguration des JO. Quatre bateaux-poubelles ont été chargés de rendre les flots plus fréquentables. Sans grands résultats manifestement. En dépit de leurs efforts, le niveau de pollution n'aurait pas sensiblement diminué. La cause en serait la présence dans le port de la ville d'une véritable ville flottante aménagée par le Comité d'organisation des Jeux. Les grandes multinationales, « partenaires officiels » des JO, n'ont en effet rien trouvé de mieux pour leur hébergement que de rutilants paquebots, yachts ou ferry-boats. Près de trente mille personnes seraient ainsi logées, renvoyant directement à la mer des tonnes de déchets.

L'énorme ferry *Cunard-Princess* a été affrété conjointement par les firmes Kodak, Alcatel et l'espagnol Campofrio qui fournit la viande et autres produits de boucherie aux restaurants olympiques. Le paquebot *Berlin* héberge Rank Xerox et le *Golden-Odyssey* reçoit le constructeur espagnol Seat qui a prêté la flotte des 2 000 voitures olympiques. Autre important « partenaire » des Jeux, le géant américain de l'électronique IBM fait flotter ses couleurs sur le *Daphné*. Les marques Coca-Cola et Mars se partagent les cabines du ferry *Crystal-Harmony*. La firme « 3 M » occupe seule le grand paquebot *Seaborn-Spirit*. La chaîne américaine NBC, qui a payé plus de 400 millions de dollars de droits pour la retransmission des Jeux, a également pu se permettre d'affréter le gros ferry-boat scandinave *Royal-Viking-Sun*. Petit frère du précédent, le ferry *Vistafjord* héberge quant à lui les revues américaines *Time* et *Sport Illustrated*. Même le Comité olympique français n'a rien trouvé de mieux pour prendre ses quartiers que le grand voilier *Club-Med* qui délaisse momentanément les eaux des Caraïbes.

Le prix du séjour dans une cabine est de l'ordre de 50 000 francs par semaine. Avec en prime une entrée quotidienne gratuite pour suivre les épreuves des JO. Un tel luxe contraste singulièrement avec le dénuement forcé de certaines délégations. Après une absence de vingt ans, l'Albanie a ainsi envoyé aux Jeux une délégation pour la troisième fois de son histoire. Mais cela n'a pu se faire que grâce au président du Comité olympique national, Arben Xorgoni, qui a emprunté personnellement aux banques environ 120 000 francs. Sa seule ambition dans cette aventure est de convaincre de rentrer au pays les sportifs, lassés par l'endocritisme de l'ancien régime, qui se sont expatriés. Mais pour l'instant il n'a guère été récompensé : des son arrivée au village olympique, l'un de ses meilleurs représentants, l'athlète Genc Barkid, s'est coincé les doigts dans une porte et il ne pourra pas participer au concours.

A. G.

Pas de miracle dans le Palais des sports de Badalone : les basketteurs américains sont facilement venus à bout des Croates, 103 à 70, lundi 27 juillet. Cette victoire sur une des rares équipes en mesure de les inquiéter renforce le statut de grand favori de l'équipe américaine, la première de l'histoire olympique qui soit composée de vedettes du championnat professionnel.

Dès l'échauffement, tout est dit. Les Croates, allongés sur le parquet, étirent leurs longs membres depuis un quart d'heure. Ils n'ont pas encore pensé à toucher un ballon lorsque les Américains se décident enfin à entrer dans la salle. Eux ne semblent pas avoir besoin de ces attitudes un peu disgracieuses de cette petite cuisine des sportifs, étalée impudiquement devant les yeux des spectateurs. Les Américains s'emparent des ballons et commencent à martyriser les paniers. Comme si leur nature de stars les soustrayait aux traces du corps. Les Croates se préparent à jouer : eux s'amusent déjà. Peut-être, dans le secret des vestiaires, les Américains s'échauffent-ils discrètement. Peut-être craignent-ils, comme le commun des mortels, les claques et les élongations. Mais tout doit rester en coulisse : les dieux du basket ne peuvent se permettre de laisser deviner l'effort derrière l'exploit.

Le « dream team » (l'équipe de rêve), c'est d'abord cela : le titre d'une superproduction qui condamne les autres participants aux places de figurants, un spectacle au sein de ce qui ressemble encore à du sport. La formation est structurée comme un casting hollywoodien. A tel point qu'au bout d'une mi-temps, le moins attentif des spectateurs est obligé de s'avouer qu'il reconnaît déjà tous les joueurs. Il aura repéré très vite les trois figures emblématiques. Le génie, Michael Jordan. Le gentil, « Magic » Johnson, dont le combat contre le virus du sida attire toutes les sympathies. Et le méchant, Charles Barkley, une teigne rondouillarde qui s'est déjà taillé une belle tranche d'impo-

BASKET-BALL : les Etats-Unis battent la Croatie 103 à 70

## Superproduction américaine

popularité en décochant un coup de coude à un pauvre Angolais.

Derrière les trois héros, les seconds rôles de luxe sont aussi facilement identifiables : comme au catch, ils possèdent leurs signes distinctifs, ils écrivent leur histoire dans leurs apparences physiques. Il y a Karl Malone, le « postier » qui adresse ses passes sans jamais se tromper d'adresse. Il y a Patrick Ewing, la montagne de 2,16 m, à la démarche si mal assurée dès qu'il sort du parquet. Il faut encore un débutant, pour souligner l'assurance des autres : Christian Laettner, le seul universitaire de l'équipe, semble s'excuser sans cesse de son manque d'expérience. Ses équipiers le rassurent avec de grandes tapes dans le dos, le réprimandant d'un air amusé.

## « Le premier pays du monde »

Comme toutes les bêtes de scène, ces basketteurs américains savent mener leurs effets. Ils pénètrent en dernier sur le parquet, ils font mine d'avoir un peu de mal à démarrer. Lundi soir, ils ont ainsi accordé aux Croates le privilège de mener pendant quelques secondes. C'est qu'ils savent que l'explosion radiotactique autour de leur présence à Barcelone a été préparée par une longue absence. Pendant les décennies de l'olympisme amateur, les joueurs universitaires semblaient assez grands pour se débrouiller tout seuls.

Ils ont raté tous les titres jusqu'à cette finale de 1972, litigieusement reportée d'un point par l'URSS. Ils ont surtout connu l'humiliation d'une élimination en demi-finale, à nouveau contre l'URSS, lors des derniers Jeux olympiques de Séoul. Les universitaires ne semblaient plus suffire à assoir la puissance américaine. Mais tout le monde savait que la référence se situait ailleurs, loin des anneaux olympiques, dans les cadences infernales du championnat professionnel de la NBA. Une seule de ses équipes, murmuraient-elles, aurait pu s'emparer de la médaille d'or.

« Il se pourrait que j'aille à Barcelone pour montrer qui est vraiment le premier pays du monde », chuchotait « Magic » Johnson après la honte



de 1988. L'équipe de rêve des meilleurs joueurs de la planète, le « dream team » – le nom s'est imposé comme celui d'une marque déposée – était né. Elle répondait à une vraie convergence d'intérêts. Ceux de Juan-Antonio Samaranch, le président du CIO, désireux depuis longtemps d'attirer tout ce qui brille dans son spectacle olympique. Ceux des promoteurs de la NBA, qui connaissent l'impact des vedettes américaines sur les jeunes du monde entier et qui ont vu dans le tournoi de Barcelone le moyen d'accélérer ce processus. Ceux des sponsors des vedettes, qui ont vite senti que l'équipe de rêve pourrait se transformer en fabuleux jackpot. Le fabricant de chaussures Nike aurait ainsi pu trouver les bons arguments pour convaincre Michael Jordan de se joindre à l'aventure.

Chargée de combler un vide, l'équipe américaine semble avoir désormais rempli tout l'espace de ce tournoi olympique, qui se résume à la chronique de sa médaille annoncée. Après avoir joué l'Arfésienne, elle est devenue aujourd'hui omniprésente. A tel point que les ama-

teurs semblent parfois se retrouver dans la position du gamin à qui l'on a offert tous les gâteaux qu'il convoitait dans une vitrine inaccessible. L'indigestion guette. A force de survoler les matches, à la manière d'un Bubka dans un concours de saut à la perche, les Américains vont peut-être finir par susciter l'agacement. Lundi soir, la salle ne leur était déjà plus totalement acquiescente : beaucoup de spectateurs espagnols espéraient visiblement la surprise, guettaient le moindre grain de sable qui finirait par gripper la machine.

## La « zone » européenne

Car paradoxalement, au moment où ils se sont enfin unis pour venger l'affront des dernières défaites, les héros américains n'ont plus que des mièvres d'empire à piétiner. De l'explosion de la grande équipe d'URSS ne demeure plus qu'une imposante butte-témoin, celle des géants lituaniens. Les Yougoslaves au grand complet auraient peut-être pu se rapprocher des intouchables. La guerre civile et les indépendances succe-

NATATION : le réveil des Asiatiques et la confirmation des Etats-Unis

## Des bébés-champions

50 mètres, six dixièmes aux 100 mètres. C'est dans la troisième longueur qu'elle a commencé à se déséquilibrer : elle a perdu près d'une seconde. « J'étais extrêmement nerveuse. C'est impressionnant de savoir que l'on nage sous les yeux du monde. Je n'y étais pas habituée. »

## Deux heures par jour

Tandis que l'Américaine sentait brusquement ses muscles s'alourdir et une grande fatigue l'envahir, Kyoko Iwasaki fondait sur elle et la passait dans les derniers mètres. La Japonaise améliorait sa meil-

leur performance sur la distance de... 4 s 43. « Je ne la connaissais même pas. Je ne l'avais jamais vue avant cette finale », avouera Anita Nall, qui venait de vivre, à seize ans, la première désillusion de sa carrière.

Traquée par des dizaines de journalistes, photographes et caméramans japonais venus célébrer la première médaille d'or pour les représentants de l'empire du Soleil-Levant, la jeune Kyoko faisait déjà son apprentissage de la gloire en répétant inlassablement son histoire. Celle d'une adolescente qui a découvert la natation en suivant sa grande sœur à la piscine et qui consacre aujourd'hui deux heures

quotidiennes à son sport après l'école, six jours par semaine. Quel est le secret de ce succès et de cette étonnante progression ? « Je ne sais pas où j'ai pu puiser cette force. »

Après la victoire de la Chinoise Yong Zhuang la veille dans le 100 mètres nage libre, la natation asiatique semble prendre goût au succès et elle pourrait s'y habituer longtemps. Sa troisième médaille d'or, remportée lundi au plongeon de la plate-forme de 10 mètres, a été pour Mingxia Fu, qui devra attendre le 16 août pour fêter à son tour son quatorzième anniversaire.

GÉRARD ALBOUY

PLONGEON : haut vol dames

## Les ailes de Mingxia Fu

Du haut de la plate-forme de 10 mètres de la piscine de Mont-Julch, la vue est imprenable sur Barcelone et sur les flèches de la Sagrada Família de Gaudí. Elle est aussi impressionnante pour le plongeur qui fixe à ses pieds le fort bleu nuit du bassin. D'ailleurs, les bandes enserrant les poignets de huit des douze finalistes de la finale féminine de haut-vol pour soigner ou prévenir des blessures étaient là pour rappeler le danger de cette discipline.

Paradoxalement, c'est dans ce sport à hauts risques que les Jeux de Barcelone ont, sans doute, couronné leur plus jeune championne : Mingxia Fu, médaillée d'or à treize ans et onze mois. Lundi 27 juillet, elle a survolé le concours en obtenant la meilleure note dans quatre des huit sauts de la finale, ne laissant aucune chance à Elena Mirochina (CEI) ou à Mary Ellen Clark (Etats-Unis). L'histoire de cette réussite devrait, a priori, faire rêver tous les adolescents de son âge. L'impossibilité de Mingxia au moment de la remise des récompenses laisse toutefois

penser que le rêve a peu de place dans son existence.

Depuis l'avènement de ses plongeurs aux championnats du monde de 1986, la Chine a transformé cette discipline en mine de médailles de tout métal. Dans ce pays où les piscines sont rares, dix écoles de plongeon ont été ouvertes pour accueillir des pensionnaires de plus en plus jeunes. Mingxia est entrée dans l'une d'elles, près de Pékin, à huit ans. Depuis, elle ne voit plus ses parents, éloignés de 700 kilomètres, que deux fois par an, pour les grandes vacances.

## Au moins quatorze ans

Elenée, très souple, dotée d'un sens inné de l'orientation dans l'espace, elle a très vite progressé au contact des meilleures plongeuses chinoises, notamment Gao Min, la championne olympique de Séoul. Pour son troisième concours, elle a remporté le titre de haut-vol aux Goodwill Games de 1990, à Seattle, avant de devenir à douze ans, l'année suivante à Perth, la

plus jeune championne du monde de l'histoire de la natation.

Plus petite (1,52 m), plus légère (42 kg), que des concurrentes plus âgées, Mingxia Fu a plus de facilités pour enchaîner ses figures dans l'espace. « Plus on est jeune, plus c'est facile d'exécuter des plongeon », explique Elena Mirochina, la deuxième du concours, âgée de dix-huit ans. Avec l'âge, la difficulté du plongeon reste la même, mais on prend du poids. Il faut modifier son programme. La violence des chocs lors de l'entrée dans l'eau sur des organismes d'adolescents en plein développement a toutefois incité la comité technique de plongeon de la Fédération internationale de natation amateur à mettre un frein à ce rajeunissement des plongeurs. A la suite de la victoire de Mingxia Fu à Perth, ce comité a décidé qu'il faudrait avoir au moins quatorze ans dans l'année pour participer aux Jeux olympiques, aux championnats ou à la Coupe du monde.

G. A.

Pablo Morales  
retour de vague

La légende des Jeux olympiques est faite d'histoire comme celle de Pablo Morales. L'histoire d'un homme qui ne renonce pas et qui gagne. En donnant au passage un coup de canif dans les préjugés de ses compatriotes trop convaincus que l'Histoire ne repasse pas les plats. Pablo Morales donc, nageur californien, a atteint à vingt-sept ans le sommet de la gloire sportive, gagner une médaille d'or, alors qu'à vingt-trois ans on le donnait fini pour la compétition.

Etrange parcours d'un surdoué des bassins. A dix-neuf ans il est détenteur du record du monde sur 100 mètres papillon. Il est le favori de la course qui se dispute cette nuit à Los Angeles. Mais il manque d'expérience face à son principal rival, l'Allemand Mikkel Gross. Battu, Morales reporte ses ambitions sur les Jeux de Séoul. Ambitions qu'il légitime en améliorant encore le record du monde et en devenant champion du monde en 1986. Mais lors des sélections américaines qui ont lieu cinq semaines avant le rendez-vous de Séoul, il se termine que troisième. La règle aux Etats-Unis est inflexible : il n'y a pas de passe-droits, même pour un recordman du monde. Morales n'est pas du voyage. Il ne va même pas à l'entraînement. Pendant trois ans, son coach, Skip Kenney, a plus de nouvelles de lui. Morales se consacre à des études de droit à Stanford.

Plus les Jeux de Barcelone se rapprochent, plus le démon de la compétition le tenaille. En juin 1991, il replonge dans le grand bain. Sept mois plus tard, il parvient à gagner sa qualification pour Barcelone. Ironie du sort : son temps est moins bon que celui qu'il avait réalisé lors de son échec pour Séoul. Mais en quatre ans les choses ont bien changé. Son adversaire de Los Angeles, Mikkel Gross, est devenu journaliste et commente les courses au bord des piscines. Le roi du 100 m papillon est Anthony Nesty, du Surinam. Lundi après-midi, celui-ci ne résiste à la charge de Morales qu'une dizaine de mètres. L'Américain papillonne comme dans un rêve d'écume pendant 53 s 32/100. L'or est à lui. Il le dédie à Blanca, sa femme morte d'un cancer au moment où il a repris l'entraînement.

A. G.

OLYMPIQUE

JUDO

Jp 11-62 150



## OLYMPIQUES D'ÉTÉ

Le Monde • Mercredi 29 juillet 1992 • 9

De nos envoyés spéciaux à Barcelone

JUDO : la défaite du favori japonais, Naoya Ogawa, face à David Khakhaleichvili

## Un treuil géorgien

Deux médailles de bronze ont été remportées par les judokas français, lundi 27 juillet : par Natalina Lupina dans la catégorie des plus de 72 kilos et David Douillet dans celle des plus de 95 kilos. La médaille d'or est revenue chez les femmes à la Chinoise Xiaoyan Zhuang, qui a battu en finale la Cubaine Estela Rodríguez, et chez les hommes au Géorgien David Khakhaleichvili, qui a privé du titre olympique le Japonais Naoya Ogawa, grand favori de l'épreuve.

Depuis que le Néerlandais Anton Geesink a mis un terme à leur domination sur les tatamis de judo, les Japonais ont une véritable obsession : s'imposer dans la catégorie de poids la plus forte, les plus de 95 kilos, celle où ils ont a priori un handicap en raison de leur gabarit moins imposant que les Occidentaux. Après des années de frustration au cours desquelles 60 et 70, les Nippons avaient retrouvé leur orgueil grâce à un prodige, Yasuhiro Yamashita, qui se retira vaincu en 206 combats après les Jeux de Los Angeles.

Succéder à un tel champion n'est pas aisé. Les Japonais pensaient cependant avoir trouvé la perle rare. Naoya Ogawa, qui lui aussi n'avait pas connu une seule défaite depuis le début de sa carrière, était devenu trois fois champion du monde. Pour beaucoup, ce beau poupon de 130 kilos à la souplesse prodigieuse semblait supérieur à Yamashita. Bref, les Japonais étaient venus en force lundi 27 juillet au centre sportif de Palau Blaugrana pour voir triompher l'homme capable de devenir le nouveau dieu des poids lourds. Avec leurs plateaux-repas directement importés du pays, leurs baguettes et leurs drapeaux, ils étaient sûrs d'assister au sacre de leur nouveau héros.

Et Ogawa parut bien parti pour une belle victoire. Il lui a fallu moins de temps réglementaire d'un

seul combat pour arriver en finale. Ses cinq adversaires furent « atomisés », selon l'expression des spécialistes. En demi-finale, le Français David Douillet, qui avait réalisé jusque-là un parcours impressionnant, fut balayé comme un fétu de paille. Un parcours éblouissant qui conforta ses supporters dans leur assurance : ce Nippon exceptionnellement grand (1,93 m) était invincible.

Entraîné par l'ancien champion

olympique Uemura, cet employé d'un bureau de tiercé est une exception. A vingt-quatre ans, Ogawa a seulement sept ans de pratique du judo derrière lui. Il a débuté à dix-sept ans mais il a appris vite. Très vite. Sa force résidant, selon les spécialistes, dans une bonne technique mais surtout dans le fait qu'il avance sans arrêt et contre très peu.

Tout lui était donc favorable. D'autant qu'il avait déjà triomphé,

l'an dernier, lors des championnats du monde qui avaient eu lieu dans cette même salle, de son dernier adversaire, le Géorgien Khakhaleichvili. Assurément, il allait rejoindre Yamashita dans la légende des poids lourds.

Nettoyé en une minute

A son habitude, Naoya Ogawa avançait donc la tête entre les épaules, comme s'il surveillait toujours son centre de gravité, vers cet ultime rival pour l'entraîner dans ce qui ressemblait à un pas de danse pesant. Il semblait décidé à ne pas faire traîner les choses. Exécute de confiance ? Exécute de précipitation ? Ogawa commit une imprudence invraisemblable chez un combattant de ce niveau : il laissa le Géorgien lui agripper la ceinture dans le bas du dos avec la main droite. C'était à peine croyable. Depuis des dizaines d'années, les judokas ont été instruits du danger d'une telle situation face à des combattants formés à une technique de lutte d'Asie centrale, le sambo : ils sont capables de « trembler » des montagnes. La longue liste de Géorgiens qui empièrent les palmarès européens et mondiaux sous les couleurs de l'ex-URSS en est la preuve. Et cela n'a pas raté. A peine le grappin du Géorgien était-il arrêté dans le dos du Japonais que celui-ci était projeté au sol comme un vulgaire sac. Une fois, deux fois.

En une petite minute, sous les regards incrédules de ses supporters, Ogawa venait de se faire « nettoyer » par un militaire géorgien, un frêle et fin de 20 kilos de moins, à peine titré. C'était la fin du rêve, le même cauchemar qu'à Séoul pour les Japonais. Ogawa secouait la tête. Il ne voulait pas y croire, comme ses supporters stupéfaits, figés avec leurs petits drapeaux tout à coup dérisoires.

MICHEL BOLE-RICHARD

Plus de 72 kg dames et plus de 95 kg messieurs

## Le bronze de Natalina et David

L'arbitre a été obligé de taper sur l'épaule de Natalina Lupina pour qu'elle lâche prise. L'Allemande Claude Weber est éliminée après un superbe Japon. C'est le bronze pour la France, et une fois qui fait plaisir à voir pour cette fille du Nord qui a persévéré pendant dix ans, après son titre de championne du monde gagné à Paris en 1982. Elle avait dix-neuf ans, elle a accouché d'une petite fille il y a cinq ans, et elle est toujours sur le podium. Son entraîneur, Kiyoshi Murakami, lui a fait accomplir un énorme travail de musculation pour pouvoir faire face à des filles qui passent parfois plus de 40 kg qu'elle. Aujourd'hui, cette employée municipale d'un complexe sportif de Wiesbaden (RFA) est capable de soulever 108 kilos au développé-couché.

Ce ne fut cependant pas suffisant, à ce bout de femme de 80 kilos, pour venir à bout de la Cubaine Rodríguez avec son chignon planté droit sur la tête et qui en fait tout honneur à la queue de plus. Le Valenciennais s'est heurté à un mur technique, dans lequel elle n'a pas trouvé la fissure pour accéder à la finale. Mais une médaille de bronze qui vient s'ajouter à celle

des championnats du monde de 1988 et 1991 est une belle récompense pour une jeune femme à laquelle on ne donnait pas beaucoup de chances avant le début de la compétition.

La tâche était aussi pratiquement impossible en demi-finale pour David Douillet, qui n'en a pas fait avec son 1,96 mètre et ses 125 kilos face au Japonais Naoya Ogawa. Troisième du championnat d'Europe en 1992, champion de France l'année précédente, ce Rouennais de vingt-trois ans vivant à Melsens-Alfort avait enlevé sa sélection olympique au forçage face à Georges Mathonnet. Un choix aujourd'hui récompensé pour cet athlète aux cheveux courts, pommettes hautes : mené par le Cubain Frank Moreno jusqu'à 6 secondes de la fin du combat, il a arraché la victoire dans une ultime tentative de projection qui a fait rouler son adversaire au sol. Une belle performance pour le Normand, qui était venu à bout au cours des deux précédents de deux anciens champions d'Europe, le Britannique Gordon et l'Allemand Stecher.

M. B.-R.

HANDBALL : la France bat l'Espagne 18-16

## La belle aventure

En battant les Espagnols qui entrent parmi les favoris du tournoi, l'équipe de France de handball a réalisé, lundi 27 juillet à Granollers, un bel exploit et peut désormais jouer la trouble-fête de la compétition. Un joli rôle pour une équipe qui éprouve des tréfonds du classement mondial.

Lorsque la sirène a ponctué la fin du match, les Français ont levé les bras au ciel et se sont embrassés, au bord des larmes. « J'ai cru que nous étions champions olympiques quand nous venions juste de remporter la première rencontre des éliminatoires du tournoi », rit Daniel Costantini, l'entraîneur de l'équipe de France. Jubilation légitime. La France vient de battre l'Espagne après vingt-trois ans de cuisantes défaites.

Le handball est un curieux sport qui demande des ailes pour passer le mur humain qui protège le gardien ou survoler la zone inviolable de 6 mètres qui entoure le but afin de marquer plus facilement. Les joueurs de handball sont comme tout le monde. Ils ne savent pas voler. Ils apprennent à bondir au-dessus de la mêlée et, comme cela ne suffit pas, ils passent leurs adversaires en force. Cette tendance vigoureuse, parfois violente, a métamorphosé en quelques années ce sport, devenu très spectaculaire, donc populaire. A ce jeu-là, les Français excellent. Ils se sont hissés dans l'élite mondiale aux côtés des Suédois, champions du monde, des Russes ou des Tchécoslovaques. De plus, pour leur première participation à des Jeux olympiques, ils battent, chez eux, dans une salle surchauffée, les cinquièmes mondiaux, qui comptent parmi les favoris du tournoi. Une belle aventure pour une formation qui végétait, il y a sept ans, aux alentours du trentième rang mondial.

Tout commence en 1985 sur un coup de tonnerre. Pierrick France qui tombe dans le groupe C mondial. Les Français se disent créatifs, jolies formules. Ils sont plutôt fantasques, capables du pire et au mieux du meilleur. Arrive le bon génie : Daniel Costantini. Ancien joueur de Marseille et titulaire de

l'équipe de France de 1965 à 1968, cet homme à la volubilité constante apporte dans son jeu de nouvel entraîneur des idées alléchantes pour des joueurs peu motivés : l'indemnisation des frais de déplacement et des primes de match. « Les Français étaient au fond de la piscine, je n'ai eu qu'à les pousser doucement pour qu'ils remontent à la surface », dit-il.

## Grands gabarits bagarreurs

Le régime d'entraînement se muscle. Les joueurs doublent leur ration annuelle, avaient les mille heures de l'entraînement de l'année 1986 comme un brouet, en grimasçant. Revenus dans le groupe B en 1987, ils multiplient les rencontres internationales avec les meilleures équipes du monde. Souvent douloureuses, les défaites leur tannent le cuir et affaiblissent leurs crocs. L'équipe s'effrite de grands gabarits bagarreurs. Le tandem Denis Laboud, sur l'aile gauche, et Frédéric Volle, au centre (respectivement

1,98 m et 1,96 m), est aujourd'hui l'un des fers de lance de la formation, auteur lundi de 7 des 18 buts français.

Comme dans toute bonne aventure, tout se respecte, intervient ici le coup de pouce du destin. En 1989, la France est chargée d'organiser le mondial B. Portés par un public qui goûte peu à peu, et avec plaisir, au handball, les Bleus terminent cinquièmes et accèdent au groupe A. Coup de chance, enfin, pour parfaire l'histoire : mais 1990. Aux championnats du monde, en Tchécoslovaquie, la France termine à une place de la qualification olympique. Comme l'Espagne, pays organisateur et donc sélectionné d'office, termine parmi les meilleurs, voilà la France partie pour Barcelone.

Depuis plus de deux ans, Daniel Costantini a poursuivi le traitement de choc des rencontres internationales, la meilleure façon pour des anciens loers d'apprendre la victoire. L'entraîneur national reconnaît volontiers que ses joueurs doivent encore travailler

pour gommer définitivement leur handball fantaisiste qui transparaissait encore lundi. Enthousiastes, ils étaient trop fiévreux, trop vécus, jouant dans les dédours de l'excès, emboutissant leurs adversaires et provoquant l'ire de l'arbitre polonais.

A la fin du match, quand ils levaient tous leurs poings serrés, seul Daniel Costantini, incontestable artisan du succès, est resté assis, serein dans l'exploit. « Il nous reste à rencontrer d'autres cracks du handball mondial, la CEI et l'Allemagne. Il faudra retrouver cette force physique que nous avons opposée aujourd'hui à l'Espagne ». L'entraîneur national rit encore, l'air de : « Je voulais former une équipe d'esthètes à l'image du Quintin de France de Jean-Pierre Rives. Je me retrouve avec une redoutable équipe de combat. Elle va au-delà de tous mes espoirs. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

## Les résultats

Groupes A - Roumanie-Egypte, 22-21; France-Espagne, 18-16; CEI-Allemagne, 25-15.

Groupes B - Espagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes C - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes D - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes E - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes F - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes G - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes H - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes I - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes J - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes K - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes L - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes M - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes N - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes O - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes P - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes Q - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes R - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes S - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes T - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes U - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes V - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes W - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes X - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes Y - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

Groupes Z - Espagne-Argentine, 103-70; Allemagne-Argentine, 64-63; Espagne-Bélarus, 101-100.

## Un crin de cheval

Il cherche le mot juste, Jean-Pierre Amat, en spécialiste du sport de haute précision qu'est le tir. Et comme il est un peu éméché, homme de la terre, il aura cette expression : « Un crin de cheval. » La médaille de bronze, il l'a manquée d'un crin de cheval, d'autres auraient dit d'un cheveu. De deux dixièmes de millimètre, plus précisément, sur soixante-dix coups. La finale du tir à la carabine à air comprimé vient de s'achever.

Depuis Los Angeles, le tir est une discipline pourvoyeuse de médailles. La France ne l'affectionne jamais tant qu'aux Jeux. Les tireurs français, lundi, sont soulagés. Franck Badiou a gagné la médaille d'argent. Dans la course aux subventions, la fédération aura des arguments. « On a rempli notre contrat. » Soulagée, sauf Jean-Pierre Amat, dont la compagne, Corinne Santa-Tosio, gardienne de la paix à Chambéry, n'est pas non plus montée sur le podium, mauvaise journée.

Quatrième. Une arme coule et s'arrête au milieu de la joue. Jean-Pierre Amat a les yeux doux, tristes, denses. En parlant de lui, il dit que « ça n'a pas l'air d'aller bien » mais que « ça va quand même ». Et il n'a pas grand-chose à se reprocher. C'est la vie, la chance n'a pas suivi. En 1980, c'est lui qui a gagné le championnat d'Europe avec un dixième d'avance. Au moins, ça aura été une belle finale, bien médiatisée. Une « récompense ». Le tir cherche à passer l'écran. L'épreuve a été modifiée. Plus de trous, plus de cerceaux, les cibles sont désormais électroniques, le décompte est immédiat. Une membrane de caoutchouc capte les fréquences. Le concours dure une demi-heure de moins. Il y a moins de temps morts, de tentatives de zapper.

Dix plombes pour la finale. Les huit concurrents sont debout à dix mètres de la cible. Malgré la chaleur, ils portent des tenues de cuir doublées de lin. Faites sur mesure, elles servent par tous les temps, pour retrouver la précision des sensations. « Et ce n'est pas là qu'on a des sponsors. » Leurs chaussures ont le bout carré pour mieux les caler. Ils ajustent la position, respirent par saccades, s'efforcent. Après, il n'est plus question de déplacer les repères. Vu de l'extérieur, le tir est à peine un sport. La preuve, rien ne bouge. Selon Jean-Pierre Amat, c'est un « grand voyage à chaque fois ». L'enveloppe phy-

sique est immobile, le voyage intérieur. Il faut être un peu poète, comme lui. « De temps en temps, on accoste sur un nuage qui. Parfois on va très loin. » Le tir est un sport sans apparence, sans dévouement. Mais dompter le mouvement, c'est apparemment le nirvana.

Tel un héros

Soixante-quinze secondes pour se décider à tirer. Youri Fedkine, le Russe, futur médaille d'or, porte des caillottes. Goran Maksimovic, le Serbe, champion olympique, tira vite, furieux, sa carabine s'est ébranlée. Franck Badiou est systématiquement bon dernier. Il « lembina » toujours un peu, dira-t-il. Entre deux tirs, les hommes se concentrent. Badiou, le prof de gym à la coupe de cheveux de permissionnaire, se donne des consignes : « tranquilliser les bougies ». Amat, la tête baissée, est replié en heron autour de la carabine. Penser à une seule chose à la fois. Utiliser le stress, « source de performances ». Essayer de « visualiser » la prochaine balle, si l'imaginer ne suffit pas. « Il y a quelque chose derrière. Il ne s'agit pas de détruire. C'est profond. »

Après le troisième coup, Amat est en argent. Au quatrième, en bronze. Au cinquième, encore en argent. Le tableau monte et descend. Les finalistes s'ignorent. Ils sont sourds, et parfois sans même recourir aux bouchons d'oreille. Huitième tir, toujours le bronze. Neuvième, plus rien. Mais du bas du tableau, Badiou revient. Des têtes d'épingle les aspirent. Dixième tir, Badiou tire l'argent, à la barbe de l'Allemand Johann Riederer. Amat a le regard angoissé et comprend. C'est fini.

Franck Badiou s'en va donner des interviews. Il a commencé la carabine à quatorze ans et demi en 1981. Sa compagne tire à l'arbalète. Il est un peu sauvage, n'aime pas être dérangé. Il risque de ne plus l'être avant quatre ans.

Sur la piste d'entraînement, Michel Bury, médaillé d'argent en 1984, se souvient du quatrième de Los Angeles. « Nous, on nous attendait, on nous portait nos valises. Lui, personne ne lui a même serré la main à l'arrivée. »

CORINE LESNES

CYCLISME : kilomètre contre la montre sur piste

## Moreno efface Trentin

L'Espagne n'aura eu à attendre que deux jours son premier titre olympique. Elle le doit à José Manuel Moreno, cycliste sur piste, qui s'est imposé dans le kilomètre contre la montre, épreuve dont le jeune Français Frédéric Lancien a pris la sixième place.

Comme José Manuel Moreno est un bon Espagnol, il n'a pas attendu longtemps après être descendu du podium de l'épreuve du kilomètre sur piste pour remonter dans la patrouille de sa bonne ville de Chiclana-de-la-Frontera (en Andalousie), pour rendre hommage aux siens et en particulier à son père, chauffeur routier de profession, sans oublier, bien sûr, la Fédération espagnole de cyclisme et même tout le peuple espagnol. Encore un peu et on se serait cru à la remise des Césars du sport.

Si une telle cérémonie existait en Espagne, José Manuel Moreno s'y serait à coup sûr vu remettre le prix de la meilleure interprétation masculine. Cet homme de vingt-trois ans a réussi à captiver tout un pays lundi soir sur le coup de 22 h 30, au moment de se mettre en piste sur le vélodrome en plein air de Vall d'Hebron.

## Un doute oublié

Moulé dans une combinaison blanche relevée des couleurs espagnoles et confectionnée dans une matière synthétique offrant une résistance minimale à l'air, José Manuel Moreno s'est élancé d'un puissant coup de reins, dernier concurrent à prendre la piste. Ses caisses énormes ont imprimé leur

puissance à sa machine. Le public a poussé des hurras à mesure que se rapprochait une victoire de plus en plus inéluctable.

Moreno a effectué les quatre tours de l'anneau de 250 mètres en 1 min 3 s 342, réduisant du même coup le vieux record olympique du Français Pierre Trentin aux oubliettes. A près de 57 km/h, il a apporté au cyclisme espagnol la première médaille olympique de son histoire, au lendemain du premier doublé d'un coureur ibérique - Miguel Indurain - dans le Tour de France. « Avec Miguel, nous menons le même combat pour que le sport soit reconnu à son juste rang en Espagne », a déclaré le très diplomate José Manuel. Cette grosse minute d'euphorie nationale l'a propulsé au même rang de héros national qu'un Indurain, à qui il aura fallu une centaine d'heures de course pour s'imposer à Paris.

Le pays en a presque oublié la vilaine affaire qui avait assombri les couleurs du titre mondial du kilomètre remporté l'an dernier par Moreno à la surprise générale. « Victime » un mois après son titre d'un contrôle anti-dopage positif, un taux anormal de testostérone ayant été décelé, le coureur andalous avait dû son salut à plusieurs vices de forme. Certains avaient pu voir dans cette affaire les traces de méthodes de préparation douteuses. Ils avaient fait le rapprochement avec le recrutement en 1990 d'un entraîneur soviétique pour s'occuper, en vue de l'échéance olympique, des pistards espagnols, aux performances jusque-là médiocres. Mais le doute n'est plus à l'ordre du jour. José Manuel Moreno est champion olympique et l'Espagne est fière de lui.

GILLES VAN KOTE



# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### Superphénix et les Japonais

Le gel du fonctionnement du surgénérateur français risque d'affaiblir la position du gouvernement japonais, dont l'ambitieux programme nucléaire est très contesté

TOKYO

de notre correspondant

**L**a suspension du fonctionnement de Superphénix à Creys-Malville (Isère) a rendu les Japonais orphelins. A la suite des Américains et des Français, ils se sont lancés dans un ambitieux programme de bouclage du cycle nucléaire (1), et dans la mise au point d'une filière de surgénérateurs. Les Américains avaient déjà renoncé à un retraitement en 1976 et, pour les surgénérateurs, se limitent à la recherche. La décision française de gel de Superphénix fait craindre aux Japonais d'être les seuls à persévérer dans cette voie : le surgénérateur de Monju, qui est à peu près de la taille de son homologue français Phénix (280 mégawatts), doit être mis en marche en mars 1993 (2).

Pour l'instant, Tokyo n'entend rien changer à son programme nucléaire qui prévoit qu'en 2010 43 % de l'énergie électrique sera d'origine nucléaire, soit 16,9 % du total de l'énergie consommée sur l'archipel. En ce qui concerne le programme de bouclage du cycle nucléaire, le Japon, qui ne produit pas suffisamment de plutonium pour alimenter son surgénérateur et fabriquer du combustible MOX (mélange uranium-plutonium) pour ses centrales classiques, a passé des contrats de retraitement avec la France et la Grande-Bretagne.

#### Le mouvement antinucléaire renforcé

Il est le plus gros client de COGEMA en termes de tonnage à retraiter. Au début du siècle prochain, il disposera d'un stock de plutonium d'un volume voisin de celui

des arsenaux atomiques des États-Unis et de l'ex-URSS. Ce qui suscite des appréhensions au Japon comme à l'étranger sur une éventuelle utilisation militaire de ces réserves.

Une hypothèse alarmiste que ne partagent pas les spécialistes : en soi, font-ils valoir, ces stocks ne signifient rien. Dans l'hypothèse où le Japon voudrait se doter d'une arme nucléaire, il en a déjà les moyens par sa connaissance des techniques d'enrichissement de l'uranium et de retraitement (opérations réalisées sous le contrôle de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA)).

Les responsables n'en sont pas moins nerveux, et certains se posent des questions sur la nécessité de poursuivre sans modification le projet des surgénérateurs compte tenu de l'abaissement du prix de l'uranium et des problèmes posés par les transports de plutonium.

Les récents transports de combustible au plutonium de l'usine expérimentale de retraitement de Tokaimura vers Monju à travers Tokyo, et, cet automne, le rapatriement par bateau d'une tonne de plutonium retiré à la Hague ont sensibilisé l'opinion (60 % des Japonais sont favorables à l'énergie nucléaire, mais la majorité de ceux-ci ne s'en inquiètent pas moins des risques qu'elle comporte) et ont fait se mobiliser le mouvement antinucléaire, dont la position est renforcée par la suspension du projet français.

Plusieurs arguments militent en faveur de la poursuite du programme de surgénérateur. Il s'agit en effet de décisions à long terme et d'investissements importants (4,6 milliards de dollars à Monju). Par ailleurs, les Japonais sont très du bled, et disposent d'un outil dont ils veulent faire l'expérience.

« La poursuite du programme nucléaire est une question d'indépendance nationale. La science ne progresse que par tâtonnements : il faut boucler le cycle de l'atome », fait valoir M. Hiroshi Matsuno, économiste de l'Institut de l'énergie atomique, organisme dans la mouvance du ministère du Commerce international et de l'Industrie (MITI). Directeur de recherches au même institut, M. Kazuya Fujime estime, quant à lui, que le programme japonais est trop ambitieux : une divergence de vues symptomatique du débat entre experts japonais.

#### La maîtrise d'une technologie

La poursuite du programme est surtout l'objet de fortes pressions de la part des milieux d'affaires et des constructeurs de centrales, qui craignent un ralentissement des commandes. A terme, les Japonais apparaissent comme un concurrent potentiel de la France et des États-Unis pour la fourniture de centrales nucléaires, en particulier dans la région : une mission doit se rendre prochainement en Thaïlande pour y étudier la construction d'un réacteur. Si ce projet se réalise, ce serait la première exportation de ce type réalisée par les Japonais (3).

En ce qui concerne le retraitement, ce n'est pas seulement pour des raisons économiques que les Japonais persévèrent sur cette voie. Le véritable enjeu est ailleurs : ils visent la maîtrise complète d'une technologie et, par là, la capacité d'améliorer, souligne un expert, les systèmes des États-Unis et peut-être la France risquent de perdre leur savoir-faire en matière de bouclage du cycle nucléaire et qu'en définitive, bien qu'actuellement en retard d'une dizaine d'années sur la

France, peuvent un jour être à même de trouver une nouvelle filière de retraitement.

Ce pari comporte des risques. Sur le plan technique et plus particulièrement de la coopération avec la France, la suspension de Superphénix n'a aucune conséquence sur le programme nippon. En revanche, il en a sur le plan politique : les Japonais sont isolés, et le gouvernement devra faire face à une nouvelle poussée du mouvement antinucléaire et à un regain d'appréhension dans la région.

Afin de pallier cette montée des critiques, une réorientation du programme des surgénérateurs est envisagée. Le gouvernement pourrait tout d'abord faire de Monju un centre international de recherches afin, à la fois, de rassurer ses voisins et de développer la coopération : dans la région, les Indiens sont intéressés à intensifier leurs relations avec les Japonais, et New-Delhi leur propose déjà de retraiter, avec l'aide nipponne, leur uranium qui n'aurait pas ainsi à transiter par la moitié du globe. Les autorités nipponnes envisagent, en outre, d'utiliser le surgénérateur de Monju comme un incinérateur de plutonium militaire, contribuant ainsi à éliminer les stocks soviétiques.

#### Plutonium en croisière

Ces nouvelles orientations ne remédient pas au problème de fond : le transport et le stockage du plutonium. Au cours des dix prochaines années, quelque 60 tonnes de plutonium doivent voyager sur les océans entre l'Europe et le Japon. Un tel transport comporte des risques : action terroriste en haute mer (le bateau escorte, conçu spécialement, est légèrement armé), incendie, collision ou naufrage.

Le transport jusqu'au Japon d'une tonne de plutonium produit à la Hague a été approuvé par Washington (il est dérivé de combustible fourni par les États-Unis, et les Américains doivent donner leur accord). Mais il suscite des inquiétudes des pays au large desquels passe le convoi : l'Indonésie a refusé qu'il emprunte ses détroits.

Des experts américains craignent en outre que l'initiative nipponne n'ouvre la voie à un développement de transport de plutonium. Des pays poursuivant d'importants programmes nucléaires pourraient suivre l'exemple japonais : c'est le cas de Taiwan ou de la Corée du Sud, qui, par un accord avec les États s'est engagée à ne pas produire du plutonium mais s'est réservée le droit d'en acquiescer.

Au Japon même, les déplacements de matières radioactives sont appelés à s'intensifier : dans l'espoir de ne pas alimenter les critiques, le gouvernement a décidé de ne plus donner, désormais, aucune information sur ces transports, suscitant la colère des opposants, qui avaient obtenu de haute lutte, il y a vingt ans, ce droit de connaître (itinéraires et calendriers).

Auteur d'un livre - *Penser à l'énergie nucléaire* - paru il y a une dizaine d'années, qui commençait par une description des conséquences du naufrage d'un navire transportant du plutonium, le professeur Tokunobu Nakajima, de l'université de Chuo, est connu pour ses réserves sur le programme nucléaire nippon (une position qui lui valut d'être sanctionné lorsqu'il travaillait au laboratoire de Tokaimura). Selon lui, le Japon doit suspendre un programme de retraitement « dont la technologie ne présente pas les garanties suffisantes ».

Il en va de même pour le stockage des déchets ».

Le Japon doit en même temps, calmer les appréhensions que suscite sa politique atomique, poursuit-il, en donnant force de loi aux trois principes antinucléaires adoptés en 1972 par le gouvernement Sato (ne pas produire, ne pas posséder et ne pas introduire d'armes nucléaires au Japon). « Les recherches poursuivies par le Japon sont pratiquement les mêmes que celles destinées à fabriquer une bombe », nous dit-il.

« Je ne pense pas que le Japon souhaite se doter d'une arme atomique, admet le professeur, mais il doit prendre conscience que stocker du plutonium comme il s'apprête à le faire constitue une menace pour lui-même et les autres pays. » En poursuivant leur programme de retraitement, et compte tenu des liens étroits avec les États-Unis, les Japonais travaillent, en fait, en sous-traitant des Américains, qui ont renoncé à leur programme mais restent dans le jeu par l'intermédiaire de l'archipel, estime M. Nakajima.

PHILIPPE PONS

(1) On désigne par cycle du combustible l'ensemble des opérations qui vont du minéral à la gestion des déchets retraités. Les réacteurs à neutrons rapides comme Superphénix ou Monju peuvent y être inclus. Ils utilisent en effet du plutonium (sous-produit du retraitement des combustibles d'autres centrales). S'ils sont capables d'en produire plus qu'ils n'en consomment, leur fonctionnement en sous-générateur peut permettre d'éliminer le plutonium et certains déchets radioactifs à vie longue.

(2) A la suite de Monju, les Japonais envisagent la construction de quatre autres surgénérateurs au rythme d'un tous les dix ans jusqu'en 2030.

(3) La firme japonaise Mitsubishi a remporté récemment un marché pour le remplacement de générateurs de vapeur de la centrale belge de Tihange.

### Le rêve évaporé du commandant Roudaire

La création de la mer saharienne fut, il y a cent dix ans, un projet pharaonique fondé sur le mythe du lac Triton

**1**992 marque le centième anniversaire de l'abandon d'une entreprise grandiose de création d'une mer intérieure saharienne dans laquelle la France coloniale a été sur le point de se lancer. Ce projet pharaonique, qui visait à modifier profondément la géographie d'une vaste région, satisfaisait tout à la fois l'ambition prométhéenne des ingénieurs, la volonté de puissance de la République et la soif de merveilleux du public.

Il s'appuyait initialement sur l'hypothèse d'un détroit situé près de l'actuelle oasis d'Oudref qui aurait relié, d'une part, les grands chotts du Sahara tuniso-algérien, vastes dépressions fermées situées en partie au-dessous du niveau de la mer, alignées d'est en ouest sur plus de 350 km, et, d'autre part, le golfe de Gabès. Cette hypothèse avait été avancée au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle par le major anglais James Rennell, un des fondateurs de la géographie historique. Mais c'est surtout le diplomate et archéologue Charles Tissot, dans sa thèse en latin sur le lac Triton (*de Tritonide lacu*), soutenue en 1863, qui lui a donné sa forme la plus élaborée.

Le point de départ de la démonstration était l'identification du chott Jerid et de son prolongement oriental le chott Fejaj avec ce que les auteurs anciens désignaient, selon les cas, sous le nom de baie ou de lac Triton. Ce lac est mentionné en premier lieu par Hérodote (vers 484-425 avant Jésus-Christ) qui y fait échouer Jason et ses Argonautes. Le dieu Triton apparaît alors et leur montre la voie pour en sortir, ce qui indique l'existence d'une liaison avec le golfe de Gabès. Le périple dit de Scylax (IV<sup>e</sup> siècle avant J.-C.) décrit à son tour le lac comme communiquant toujours avec la mer, mais seulement par un goulet étroit et incertain.

Dès l'époque romaine, la communication semble avoir disparu des textes car le *palus Tritonis* est situé par Pomponius Mela, au premier siècle de notre ère, à l'intérieur des terres, en arrière de la petite Syrtis

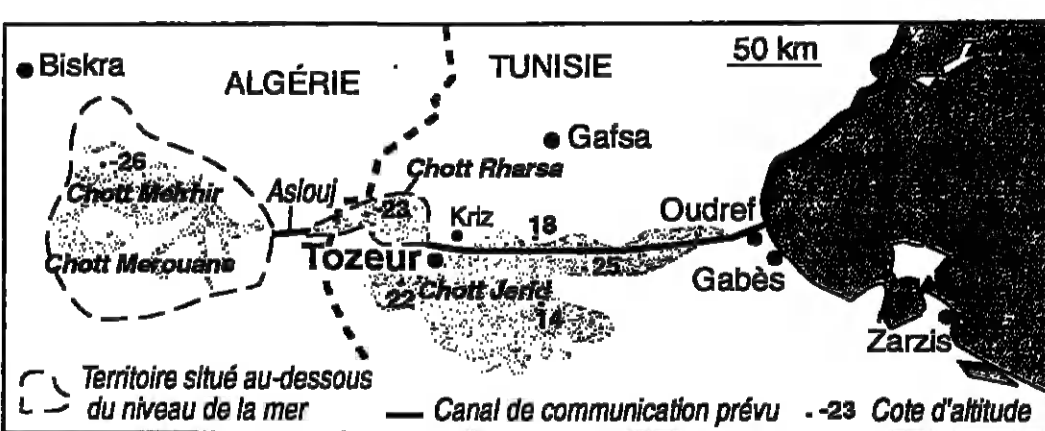
(le golfe de Gabès actuel). Ptolémée, au I<sup>er</sup> siècle après J.-C., parle de plusieurs lacs, suggérant ainsi que les eaux ont continué à baisser pour ne plus occuper que le fond des dépressions les plus basses. Enfin, au V<sup>e</sup> siècle, le lac s'est transformé en une saline, le lac *Saltinarum*, situé par Orose à l'ouest de la Tripolitaine. C'est déjà le chott Jerid.

En réalité, cette reconstitution paléogéographique était erronée car elle se fondait sur un rapprochement imprudent et une interprétation abusive de données littéraires peu homogènes. On sait aujourd'hui que le nom de *Tritonis* correspond à un toponyme plus ou moins mythique et errant qui a pu s'appliquer dès l'Antiquité, selon les auteurs, à telle baie ou lagune côtière du nord de l'Afrique, de la Cyrénaïque aux rivages de l'Atlantique.

#### Triangulation et nivellement

A ce projet mirifique reste étroitement associé le nom du commandant François-Elie Roudaire (1836-1893). Ingénieur-topographe au Service géodésique de l'armée, il a effectué des travaux de triangulation et de nivellement à partir de 1872 dans le sud algérien et il a constaté que le chott Melghir se trouve au-dessous du niveau de la mer. Il lance alors son projet de mer intérieure en Algérie en publiant dans la *Revue des Deux-Mondes* en 1874 un article retentissant qui alerte les savants et l'opinion publique.

Tout un groupe de pression se constitue en sa faveur sous le patronage illustre de Ferdinand de Lesseps, de membres influents de l'Académie des sciences, de la Société de géographie de Paris et bientôt d'hommes politiques comme Paul Bert, ministre des travaux publics, qui fait voter par la chambre des députés, à l'unanimité, un crédit de 10 000 F (environ 180 000 F de nos jours) pour des travaux préliminaires. L'esprit de l'époque est favorable à l'entreprise. A l'opposé des peurs écologiques actuelles, on pense que l'homme peut, grâce à la science



et à la technique, transformer la face de la Terre pour le bien de l'humanité, croyance magnifiquement concrétisée en 1869 par le percement de l'isthme de Suez. D'ailleurs, dans l'affaire de la mer saharienne, l'exemple du canal de Suez est constamment évoqué.

En outre, des avantages économiques étaient attendus du projet. On escomptait une amélioration des conditions climatiques. Une évaporation accrue renforcerait les précipitations et les écoulements dans les oueds. La culture du coton pourrait être développée. On supputait aussi des avantages commerciaux en attirant vers l'Algérie le commerce caravanier. On soulignait enfin l'intérêt stratégique de l'opération. La mer intérieure constituerait un limes (une frontière « défendable ») d'un nouveau genre pour les territoires occupés par la France dans le nord de l'Afrique.

Mais l'entreprise a également, dès le départ, de vifs détracteurs. Le géologue Auguste Pomel et l'ingénieur Edmond Fuchs contestent avec de bons arguments la possibilité que la région des chotts ait été dans un passé récent en liaison avec la mer. Le botaniste Ernest Cosson, adversaire farouche du projet, redoute la ruine des oasis par des remontées d'eaux salées.

En 1874-1875 le commandant Roudaire organise d'abord une mission de nivellement dans les confins algéro-tunisins en dépit de conditions difficiles. Les résultats sont impressionnants. Pour la seule Algérie, la mission évalue à 6 700 km<sup>2</sup> la superficie du bassin inondable (en dessous du niveau de la mer) et à 431 m la profondeur maximale. Les oasis du Souf, situées au sud du chott Melghir, seraient donc épargnées par la submersion.

Il restait alors à procéder à une reconnaissance sur le territoire tunisien. Après avoir obtenu l'autorisation des autorités de la Régence, une expédition eut lieu en 1876 dans les bassins du Jerid et du Rharssa.

#### Trois seuils à percer

Mais les observations ne furent pas conformes à celles qu'espérait le commandant Roudaire. Si le chott Rharssa se trouve bien au-dessous du niveau de la mer, il n'en est pas de même pour le chott Jerid et son annexe le chott Fejaj dont la surface de boues salées se situe à une vingtaine de mètres au-dessus du niveau de la mer.

La réalisation du projet se compliquait d'autant plus que le seuil d'Oudref, qu'il fallait percer, est

constitué par un noyau de roche dure et monte à l'altitude de 45 m. Toutes ces réalités portaient un coup très dur à l'entreprise. Non seulement la surface totale potentielle de la mer intérieure réalisable était réduite aux 8 000 km<sup>2</sup> des chotts Melghir et Rharssa au lieu des 15 000 km<sup>2</sup> espérés initialement pour l'Algérie et la Tunisie, mais il fallait encore prévoir dans les autres chotts le creusement d'un canal long de plus de 200 km ainsi que le percement de trois seuils, ceux d'Oudref, de Kriz (entre le chott Jerid et le chott Rharssa) et d'Aslouj (entre le chott Rharssa et le chott Melghir).

En dépit de toutes ces difficultés, le commandant Roudaire va pourtant maintenir son projet. Il s'efforce de convaincre, en ingénieur, ceux que son travail de topographe aurait pu troubler. Ainsi espère-t-il obtenir un effet d'érosion des dépôts salifères du chott Jerid, préalable à l'ouverture d'un canal d'engins à râteaux, grâce à la force du courant lors de la mise en eau de la mer saharienne. Ce qui réduirait l'ampleur des travaux de terrassement. Des voix puissantes le soutiennent encore, comme celle de Victor Hugo qui s'écrit : « Etienne l'univers par de grandes choses qui ne sont pas des guerres ! ».

Mais l'hostilité du commandant

Roudaire pâlit. Les scientifiques redoublent leurs attaques. Ernest Cosson pense que « si la mer projetée existait, il faudrait la combler ». Des oppositions diplomatiques et politiques se dessinent : celles de l'Angleterre et de l'Italie, celle du gouvernement de la Régence où le ministre Kheddine craint l'isolement de l'extrême sud du pays, celle aussi des habitants de cette région qui redoutent la ruine de leurs oasis.

Paradoxalement, l'instauration du protectorat de la France sur la Tunisie en 1881 ne relance pas le projet de mer saharienne. Le grand public se lasse, les ingénieurs s'interrogent et les milieux politiques s'inquiètent du coût de plus en plus élevé des travaux envisagés. En août 1882, l'avis négatif d'une commission gouvernementale entérine définitivement le rêve du commandant Roudaire. Jules Verne, cependant, en reprend l'idée dans son dernier roman, *L'invasion de la mer*, paru en 1905.

Pourtant le « roman scientifique », que ses adversaires dénonçaient, resurgit de temps à autre. En 1951, fut mise sur pied une Association de recherches techniques pour l'étude de la mer intérieure saharienne (projet ARTEMIS). Il arrive que le thème soit repris dans la presse algérienne comme un moyen d'enrayer la désertification et de ramener le Sahara à son âge d'or. Rien n'est moins sûr tant est grand le risque de voir cette mer artificielle, si elle devait devenir un jour une réalité, se transformer en une étendue d'eau morte et putride, contaminant par sa salinité les nappes phréatiques d'eau douce qui donnent vie aux oasis des chotts tuniso-algériens.

POL TROUSSET ET ROLAND PASKOFF

► Pol Troussset est directeur de recherche au CNRS et Roland Paskoff est professeur à l'université Lumière de Lyon.

1992-1993











LES XXII<sup>es</sup> JEC

ricaine



150

## CULTURE

### L'Été festival

Toulouse

## Souvenirs des années 60

Une exposition subtile pour analyser la peinture française juste avant Support/Surface

LI GESTE ET L'IDÉE

Après les célébrations, l'été à Saint-Etienne, l'an dernier, le mouvement Support/Surface avait été largement et dignement célébré. C'est à Toulouse, une exposition subtile entreprend d'étudier quelques-unes de ses origines et liens qui unissent la génération de Claude Viallat à de François Rouan à la précédente, celle de Simon Hantai et de Jean Degottex.

Pourquoi ces rapprochements ? Les œuvres de ces artistes par Alain Bousquet suffisent à les justifier. Elles suggèrent adroitement parentés et influences de plusieurs années, elles rappellent ce que l'on a pu jusqu'ici, le rôle formateur de plusieurs artistes français dans la formation de la génération suivante.

Les liens ont été aux premiers leurs procédés et leur goût de l'épuration. Ainsi de Pierre Buraglio, dont les œuvres composées de triangles et trapèzes de couleurs vives ensemble ne pas sans rapports avec les affiches ar-

chives et lacérées de Villeglé. Mais des découpages et tracés de François Rouan, qu'il n'est pas extravagant de comparer aux plis baignés du couleur de Simon Hantai, d'autant moins quand on voit deux de ses œuvres, l'une de 1960, l'autre de 1962, qui ont été déterminées par l'évolution de Claude Viallat.

Or Viallat emploie la technique de l'impression, autre manière de faire de la peinture que celle des autres.

#### Une impression d'unité

A cette logique essentiellement chromatique répond la logique du noir et blanc, non moins puissante. A l'origine de celle-ci, l'exposition placée Judith Reigl et Jean Degottex, hypothèse inattendue et séduisante, mais hypothèse qui pêche par une omission d'importance, celle de Pierre Soulages. C'est à lui que rend hommage Daniel Dezeuze dans ces mêmes années, lui que vient alors interroger Pierre Buraglio, autant d'éléments auxquels il conviendrait de rendre leur

poésie. Le plus remarquable n'est cependant pas la discussion de ces points de généalogie, mais dans l'impression d'unité qui émane de l'exposition accrochée dans le réfectoire de Jacobins. Tous en effet, quels que soient les principes dont ils se servent et les procédés dont ils usent, ont en commun le souci essentiel de la beauté et de l'harmonie. A les revoir, les toiles exécutées dans ces années-là démontrent bien quel amour de la peinture leur auteurs que la rigueur de leur démarche théori-

Degottex ou Hantai expressionnistes abstraits ? Viallat et Buraglio déconstruisent le tableau ? Ces étiquettes et lignes qui séparent et opposent n'ont guère de pertinence. On croirait plutôt, à l'inverse, que la gestualité et le all-over des uns, les découpages et estampages des autres, rendent hommage à la puissance de la peinture et à ses ressources inépuisables.

Les œuvres de François Rouan et ses collages cubistes sont d'une subtilité subtile, chefs d'œuvre de clarté et d'équili-

bres. Les œuvres de Buraglio, « fauves » d'harmonie, méritent d'être vues à des Hantai de grande qualité. On y sent l'œuvre au volonte de la beauté, l'on peut dire, avec des matériaux nouveaux et des méthodes nouvelles.

Au reste, la même réflexion pourrait se développer à partir des abstractions de Vincent Van Gogh et de Louis Cane, qui ont pu bien figurer elles aussi dans l'exposition et auraient enrichi la connaissance de la peinture française des années 60, un « matras » qui se développe bien avant que Support/Surface ne se prenne de jeu pour les artistes américains, Rothko, Still ou Newman.

Une précision pour finir : Alain Bousquet avait prévu de faire figurer une toile blanche et noir de Daniel Buren dans sa démonstration. L'artiste a exigé qu'elle soit démontée. Le voisinage avec les œuvres de tel ou tel de ses contemporains lui semblait-il gênant ? Cette attitude, au regard de la scène historique, n'est pas à un abus de pouvoir. Mais du point de vue technique, c'est une précaution fort opportune, tant il apparaît clairement que les rayures de Buren, fussent-elles précieuses, seraient nuisibles à la comparaison.

PHILIPPE DAGEN

Le parti de l'été, réfectoire des Jacobins, 68, rue Pargaminière, 31000 Toulouse ; du 11 au 15 septembre.

## ARTS

### Menaces sur l'école des beaux-arts de Nîmes

M. Bousquet reproche à l'équipe enseignante de boudier la politique municipale

NÎMES

Correspondance

L'Ecole des beaux-arts de Nîmes, au centre d'un conflit avec la municipalité, ouvrira néanmoins ses portes à la rentrée. Le 2 juin dernier, lors du message de l'exposition Matrice au Musée des beaux-arts de Nîmes, M. Jean Bousquet, député du Gard, maire de Nîmes, annonce aux Nîmois que l'école des beaux-arts doit fermer. Ou, du moins, réduire son enseignement à un seul « tronc commun » - des ateliers de prestige autour d'un artiste de renom.

La nouvelle, officielle dès le 9 juin, déclenche un tollé dans la capitale gardoise. L'école municipale des beaux-arts est ici une institution. Créée en 1820 par le préfet, avec pour première mission d'encourager l'industrie locale, elle enseigne la lithographie à Aimé Maeght, Nîmois d'adoption, et sous l'impulsion de Claude Viallat, l'enfant du pays qui la dirige de 1979 à 1985, se dote d'un second cycle et d'une identité affirmée : celle du mouvement Support/Surface qui lui confère l'aura dont il jouit encore aujourd'hui. Etudiants et enseignants prestigieux suivent de leur départ (après Patrick Saytour, Vincent Biondini et Jean Grand, Claude Viallat, revenu en 1987) par quelques grands noms de l'art contemporain français : Buren, Toroni, César, Sarkis ou Cartier-Bresson. On

reproche à M. Jean Bousquet de n'avoir pas pris en compte la prise de décision. Et en particulier le ministère de la culture, qui finance l'école à concurrence de 20 %, « plus que l'Etat ne le fait pour aucune autre école municipale des beaux-arts », note M. Jacques Imbert, directeur de la direction des affaires culturelles à Montpellier.

L'émotion est d'autant plus vive que, dans la région, Nîmes a toujours fait figure de capitale des arts plastiques. Image que confirme l'ouverture, en 1993, dans le centre-ville, de la prestigieuse Médiathèque, un « mini-Beaubourg » commandé à l'architecte américain Norman Foster. « La Médiathèque se situe au cœur de l'école », rappelle Claude Viallat, qui reproche au maire et patron de l'école, M. Cacharel, de ne pas avoir pris en compte la culture régionale et de profiter d'une politique de prestige.

« Depuis que l'école ne marche plus », explique M. Jean Bousquet, alléguant entre autres la baisse des effectifs (94 élèves inscrits à la rentrée 1991, contre 137 en 1990), la mécontentement croissant des enseignants prestigieux, suivis de leur départ (après Patrick Saytour, Vincent Biondini et Jean Grand, Claude Viallat, revenu en 1987) par quelques grands noms de l'art contemporain français : Buren, Toroni, César, Sarkis ou Cartier-Bresson. On

professeur, claque la porte en septembre 1991 pour cause de désaccord avec le directeur, M. Christian Besson, dont la gestion est contestée jusqu'à la Rue de Valois), la charge financière (l'école coûte 8 millions de francs à la municipalité), à laquelle ne participe pas le conseil régional. « L'école, ajoute-t-il, est peut-être trop enfermée dans son rôle de Support/Surface ». M. Jean Bousquet reproche ainsi à l'équipe enseignante de boudier la politique municipale en matière d'arts plastiques, telle que la mène notamment Bob Calle, directeur du Carré d'art. Sans parler de la concurrence des autres écoles régionales : celle de Montpellier toute proche, où Viallat fit ses études et surtout celle de Marseille-Luminy qui a le vent en poupe.

Pour l'heure, en attendant le feuillet de suspens : raisonné par des délégations successives du ministère de la culture, le maire de Nîmes a ajourné sa décision, acceptant un moratoire d'une année. Dès la rentrée 1992, une équipe composée de représentants de l'Etat, de la région, des villes de Nîmes, de Montpellier, de Béziers et de Perpignan travaillera à la mise en place d'une commission pluri-partisane entre les écoles des beaux-arts de la région.

SYLVIE CROSSMAN

## MODE

### Bataille de griffes

Paris présente jusqu'au 30 juillet les collections de haute couture de l'hiver 1992-1993. Sept cent soixante-dix journalistes et deux cent soixante photographes suivent le marathon des défilés. Un chiffre inférieur de moitié à celui du prêt-à-porter, qui se tient en octobre, sous les tentes de la Cour carrée du Louvre.

Le calendrier des défilés comprend les collections de haute couture : les maisons Christian Lacroix, Christian Dior, Nina Ricci, Guy Laroche ont déjà montré les leurs. Yves Saint Laurent présentera la sienne mercredi 29 juillet. « C'est un peu la pagaille », affirme Jacques Moudier, président de la Chambre syndicale de la haute couture. La saison est en effet le théâtre d'événements inédits. Samedi 25 juillet, Robert Merlot, vingt-trois ans, a inauguré par un défilé de l'Ecole des beaux-arts sa maison de prêt-à-porter financée par Pierre Bergé, PDG de la société

Yves Saint Laurent. Il s'agissait d'une collection d'été.

Mardi 29 juillet, un défilé sera parmi les événements officiels. Thierry Mugler, présentera, lui, six cents invités, soixante modèles associant deux savoir-faire, l'un artisanal, l'autre industriel. « Un pari », annonce Didier Grumbach, président de la société Thierry Mugler, le point de vue peut être considéré comme sacrilège. Or nous ne faisons que prendre en compte les nouvelles réalités sociales, économiques et techniques. La haute couture n'est véritablement si elle s'appuie sur le prêt-à-porter. Aujourd'hui, aucune œuvre d'art n'est véritablement de haute couture.

Pierre Cardin, dont le défilé a eu lieu lundi pendant une semaine de mode, a annoncé qu'il souhaitait présenter une collection d'été de haute couture par le prêt-à-porter. C'est en septembre que la commission Strause-Kahn, composée de

membres de la profession, rendra publique la révision des statuts de la haute couture rédigés en 1945 et non modifiés depuis 1945. Il s'agit, selon Jacques Moudier, de « déposséder » ces statuts qui prévoient, par exemple, l'obligation de présenter une collection d'au moins quinze modèles deux fois par an, quarante-cinq fois par an pour les maisons particulières.

Si les maisons ont fondu (15 000 femmes en 1947, 3 000 au milieu des années 70), le bazar médiatique est inversement proportionnel à son déclin et justifie nos rendez-vous. Car l'industrie demeure une vitrine d'exception : après les Italiens Valentino et Versace, présents sur les podiums depuis quelques années, ce sera au tour du Russe Vadim Yudin de présenter ses modèles, jeudi 30 juillet, à l'Espace Cardin.

LAURENCE BENAÏM

## Le Monde

ABONNEMENTS VALEURS

FAITES SUIVRE OU RENEWELER VOTRE ABONNEMENT EN PRÉPARANT LES VALEURS. Renvoyez-nous au moins 15 jours à l'avance le bulletin ci-dessous sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (vous trouverez ce numéro en haut à gauche de la 1<sup>re</sup> page de votre journal).

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé le même nombre de jours)  
 du ..... au .....  
☐ Taux sur le lieu de vacances (l'abonnement sera prolongé le même nombre de jours)  
 du ..... au .....  
 Code postal .....

Vous êtes abonné(e) à LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS ABONNEMENTS. Renvoyez-nous au moins 15 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE	DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	78 F	2 mois (82 n°)	308 F
11 semaines (119 n°)	114 F	3 mois (78 n°)	460 F
1 mois (26 n°)	185 F		

VOTRE ABONNEMENT HABITUEL : DURÉE ..... DE ..... À ..... PRÉNOM .....

ADRESSE ..... Code postal ..... Ville .....

VOTRE RÉGLEMENT : ☐ Chèque joint ☐ Carte Bleue N° ..... Expiré le ..... Date et signature ..... A renvoyer à : LE MONDE, Service abonnements, 1, place du Maréchal Foch, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex.

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

# RTL

Première radio de France depuis plus de 10 ans.



RTL est toujours la plus puissante des radios (18,6% d'audience cumulée\*), c'est toujours elle qui est leader en part de volume d'écoute (20,2%) et c'est elle qui

bénéficie de la plus forte durée d'écoute (2h 41mn\*). Que voulez-vous, ce n'est plus une surprise, c'est toujours agréable !

\* Médiamatrise avril-juin 92 (Base LAF cable ensemble 3h-24h)

IP

Régie exclusive de RTL : Tel. 40.75.50.50

IP IP IP HILARY !



## BILLET

Carburants :  
gesticulation estivale

Traditionnellement, juillet et août sont les deux mois où la consommation des carburants pour automobiles accuse un pic net. Depuis la libération des prix des carburants, c'est toujours les ministres des finances qui déclarent les prix des pétroliers. L'été 1992 n'a pas échappé à ce rite franco-français. Ainsi, le 27 juillet, une « gesticulation » des pétroliers pour qu'ils répercutent au moins la partie au moins des produits enregistrés sur les marchés internationaux. Et le ministre d'expliquer que l'on ne peut pas faire autrement.

« Depuis quelques semaines, les prix des produits raffinés (et des dollars) ont augmenté. Les automobilistes doivent en supporter les effets », a fait valoir M. Sapin.

Rompus à ce jeu d'attaque et de riposte, les pétroliers ont réagi prestement, avec un plaidoyer en trois points identiques à ceux des précédentes confrontations. La baisse des prix sur les marchés internationaux, font-ils observer, a été répercutée : 3 centimes de moins sur la pompe pour le supercarburant plombé et 6 sur le 90 pour une diminution de 10 centimes sur la pompe à Rotterdam. Cette réponse technique s'est doublée, de la part des pétroliers, de rappels sans surprise : hors taxes, les prix français restent nettement plus bas que ceux en vigueur dans la plupart des autres pays de la CEE, en particulier l'Allemagne. Enfin — et c'est le grand plaid de l'été — les compagnies ont tenu à rappeler que l'État, si prompt à précher la baisse des prix, a révisé à la hausse de 7 centimes par litre, début janvier, le prix des produits pétroliers (TIPP).

Bref, tout cela ressemble fort à une manœuvre que l'on ne peut qualifier que de gesticulation. Que les compagnies pétrolières gagnent aujourd'hui sur l'argent du raffinage et la distribution de carburants, c'est incontestable. Encore faut-il se souvenir que de 1970 à 1980 le raffinage a enregistré 10 milliards de pertes. L'amélioration des comptes n'a commencé qu'en 1981. Et il s'agit d'un redressement fragile. Depuis le début de l'année, les marges du raffinage se sont singulièrement réduites en France comme dans les autres pays européens. La baisse attendue de 1992 pour Total et Elf ne témoigne.

JEAN-PIERRE TUQUOI

Les engagements de prêts  
de la Banque mondiale  
ont baissé en 1992

Les engagements de prêts de la Banque mondiale ont atteint 21,7 milliards de dollars (108 milliards de francs) au cours de l'année 1992, terminée le 30 juin, contre 22,7 milliards en 1991. Les prêts aux programmes d'ajustement structurel ont représenté globalement 27 % de ces montants. Les pays d'Afrique ont augmenté de 3,9 milliards de dollars d'engagements de prêts de 600 millions de dollars, pour s'élever respectivement à 4 milliards et 8,1 milliards de dollars.

Les pays des Caraïbes et d'Amérique latine ont vu leurs engagements de prêts portés de 3,2 à 5,7 milliards de dollars. Les prêts en direction de l'Europe ont diminué de 3,9 milliards en 1992. Les prêts pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont également diminué de 2 milliards à 1,5 milliard de dollars.

A l'issue de la plus grave crise de son histoire

## Le Lloyd's va changer de président

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du Lloyd's, lundi 27 juillet à Londres, M. David Coleridge, président du premier marché au monde de l'assurance-réassurance, a annoncé qu'il abandonnerait ses fonctions en décembre. Son successeur désigné, M. David Rowland, président de la maison internationale de courtage Sedgwick, héritière d'une organisation qui connaît une crise de confiance parmi ses membres, menaçant jusqu'à son existence.

LONDRES

correspondance

La chute de M. David Coleridge, comme celle de M. David Coleridge, n'est pas facile. Il lui fallait avant tout rétablir la confiance des membres (les « noms ») — les « noms », c'est-à-dire le système ne fonctionne plus. Il sont en rébellion ouverte à la suite des pertes substantielles occasionnées par la crise noire des catastrophes des dernières années. Il devra également en place les réformes du marché permettant de faire face à la concurrence des grandes compagnies internationales d'assurances, assurer l'équité entre professionnels regroupés en syndicats de

souscription et renflouer enfin la trésorerie du Lloyd's, dont le déficit dépasse les 2 milliards de livres (19,2 milliards de francs).

M. Rowland possède plusieurs qualités indispensables : cet homme soigné dans sa mise, son air sérieux, ses propos ont dirigé la commission d'enquête interne mise en place par M. Coleridge. Son plan de réformes, présenté en février, avait été bien accueilli sous la présidence de M. d'acier de Lloyd Street.

Fonds

spécial

Dans ce rapport, M. Rowland préconise la constitution d'un fonds spécial d'indemnité pour les victimes de la crise. Les pertes ont été supérieures à un milliard de livres, ainsi que le capital du Lloyd's, jusqu'à présent entièrement constitué par les apports de riches individus. Parmi ces suggestions figure également la rémunération et le paiement de cette fonction était jusqu'à présent exercée à titre gratuit par une personnalité sous la présidence de M. Rowland.

L'irruption d'un courtier (broker) dans le marché des assurances, certes, provoqué la

crise, mais chez les souscripteurs, drapés dans leur dignité de gardiens du temple. Mais, depuis longtemps à la tête d'une compagnie en Bourse, le patron du Lloyd's dispose d'une solide expérience des relations avec les actionnaires, les pouvoirs publics et la presse. Enfin, le dirigeant du troisième groupe de courtage, présent dans cinquante-six pays, offre un profil international dont ne peut que profiter une véritable maison, soumise à la rude concurrence étrangère.

Le handicap majeur de M. Rowland, c'est sans doute d'appartenir comme le dauphin et l'ami de longue date du président sortant — et très controversé, comme l'atteste l'assemblée mouvementée du 27 juillet, à une gestion des affaires qui a particulièrement contestée par bon nombre de membres. Ainsi, lors de l'assemblée, l'Association des noms, qui se dit représentant 8 000 des 22 300 noms du Lloyd's, a prôné une motion de confiance au conseil du Lloyd's, mais a soutenu une motion de confiance au conseil du Lloyd's, tandis qu'un groupe de noms plus extrémiste a proposé une motion de défiance. Le résultat du vote ne sera pas connu avant la fin juillet, le scrutin ayant lieu par voie postale.

MARC ROCHE

Malgré la percée des constructeurs français

Le commerce extérieur automobile  
franco-allemand redevient déficitaire

Après une percée exceptionnelle en 1991 en Allemagne, les constructeurs français ont réussi à y maintenir leur part de marché au premier semestre de cette année. Mais les groupes allemands font encore mieux sur le marché français. En conséquence, le commerce extérieur automobile, excédentaire en 1991, est redevenu déficitaire.

FRANCFORT

correspondance

L'été économique positif pour la France de la réunification allemande se dissipe. Dès 1990, mais plus encore en 1991, l'ouverture de l'immense marché de l'Allemagne de l'Est, où les 17 millions d'habitants venaient de toucher un solide mark de l'Ouest pour chacun, a joué un rôle de catalyseur. L'appel d'air pour les exportateurs français, au premier desquels les constructeurs d'automobiles, Renault, Peugeot et Citroën ont vendu 200 000 voitures au total en Allemagne en 1991 contre 170 000 en 1990. Un gain de 55 %.

Ils ont également de leurs fabrications de modèles de moyenne gamme (les Peugeot 309 ou les Renault 19) qui correspondent aux besoins à l'Est. Ils ont su ouvrir des succursales à la tombée du jour à Berlin et même avant. Renault en particulier, qui a pu gagner plus de 10 % du marché de l'Est et la troisième place des ventes sur place, derrière Volkswagen et Opel. A l'Ouest, les automobilistes ont cédé leur ancien modèle, repris en main par un compatriote de l'Est, et il n'y a pu vendre une voiture avec catalyseur.

Le marché allemand a atteint le pic de 4,2 milliards d'immatriculations l'an passé. Les Français en ont beaucoup profité en faisant grimper leur part globale de 8 % en 1990 à 9,8 % en 1991 (5,4 % pour Renault, 2,9 % pour Peugeot et 1,5 % pour Citroën). Comme, dans le même temps, le marché français a plutôt décliné, les exportations de voitures vers l'Allemagne ont dépassé les importations et le solde est passé d'un déficit de 7,4 milliards de francs à un excédent de 2,6 milliards de francs. Année historique : pour la première fois, les Français ont vendu

plus de voitures en Allemagne que les Allemands en France.

Le « gain » dans les échanges, de 10 milliards en un an, a représenté à lui tout seul 30 % du total de l'amélioration du commerce extérieur franco-allemand l'an dernier. Le traditionnel déficit de la France avec son grand partenaire avait été presque annulé, revenant de 41,7 milliards de 1990 à 7,4 milliards en 1991. Une performance saluée bruyamment par le gouvernement, non sans raison : il est vrai, parce qu'elle traduit l'amélioration de compétitivité de la maison France.

Il faut-il dire que l'exploit est renouvelé. C'est le cas pour l'ensemble du commerce extérieur franco-allemand. Sur les cinq premiers mois de l'année (derniers chiffres connus des douanes) on a passé d'un déficit de 2,9 milliards en 1991 à 2,4 milliards en 1992. Mais ce n'est plus le cas pour l'automobile, qui revient d'un excédent de 3,1 milliards sur cinq mois 1991 à un déficit de 800 millions en 1992. Si la fin de l'année ne marche pas mieux, 1992 marque un retour à la situation d'un déficit de 7 milliards. 1991 n'est donc pas une exception.

Consolider  
les positions

L'explication est double. D'abord, les constructeurs français ont renforcé leurs capacités de production et se sont tournés à nouveau vers l'Ouest. Volkswagen, qui a tiré parti du lancement d'une nouvelle version de sa Golf, a vendu 100 000 voitures records en France. Pour la série 3. Au total, les Allemands ont gagné un point de part du marché français soit 15,4 % (en comparaison le groupe VW, Mercedes, BMW et Opel ont l'essentiel des ventes en outre-Rhin).

Parallèlement, le marché allemand, qui ne pouvait plus sur les hauteurs atteintes, a reculé de 9,2 % au premier semestre. La chute a été particulièrement nette au niveau des ventes de petits et moyens modèles, parce qu'il est fait des « deuxièmes voitures » des ménages, celles dont on peut différer l'achat. Pourtant, Peugeot, Renault et Citroën ont amélioré encore leur part du marché à 10,2 %, Citroën, grâce à la ZX, de 1,3 % à 1,7 %.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Un taux normal de TVA de 15 % minimum au 1<sup>er</sup> janvier 1993Les Douze se mettent d'accord  
sur le rapprochement des fiscalités indirectes

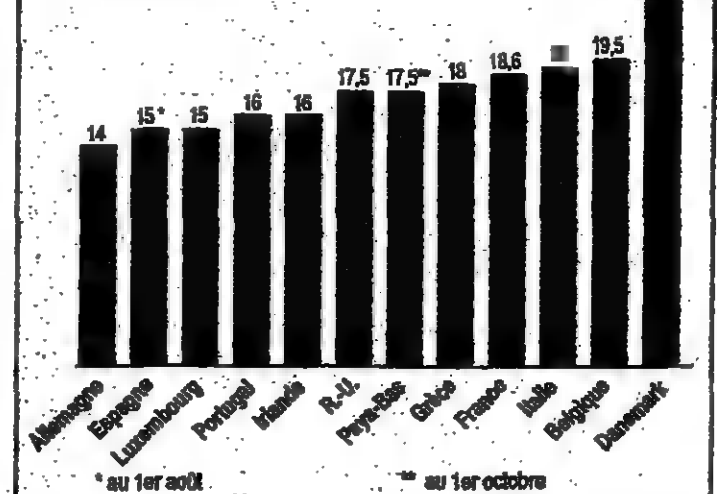
« Un pas énorme vers l'abolition des frontières internes à la Communauté européenne. » Pour M. Norman Lamont, chancelier de l'échiquier britannique, l'accord sur le rapprochement des fiscalités indirectes auquel sont parvenus les Douze, lundi

pliquant à partir du début de 1997 devra être adopté à l'unanimité par les Douze.

En outre, l'Espagne et la Grande-Bretagne ne sont pas parvenues à s'entendre sur la taxation de la minéralisation du Sherry britannique.

## Taux de TVA normaux dans la CEE

en pourcentage



Depuis plusieurs années, les Douze font des efforts pour se rapprocher de l'objectif d'un taux normal de TVA de 15 % au minimum, et éviter ainsi une « fuite » de leurs consommateurs vers les pays voisins. Seul le Danemark, avec un taux normal de TVA de 25 %, demeure fort éloigné de ce résultat. Dans la CEE, de nombreux pays conservent des taux majorés et réduits. Les premiers devront être supprimés au 1<sup>er</sup> janvier 1993 (la France l'a fait cette année), tandis que des taux réduits et super-réduits pourront être conservés jusqu'en 1997.

27 juillet à Bruxelles, constitue une étape majeure dans la mise en place du marché unique de la CEE, qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Cet accord a pourtant, dès mardi, suscité les critiques d'une partie des parlementaires britanniques qui dénoncent un nouvel « abandon » de souveraineté.

Après cinq années d'âpres négociations, les ministres du budget de la CEE ont finalement confirmé le compromis de juin 1991 : le taux normal de TVA, qui a été fixé à 15 % au minimum pour une période de quatre ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993, ainsi que sur les accises (taxes sur des produits particuliers) grévés le tabac, les alcools et certains produits pétroliers.

La Grande-Bretagne (qui assure la présidence de la Communauté), l'Espagne et la France ont néanmoins des réserves qui rendent cet accord provisoire. Le gouvernement britannique s'est opposé à l'adoption d'une directive sur un taux « normal » défini. Le taux normal minimum de TVA, fixé à 15 %, que les Douze se sont promis pour le 1<sup>er</sup> janvier 1993, sera donc renégocié avant

la fin de 1995 ; le nouveau taux s'approchera du Xéna espagnol. La France souhaite la mise en place d'une « redoute » de contrôles sur le vin, un relèvement du niveau de taxation du gazole de chauffage, et réserve sa position sur une disposition qui permet aux Pays-Bas d'appliquer, jusqu'à fin 1994, un taux de TVA réduit sur les fleurs coupées. Des consultations devraient avoir lieu avant jeudi sur ces derniers points d'achoppement.

Un taux réduit de 5 % au minimum pourra être maintenu pour certains produits (journaux, biens de première nécessité), à côté du taux de TVA normal.

Après la baisse du taux d'escompte japonais

La Bourse de Tokyo  
continue  
à broyer du noir

La cinquième baisse en douze mois du taux d'escompte japonais, ramené lundi 27 juillet de 3,75 % à 3,25 %, est loin d'avoir eu l'impact escompté par la Banque du Japon (BoJ). D'un côté, le yen a été attaqué sur les marchés des changes et, de l'autre, la Bourse de Tokyo a poursuivi sa descente aux enfers. L'indice Nikkei a touché, lundi 27 juillet, son plus bas niveau depuis six ans (15 373,34 points), avant de reprendre sa convulsion, mardi 28 juillet, au fin de séance (+ 0,3 %), pour avoir atteint dans la journée 15 373 points.

Même l'annonce, vendredi 24 juillet, d'un nouveau plan de relance budgétaire de l'ordre de 6 000 à 7 000 milliards de yens (environ 250 milliards de francs) ne lui a pas permis d'inverser la tendance du Kabuto Cho.

La dégonflement de la « bulle » financière japonaise n'est pas simplement échappée à ses maîtres. Pour de nombreux boursiers, l'initiative de la Banque du Japon, qui vise à favoriser la relance de l'économie en abaissant le coût du crédit, ne correspond pas à la gravité de la situation. Elle est, en outre, vouée à l'échec du fait de la fragilité du système financier japonais.

Un peu à l'image de ce qui se passe aux Etats-Unis, l'économie japonaise s'enfonce dans une spirale de liquidités qui ralentissent l'activité. Les banques qui voient fondre les cours de l'immobilier et les cours de Bourse, une partie de leurs fonds propres, restreignent la distribution de crédit. Une analyse pessimiste que confirment les baisses en juin de respectivement 4,3 % et 4,2 % des ventes de grandes surfaces japonaises et de la production industrielle nipponne par rapport à la même période de 1991.

Dans ce contexte, les investisseurs en ont assez de la nouvelle baisse du taux, la sixième en six ans.

E. L.

Jp 11-66 1.520



## ÉCONOMIE

## Un entretien avec l'instigateur du « programme à moyen terme » de Boris Eltsine

### « La démocratie a peu de chances de survivre en Russie sans aide des pays occidentaux », affirme M. Evgueni Iassine

Instigateur du « programme à moyen terme » du président russe Boris Eltsine lors du sommet de Munich, M. Evgueni Iassine est un personnage atypique. Économiste académicien de 40 ans, il a fait partie de l'équipe qui a chargé M. Gorbatchev de la transition vers l'économie libre. Travaillant aujourd'hui à l'Institut des experts scientifiques et industriels, président de M. Arkadi Volksi, il a pris directement la production. M. Iassine représente le gouvernement auprès du Parlement.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« M. Khouboulou, président du Parlement russe, vient de déclarer que la Russie était proche du retour à l'époque du communisme de guerre. Faut-il croire que le mouvement vers les réformes n'est pas irréversible ? »

« Ce danger est bien présent. La situation économique est de pire en pire, la plupart des entreprises sont arrêtées ou presque. Un chômage important est à prévoir. Pourtant, je ne crois pas à cette hypothèse. Il y a maintenant beaucoup de personnes, des industriels, des hommes d'affaires, qui ont vu le côté positif de l'économie libre. Et il est impossible de les faire changer d'avis. Dans le reste de la société, aussi, le processus de formation de l'économie de marché est en cours. C'est très dur mais je reste optimiste. »

« Peut-on déjà tirer un premier bilan de la libération des prix, trois mois après son lancement ? »

« L'augmentation des prix a été bien plus importante que nos prévisions. Le gouvernement avait tablé sur une augmentation de 10 % par trimestre. Or, on l'a eue par dix ! Quant aux prix de gros, ils ont été multipliés par vingt. Mais 10 % des prix sont encore régulés par l'État, et ils concernent justement les produits qui comptent souvent le plus pour la population : chauffage, loyer, alimentation de base. De plus, les administrati-

ons locales ont souvent mis au point une politique de compensation pour permettre à la population d'amortir le choc des hausses de prix. »

« Les entreprises commencent-elles à jouer le jeu de l'économie de marché ? »

« Nous assistons à une lutte entre la nouvelle économie et l'ancienne. Ainsi, la masse monétaire est maintenant suffisante pour créer une petite demande mais il n'y a pas de véritable offre. Les entreprises ne sont souvent pas capables de s'orienter vers cette demande. Elles ne vendent pas, mais ce n'est pas pour cela qu'elles baissent leurs prix. Les industriels ne semblent pas prêts à changer rapidement leur vision des choses. Il faut donc aller doucement. »

« Pour quand prévoyez-vous une réelle convertibilité du rouble ? »

« Notre première tâche devrait être de permettre le rapatriement des 20 milliards de dollars que les entreprises russes ont à l'étranger au titre des opérations courantes. Il faut donc créer les conditions favorables à ce

retour, en premier lieu une stabilité du rouble. Nous espérons que cela pourra être atteint au milieu de l'année. Actuellement, le rouble est partiellement convertible grâce au cours unique que nous avons instauré. Mais le cours actuel est trop bas, irréaliste par rapport à la réalité de notre économie. La convertibilité réelle dépend aussi de notre capacité à maîtriser l'inflation. Il faut aussi avoir suffisamment de réserves de devises pour tenir le cours avancé. Nous n'avons pas toute la question qui a été débattue au G7. »

« Franchement, que peut-on garder du potentiel de production actuel ? Quels secteurs peuvent être améliorés, quels autres doivent être abandonnés ? »

« Il est très difficile de répondre. Les pessimistes vous diront que 90 % de nos entreprises ne sont pas concurrentielles sur le marché mondial. Les optimistes rétorqueront qu'on peut tout vendre, mais... »

« Boris Eltsine a décidé de consacrer le premier milliard de dollars de l'aide occidentale à l'industrie alimentaire. Faut-il commencer par là ? »

« Il est nécessaire de soutenir notre production alimentaire et de diminuer nos importations. Les paysans nous disent aujourd'hui : « Si vous donnez des fermiers américains, pourquoi ne pas nous aider, nous ? Pour la première fois, cet automne, les prix du blé seront libres. Nous avons peur que les fermiers demandent un prix très

élevé. Nous avons déjà fait l'expérience, l'an dernier, d'acheter le blé aux cultivateurs en devises. Mais ils ne peuvent rien faire de ces devises, sinon acheter une machine ou un magnétophone. Même s'ils veulent acheter leurs infrastructures, acheter, par exemple, un nouveau tracteur, ils ne pourront pas. Tout simplement parce qu'ils ne savent pas où se le procurer, on ne leur en proposera pas ! »

« Jugez-vous positifs les résultats du sommet de Munich ? »

« Vous connaissez l'histoire que l'on raconte durant la période soviétique : « L'État fait semblant de nous aider, mais en fait... » Il faut travailler ! Il faut que l'on dise maintenant : « Nous, nous faisons semblant de faire des réformes, l'Occident fait semblant de nous aider. » Cela étant, je suis convaincu que l'Occident peut beaucoup nous aider à condition de coordonner son aide avec nous de manière efficace. C'est une tâche historique pour

définitivement en Russie. La démocratie a peu de chances de survivre sans aide des pays occidentaux. »

« L'insaturation de la démocratie a aussi coïncidé avec l'éclatement de l'empire, qui fait beaucoup souffrir l'orgueil national russe. Les gens ne se sentent plus citoyens d'une superpuissance. Alors, ils incitent la démocratie. Ce n'est pas bien sûr l'opinion, mais c'est celle de beaucoup. Il y a un conflit entre la notion de démocratie occidentale et la fierté nationale russe. Et dans notre histoire, la fierté nationale a toujours été plus importante que la liberté démocratique. Alors si l'Occident nous dit : « On va vous aider mais il y a des conditions politiques », nous ne sommes pas prêts à être exploités par l'opposition et il faut attendre un changement rapide à la tête de l'État. »

Propos recueillis par JOSÉ-ALAIN FRAISON

## INDICATEURS

● 9,5 % de chômeurs en mai. — Selon les dernières statistiques publiées par l'office Eurostat, le chômage a encore augmenté en mai dans les douze pays de la Communauté. En données corrigées des variations saisonnières, la hausse est de 0,1 % et le taux de chômage par rapport à la population active s'établit à 9,5 % (contre 9,4 % il y a un an). Presque tous les États membres sont touchés par cette augmentation, en particulier le Portugal, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark et la Grande-Bretagne. Seuls les Pays Bas connaissent une légère baisse et affichent un taux de 8,8 %, contre 7,1 % il y a un an. Par pays, le classement s'établit de la façon suivante, en données corrigées et standardisées : Irlande, 17,4 % ; Espagne, 16,7 % ; Italie, 11 % ; Grande-Bretagne, 10,7 % ; France, 10 % ; Danemark, 9,4 % ; Belgique, 8,1 % ; Portugal, 4,8 % ; Allemagne, 4,8 % et Luxembourg, 1,8 %. Les données pour la Grèce ne sont pas disponibles et celles pour les Pays Bas datent d'avril (8,8 %).

## TAIWAN

● Deuxième excédent commercial du monde au premier semestre. — Enregistrant, au premier semestre, un excédent commercial de 5,28 milliards de dollars (28,9 milliards de francs), Taiwan dépasse l'Allemagne et réalise le deuxième excédent mondial après le Japon. L'accroissement de 43 % en 1991 des échanges indirects avec la Chine (29 milliards de francs, via Hong-Kong), a permis de compenser le ralentissement de la demande mondiale et le hausse du dollar taiwanais face aux monnaies occidentales. Une baisse de 0,5 % des exportations a pourtant été annoncée pour juin. Ce chiffre pourrait annoncer, selon un organisme de planification, un ralentissement économique de l'île, après les 7 % de croissance enregistrés l'an dernier.

## INDUSTRIE

Pour 97,5 millions de francs

### Devanlay rachète la licence Lacoste aux États-Unis

Devanlay va racheter la licence Lacoste aux États-Unis. Le groupe textile français a en effet racheté pour 19,5 millions de dollars (97,5 millions de francs) la licence que détenait, sans l'avoir réellement développée, Crystal Brands, l'une des nombreuses sociétés du conglomérat américain General Mills. Cette cession est une aubaine pour Devanlay, partenaire industriel et associé de la Chemise Lacoste (dont il détient 35 % du capital, le solde de 65 % appartenant à la famille Lacoste). Le groupe français devient ainsi licencié de la marque au

crocodile sur l'ensemble du monde. L'opération s'ajoute également à la famille Lacoste, rachetée du faible dynamisme de la marque aux États-Unis. Les ventes des vêtements Lacoste atteignent actuellement environ 10 à 40 millions de dollars, ce qu'on juge, chez Devanlay, être en deçà du chiffre d'affaires potentiel. L'effort devrait porter en priorité sur la qualité de fabrication, aujourd'hui inférieure à celle que l'on trouve sur le marché européen et qui interdit actuellement aux États-Unis un positionnement haut de gamme.

## SOCIAL

Dans une lettre aux autres centrales syndicales

M. Louis Vianet (CGT) en appelle à l'unité d'action

Dans une lettre aux quatre autres confédérations (CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC), M. Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, reprend l'appel au dialogue qu'il avait lancé dans une lettre publiée le 19 juin. Interpellant les quatre dirigeants des centrales syndicales, il leur propose de créer « les instances d'une dynamique syndicale nouvelle, pour l'unité et l'action des syndicats ». Il propose un débat avec les salariés sur les enjeux de la « conquête et du renouveau du syndicalisme » et souhaite que toutes les organisations y participent, « chacune à partir de sa personnalité et de son patrimoine ». Il pense « à des propositions ».

« Une adresse aux salariés », émanant du bureau confédéral de la CGT, complète ce message. Il y est demandé à l'unité d'action, « il y a urgence à modifier l'image de la CGT et de déconstruire le mythe du « syndicalisme français », selon la CGT, qui considère qu'un véritable sursaut est à l'ordre du jour. « Il est important d'en discuter lucidement et ensemble », ajoute la CGT.

● Travail temporaire : activité en baisse en juin. — Calculée sur la base du volume de travail temporaire, l'activité du travail temporaire a encore baissé en juin de 5,5 % par rapport à mai passé. C'est la plus forte baisse mensuelle de l'année, souligne l'UNETT, l'un des deux syndicats professionnels. Le recul annuel est proche de 5 % au premier trimestre et il serait de 4 % pour le deuxième trimestre. En juin d'affaires, la baisse a été de 3,5 % en avril par rapport à l'an passé et de 2,5 % sur les cinq premiers mois de l'année.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### PROGRESSION DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU PREMIER SEMESTRE 1992

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe BSN s'est élevé à 36,3 milliards de francs pour les premiers mois de 1992 contre 31,9 milliards de francs pour la période correspondante de 1991, soit une progression de 14 %.

Les données par Branche s'établissent comme suit :

(en milliards de francs)	1991	1992
Produits Frais	10.653	13.359
Epicerie - Pâtes	6.311	6.666
Biscuits	6.312	6.615
Bières	3.418	3.526
Eaux Minérales	3.174	3.180
Emballage	3.701	3.738
	32.569	37.078
Cessions internes	(715)	(762)
TOTAL GROUPE	31.854	36.316

Les données relatives au premier semestre 1992 comprennent, pour la première fois, le chiffre d'affaires des sociétés suivantes :

- Danone S.A. en Espagne (Produits Frais)
- France Plats Cuisinés en France et Pycasa en Espagne (Epicerie - Pâtes)
- W. Jacob en Irlande (Biscuits)
- Italaqua en Italie (Eaux Minérales)

La structure du chiffre d'affaires par Branche est la suivante :

Produits Frais	6,1 %
Epicerie - Pâtes	2,9 %
Biscuits	2,3 %
Bières	5,8 %
Eaux Minérales	4,9 %
Emballage	1,2 %
TOTAL GROUPE	4,2 %



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'Administration du GFF qui s'est réuni le jeudi 23 juillet 1992 a pris connaissance de l'activité du premier semestre 1992 et des premières prévisions d'ensemble de l'exercice 1992, qui se ressentent de l'état général des marchés immobiliers, même si l'activité a été soutenue dans les secteurs de l'administration de biens et du crédit bail immobilier. Toutes les activités confondues, le volume des opérations engagées durant les six premiers mois de l'année, s'élève à 1,15 milliard de francs.

Les niveaux de valeur de l'immobilier devraient conduire à constituer la fin d'exercice, les compléments de provisions qui pèseront inévitablement sur le résultat.

Le Conseil d'Administration, après la récente augmentation de capital qui a porté les fonds propres à 1,15 milliards de francs (dont 250 millions de francs ont été affectés à une réserve spéciale pour faire face à d'éventuelles pertes en matière de construction-vente), a décidé d'élaborer un dispositif destiné à renforcer à nouveau les fonds propres et à réduire la charge des opérations de construction-vente.

A cet effet, les actionnaires institutionnels du GFF étudient, pour la soumission à une Assemblée Générale Extraordinaire qui se tiendra avant la fin de l'exercice, une opération d'apport de biens immobiliers, en échange desquels ils recevraient des titres du GFF. Le montant de cet apport qui ne peut pas être connu aujourd'hui, est l'objet d'une information du public dès qu'il sera connu. En outre, le GFF serait ainsi autorisé d'un important patrimoine immobilier propre, dont les perspectives de rendement et éventuellement d'arbitrage compenseraient à l'avenir les conséquences de la mise en œuvre de ses activités de promotion.

## SECURICIC

La Sicav monétaire

Comptes de l'exercice 31.05.1992

Actif net au 31.05.1992 :  
F 3.741.025.822

Performance du 31.12.1991 au  
20.07.1992 : + 11,3 % annualisés

Capitalisation des revenus de  
l'exercice

Le Président Christian MAUGEY a déclaré :

Sicav de court terme offrant une parfaite liquidité aux fonds qui lui sont confiés, SECURICIC offre à sa clientèle une rémunération proche du marché monétaire.

La capitalisation de ses revenus et l'absence de tout droit d'entrée ou de sortie permettent aux souscripteurs de gérer leur trésorerie au plus juste et sans contrainte.

A.G.O. du 21.07.1992

CIC Paris

on vous en donne plus pour votre argent

Consultez les valeurs liquidatives de nos FCP sur Minitel ou code CIC



# INITIATIVES

## DIRECTEUR DES RELATIONS SOCIALES ET DU PERSONNEL

Paris - Important organisme d'assurance maladie (1 200 personnes - 800.000 assurés), nous sommes implantés à Paris et en province. Nous recherchons notre directeur des relations sociales et du personnel. Rattaché à la direction générale et membre du comité de direction, il s'appuiera sur son équipe pour assurer l'intégralité de la fonction. Il s'investira particulièrement dans la gestion des relations avec les partenaires sociaux. Il sera également chargé de la mise en place de la nouvelle convention collective. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de

l'enseignement supérieur (droit social de préférence) ayant acquis une expérience de 7 années environ dans la fonction personnel au sein d'une société d'assurances de préférence ou du secteur bancaire financier. Outre des capacités relationnelles (diplomatie, négociation), vous êtes un animateur d'équipe et souhaitez évoluer vers de larges responsabilités. Écrivez à Catherine HAMMEL, indiquant votre rémunération actuelle ainsi que la référence A/F9016M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.59.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

Une des toutes premières d'ingénierie française recherche un

## Juriste d'Affaires

Paris Ouest

Rattaché au Directeur du service, au sein d'une équipe de juristes expérimentés, vous assurez le suivi et l'assistance de la maison-mère et ses filiales dans les domaines suivants :  
- Droit des sociétés, créations, fusions-acquisitions, augmentations de capital, apports...  
- Accords, contrats, protocoles, promesses de vente, réponses à appel d'offres, cadres internationaux...

Agé de 28/30 ans, de formation supérieure en droit des affaires, vous avez acquis 3/4 ans d'expérience au sein d'une entreprise de grande envergure internationale.

Excellent juriste, vous aimez le travail en équipe et souhaitez développer vos qualités de rigueur et de sens du terrain, dans un groupe en plein essor, offrant de réelles perspectives de carrière.

Vous parlez et écrivez parfaitement anglais et avez de préférence un bon niveau d'allemand.

Contactez Dominique Montabrie au (1) 45 53 11 11 ou adressez CV + photo + lettre manuscrite + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis Spontini 75116 Paris, réf. DM8310MO.

**MP**  
**Michael Page Tax & Legal**  
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal



UNION NOTARIALE FINANCIERE

Ensemble de notaires en place par le NOTARIAT, nous sommes désormais parmi les premiers intervenants dans le Conseil en Patrimoine.

## DIRECTEUR

DE NOTRE DIRECTION RÉGIONALE DE ROUEN.

Départements : 14 - 27 - 50 - 61 - 76

- A 40 ans environ, vous avez une expérience significative acquise en banque, assurance ou établissement financier.  
- À ROUEN, vous animeriez une équipe de conseillers patrimoniaux et d'assistants commerciaux sur votre territoire régional.  
- La connaissance du milieu notarial est une atout.

Adressez C.V. + photo + prétentions à :  
UNOFI  
Direction du Personnel - J. MARTIN  
11 bis rue Jean Goujon - 75008 PARIS.

ÉCOLE DES MINES DE PARIS

Vous êtes jeunes diplômés

## mécanique matériaux

Vous voulez valoriser votre diplôme, Grandes Ecoles - D.E.A.

## l'école des mines de Paris

Vous proposez deux formations au centre de mise en forme des matériaux (Sophia-Antipolis - 06)

dans les domaines suivants : matériaux modernes (allages métalliques, polymères, composites), mécanique, simulation numérique, rhéologie, métallurgie, plasturgie, en liaison avec l'industrie française et internationale.

THESE DE DOCTORAT  
- Durée : 3 ans - Rémunération : 100 000 F nets annuels  
- bourses CIFRE.

MASTÈRE  
- Durée : 1 an dont 6 mois de stage - Frais de scolarité pris en charge.

Envoyer CV détaillé et photo avant le 22 août à :  
- Thèse : Madame Capitant  
- Mastère : M. Laboureur  
Ecole des Mines - Sophia Antipolis 06565 Valbonne Cedex.  
Tél. (16) 93 75 75.

## RESPONSABLE MARKETING ET COMMUNICATION

LE  
CRÉDIT AGRICOLE  
PREMIER GROUPE  
BANCAIRE  
EUROPÉEN  
57 000 GUICHETS  
73 000 SALARIÉS

Au sein de la Direction de la Clientèle des Particuliers, les principales missions seront :

- Réaliser les études de Marketing Général et les études de marché sur le marché des particuliers.
- Définir le plan de communication et assurer les relations avec les médias, presse et publicité.
- Développer l'activité I.A.R.D. en phase de lancement.
- Mettre en place une équipe de 10 personnes.

Vous êtes diplômé d'une école et avez acquis une première expérience marketing dans le domaine bancaire. Esprit ouvert, vous avez de bonnes capacités de veille et des relations humaines. Dynamisme, persuasion, créativité, sont des traits constants de votre personnalité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) au CRÉDIT AGRICOLE DE L'EURO - Direction des Ressources Humaines - 5, rue de la Rochette - 27004 EVREUX cedex.

## Responsable projets éditions scientifiques

HACHETTE Education occupe une place de premier plan dans l'édition d'ouvrages scolaires et parascolaires.

Organisés en équipes éditoriales par niveau d'enseignement ou par discipline, les Responsables de projets sont chargés de concevoir et de créer des ouvrages et des collections. Vous serez chargé de définir, en collaboration avec la Direction Éditoriale, des projets adaptés au marché. Vous suivrez la réalisation, coordonnant et supervisant le travail des auteurs et des différents intervenants. Vous suivrez ensuite la vie de vos ouvrages sur le marché.

De formation scientifique (Bac + 4 minimum), vous avez une expérience, de quatre ans au moins, dans l'édition de collections scientifiques pour les lycées et collèges, et, si possible, une pratique de l'enseignement. Votre connaissance de l'informatique éditoriale est un atout.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 92042 à la Gestion du Groupe Livre HACHETTE - 24, bd St-Michel - 75006 PARIS.

**HACHETTE GROUPE LIVRE**

## CABINET CONSEIL EN MANAGEMENT

recherche pour faire face à son développement

## 2 CONSULTANTS SENIORS

• Un consultant en contrôle de gestion, organisation et système d'information maîtrisant parfaitement les méthodes d'élaboration des cahiers des charges d'application informatique et gestion.

• Un consultant en management des ressources humaines (gestion prévisionnelle des effectifs, recrutement, plan de formation, management participatif et projet d'entreprise).

Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, les candidat(e)s devront justifier d'une expérience professionnelle réussie d'au moins 5 ans en entreprise ou cabinet conseil.

Les deux postes sont basés à Paris avec de fréquents déplacements.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence à :

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75905 Paris Cedex 15

Filière de BOSCH TELECOM

## RESPONSABLE JURIDIQUE H/F

(3<sup>e</sup> construction européenne) au sein d'une petite équipe, vos responsabilités engloberont diverses facettes du domaine juridique :

• Rédaction des actes juridiques et des contrats (1 000 personnes) avec ses filiales ;

• Gestion des litiges (fusions, acquisitions, litiges...) ;

• Gestion des affaires de droit commercial (France et Export) ;

• Secrétaire général.

Ce poste est une bonne opportunité pour un candidat en formation juridique supérieure, fort d'une première expérience de 5 ans environ acquise en entreprise ou cabinet.

Un bon niveau d'anglais est indispensable, l'allemand est apprécié.

Des déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. LM 2309 à JS TELECOM - Catherine HUSSON - 36/38 rue de la Princesse - 78430 LOUVIÈRES.

**JS TELECOM**  
Bosch Telecom

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

36 15 LM







## VIE DES ENTREPRISES

Les déboires du KIO en Espagne

## Les Koweïtiens vont injecter 200 millions de francs dans le capital du groupe chimique Ercros

Après avoir donné l'impression de jeter l'éponge, les Koweïtiens ont finalement décidé d'injecter 200 millions de francs dans le capital d'Ercros, le groupe chimique espagnol placé le 8 juillet en suspension de paiements qu'ils contrôlent à hauteur de 50 % (le Monde du 11 juillet).

L'arrivée d'argent frais ne permettra pas de renflouer Ercros. Surtout présent dans le secteur des engrais, le groupe a perdu la bataille des 200 millions de francs en 1991, et 275 millions supplémentaires au cours du premier trimestre de l'année. L'année finie 2,5 milliards de francs et son endettement avoisine la dizaine de milliards. Cette bouffée d'oxygène permettra tout juste de tenir le cap à l'été. Mais d'ici là, les responsables du Kuwait Investment Office (KIO), holding financier qui, depuis Londres, gère les participations de l'émirat

Espagne, aura à prendre la décision de l'Etat d'Ercros (un audit effectué par le cabinet Copper's and Lybrand) et de l'Etat espagnol pour l'ensemble des participations du KIO en Espagne.

Ces dernières semaines, l'objectif des Koweïtiens est de résumer l'Etat espagnol par une banque. L'Etat espagnol a une dette de 1,2 milliard de francs. Aux banques, il a demandé d'accepter un refinancement de la dette du groupe. En même temps, les pouvoirs publics, qui ont déjà apporté 1 milliard de francs, de participer à la restructuration industrielle qui devait suivre.

Ni les Koweïtiens, ni l'Etat espagnol, n'ont obtenu un renflouement d'Ercros. Gênante pour la famille régnante à Al Bah, l'affaire commence à ébranler quelques législatives prévues en septembre.

Les contre-performances d'Ercros sont intimement liées à la déconfiture de la filiale du groupe spécialisée dans les engrais, Fesa et Enfersa. Conséquence d'une mauvaise gestion, la filiale a subi une perte de 1,2 milliard de francs. La responsabilité est assumée par la direction de l'ensemble, M. Javier de la Rosa. L'ancien homme de confiance des Koweïtiens, l'Espagne a préféré, à quelques semaines, abandonner ses responsabilités.

J.-P. T.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## CAPITAL

Les actionnaires néerlandais mécontents de l'accord Fokker-Dass. - L'Association néerlandaise des actionnaires (VBA) estime que la prise de participation de 51 % du groupe aéronautique allemand par Fokker est défavorable pour les actionnaires, qui ont des parts dans leurs possessions. Dans un communiqué, la VBA indique que les actionnaires privés institutionnels de Fokker devraient avoir le droit de vendre leurs actions à leur possession à Fokker. Le prix devra au minimum être calculé sur la base du montant du gouvernement néerlandais pour la participation dans le holding. La VBA a donc demandé au ministre néerlandais de l'économie, M. Koos Andriessen, que Dass fasse encore une offre, partielle ou sur les actions Fokker.

Les actionnaires de Hoesch approuvent la fusion avec Krupp. - Les actionnaires du groupe sidérurgique allemand Hoesch ont définitivement approuvé, lundi 27 juillet, la fusion avec le groupe Krupp AG. L'opération, approuvée au cours de 99,73 % des voix, donne naissance au onzième groupe industriel allemand, avec 25 milliards de marks (85 milliards de francs environ) de chiffre d'affaires annuel et quelque 100 000 employés. Les petits actionnaires ont toutefois exprimé leur mécontentement que Hoesch ait été sous-évalué dans le rapport de fusion et le coefficient d'échange d'actions - 10 actions Krupp pour 13 actions Hoesch - leur dévalorisable. La fusion, qui donne naissance au Fried. Krupp AG Hoesch-Krupp, a été approuvée, effective au 1<sup>er</sup> janvier 1993, qu'elle sera inscrite au registre du commerce.

## SOCIAL

Renault : cinq syndicats ont signé l'accord sur le complément de carrière. - La CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, la CIST et l'UNSA ont signé, vendredi 27 juillet, l'accord sur l'aménagement du dispositif de rémunération de certaines catégories de personnel de Renault (le Monde du 11 juillet). Instituant un « complément de carrière » pour les ouvriers de la Régie, qui a un élargissement à « fourchettes » de rémunérations des employés, techniciens et cadres de maîtrise (ETAM), l'accord n'a pas été signé par la CGT qui dénonce une « stratégie de la direction pour individualiser les salaires ». Précisant que l'accord s'applique en application du 1<sup>er</sup> septembre, la direction de Renault a indiqué, lundi 27 juillet, que le nouveau système permet de reconnaître au mieux l'expérience, les compétences professionnelles et la contribution au progrès de l'entreprise de chacun des salariés.

Paribas : grève peu suivie. - Selon la direction de la banque Paribas, le mouvement de grève lancé lundi 27 juillet par l'intersyndicat CFDT, CFTC, FI et SNB-CGC aurait été peu suivi. Dans un communiqué, elle indique que la participation à la manifestation de 18 % pour ceux du réseau. Ce mouvement avait décidé de protester contre le projet de restructuration du réseau de la banque qui pourrait entraîner 123 suppressions de postes. Un comité central d'entreprise devait se réunir le mardi 27 juillet.

## ASSISTANCE

BP aidera le Koweït à reorganiser sa production pétrolière. - British Petroleum (BP) a signé un accord d'assistance technique avec la compagnie pétrolière koweïtite Kuwait Oil Company

(KOC) pour reorganiser la production pétrolière de l'émirat. Par la destruction de la guerre du Golfe, BP Exploration offrira pendant deux ans un soutien technique dans deux domaines : mise en production, gestion de réserves, évaluation des dommages et forage. BP Exploration participera également aux programmes de recherche de la compagnie britannique, a précisé BP.

## ACQUISITION

Chargeurs réunis Guillo entertainment. - Le groupe Chargeurs a étoffé sa division communication avec le rachat de Guillo entertainment, une société britannique spécialisée dans la distribution de films et de cassettes vidéo. Le rachat de la transaction n'a pas été divulgué. Guillo est le premier distributeur indépendant de films en Grande-Bretagne, avec une part de marché de 14 %. Pour les cassettes, Guillo occupe 1 % du marché. La société est également représentée en Europe de l'Est et son chiffre d'affaires global est de 35 millions de livres en 1991 (336 millions de francs). Cette acquisition complète les activités de production (Renn, Pricel, Allied filmakers), mais aussi de distribution et d'exploitation (Pricel, Pricel, AMLF) du groupe Chargeurs.

## NOMINATION

Place M. Serge Milhaud à la tête de Paribas. - M. Serge Milhaud a été désigné, lundi 27 juillet, comme PDG de la banque Source Paribas par le conseil d'administration. M. Milhaud, soixante ans, dirigeait Vitel, filiale de Paribas depuis le mois de juin. Il a succédé à M. Jacques Vincent, au service de la banque Paribas, qui a quitté la banque pour rejoindre la famille Agnelli. M. Milhaud a affirmé l'essentiel de sa carrière chez Paribas.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## GROUPE GAN

## Division du nominal précédée d'une élévation par incorporation de primes

Le Conseil d'Administration de la Société Centrale du GAN réunit le 22 juin 1992, la présidence de M. François HEILBRONNER, a décidé :

- de procéder, en vertu de l'autorisation et des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Mixte du 23 février 1990, à l'augmentation du capital de 100 000 000 F à 443 000 000 F par incorporation de primes d'élévation de 37 F à 100 F de la valeur nominale des 1 076 000 actions actuellement existantes,
- de réduire, en vertu de l'autorisation et des pouvoirs qui lui ont été donnés par l'Assemblée Générale Mixte du 19 juin 1992, de 100 F la valeur nominale des actions et de multiplier par quatre le nombre d'actions composant le capital social par voie d'échange de quatre actions nouvelles de 10 F contre une action ancienne de 40 F.

Cette opération sera effectuée d'office en SICOVAM le 1<sup>er</sup> août 1992 par le quadruplement des soldes d'actions figurant au compte des affiliés à l'issue de la journée comptable du 31 juillet 1992. L'inscription en action de 10 F nominal.

En conséquence de l'augmentation de capital et de la division du nominal, la parité d'exercice des bons de souscription d'actions émis lors de l'augmentation de capital du 1<sup>er</sup> juillet 1991 sera, à partir du 1<sup>er</sup> août 1992, de quatre actions de 10 F nominal pour deux bons, pour un prix d'exercice inchangé de 2 150 F.

Le 1<sup>er</sup> août 1992, les 44 307 468 actions de 10 F nominal seront admises à la Cote Officielle de la Bourse de Paris, règlement mensuel (Code SICOVAM 12 503, libellé GAN en lieu et place des 11 867 actions de 37 F nominal actuellement existantes).



Le premier groupe européen de bancassurance

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 28 juillet ↑

## Petite hausse

La Bourse de Paris a poursuivi son redressement mardi 28 juillet après avoir gagné 1,20 % lundi. A l'ouverture, l'indice CAC 40 s'inscrivait sur une petite hausse de 0,14 % et gagnait ensuite progressivement du terrain dans un marché calme. En début d'après-midi, le CAC 40 progressait de 0,48 % à 1 783,36 points.

Les valeurs françaises semblaient avoir momentanément digéré la succession de mauvaises nouvelles des derniers jours en provenance de Tokyo et des marchés de taux, sans oublier la faiblesse persistante de l'activité économique. La place parisienne bénéficiait également du redressement du MATIF en hausse assez sensible au milieu de la journée.

Pour autant, cette embellie ressemblait plus à une correction des écarts à la baisse des dernières semaines qu'à une véritable reprise. Les investisseurs restent prudentes et le volume des transactions reste relativement faible à environ 800 millions de francs mardi en milieu de séance sur le marché à règlement mensuel.

Du côté des valeurs, les « blue chips » étaient plutôt bien orientées, à l'image de Bouygues, en hausse de 3,4 %, de LVMH, qui gagnait 1,7 %, d'Alcatel-Alsthom, qui progressait de 1,3 % et de Michelin, qui affichait un gain de 1,2 %. En revanche, Euro Dispositif perdait 1,8 % et BSN cédait 1,3 %.

NEW-YORK, 27 juillet ↓

## Calme

Wall Street a terminé quasiment inchangé, lundi 27 juillet, à l'issue d'une séance irrégulière. Après avoir fluctué tout au long de la journée dans une fourchette étroite, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes, principal baromètre de la grande Bourse new-yorkaise, s'est écarté de 3 282,20 points en baisse de 3,61 points (-0,11 %). Le marché a été très calme avec quelque 165 millions d'actions échangées. Les écarts en hausse ont digéré les valeurs en baisse à 901 contre 509.

En dépit du soutien apporté à la fois par l'annonce d'une baisse du taux d'escompte par la Banque du Japon et par l'annonce des relations entre l'Irak et l'ONU, les investisseurs sont restés l'arme au pied. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente jours, principal référentiel, a reculé à 7,51 % contre 7,54 %.

LONDRES, 27 juillet ↓

## Nouvelle baisse

La Bourse de Londres a vu de nouveau baisser, lundi 27 juillet, son niveau le plus bas depuis le début de l'année. A l'issue d'une séance agitée, l'indice Footsie des valeurs britanniques a perdu 12,3 points (-1,2 %) à 1 021,25 points pour ce premier jour du terme boursier d'août.

Le marché continue à être affecté par la faiblesse de l'activité économique, notamment au Royaume-Uni, et à souffrir d'une série de déconvenues de dividendes. La réduction des tensions dans le Golfe après l'accord entre l'Irak et l'ONU et le léger raffermissement de la livre n'ont pas réussi à limiter les pertes.

VALEURS	Cours de 26 juillet	Cours de 27 juillet
Alcatel	43 1/8	42 3/4
Alcatel	43 1/8	42 3/4
Alcatel	43 1/8	42 3/4
Alcatel	43 1/8	42 3/4
Alcatel	43 1/8	42 3/4
Alcatel	43 1/8	42 3/4
Alcatel	43 1/8	42 3/4
Alcatel	43 1/8	42 3/4
Alcatel	43 1/8	42 3/4
Alcatel	43 1/8	42 3/4

TOKYO, 28 juillet ↑

## Sans conviction

La Bourse de Tokyo a clôturé en très légère hausse, mardi 28 juillet, à l'issue d'une séance irrégulière. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a gagné 53,30 points, soit 0,38 %, à 13 654,64 points, dans un volume de 170 millions de titres environ. Il avait atteint un plus bas niveau de séance à 15 200,82 points (après un quart d'heure d'échanges) et un plus haut à 15 510,64 points.

Les investisseurs semblent être absents, en raison des vacances, soit sur le tchou, parce que déçus par le manque de réaction positive du marché à la baisse du taux d'escompte japonais lundi. La petite reprise observée n'est faite, selon les boursiers, que des rachats de découvertes, mais sans véritable conviction. Un autre intervenant a estimé que le Nikkei pourrait tester de nouveaux « plus bas » et risquer même de dépasser la baisse la barre des 15 000 points d'ici à la fin de la semaine.

VALEURS	Cours de 27 juillet	Cours de 28 juillet
Alcatel	1 120	1 120
Alcatel	1 120	1 120
Alcatel	1 120	1 120
Alcatel	1 120	1 120
Alcatel	1 120	1 120
Alcatel	1 120	1 120
Alcatel	1 120	1 120
Alcatel	1 120	1 120
Alcatel	1 120	1 120
Alcatel	1 120	1 120

REDICTION ET...  
15, RUE FALGUIERE  
75001 PARIS  
Tél. (1) 40-65-25-26  
Télécopieur 40-65-25-89  
ALLOCATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVRE-MERY  
92000 NANTERRE  
Tél. (1) 40-65-25-26  
Télécopieur 40-65-30-10

## Le Monde

Renseignements : 46-62-72-67

PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4272	4200	Imtech	1030	1000
Amstel	211 50	172 50	Imtech	130	...
B.A.C.	23 70	28 70	Imtech	58 50	...
Banque	710	...	Imtech	111 10	112 40
Banque	481	481	Imtech	295 70	295 70
Banque	107	105	Imtech	150	...
Banque	332	...	Imtech	433	423
Banque	701	715	Imtech	330	330
Banque	180	180	Imtech	85 50	85 50
Banque	274	274	Imtech	255	...
Banque	1026	1025	Imtech	315	324
Banque	283	...	Imtech	507	518
Banque	1216	...	Imtech	343	343
Banque	294	282	Imtech	255	250
Banque	1082	1085	Imtech	99 70	90 05
Banque	370	...	Imtech	780	780
Banque	986	1012	Imtech	...	...
Banque	166	165	Imtech	...	...
Banque	107	...	Imtech	...	...
Banque	240	240	Imtech	...	...
Banque	178	188	Imtech	...	...
Banque	110	...	Imtech	...	...
Banque	66 90	66	Imtech	...	...
Banque	330	335	Imtech	...	...
Banque	188	...	Imtech	...	...
Banque	168	168 90	Imtech	...	...
Banque	62 50	...	Imtech	...	...

## LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Cotation en pourcentage du 27 juillet 1992  
Nombre de transactions estimées : 70 000

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	185,58	185,90	186,30
Précédent	185,66	185,88	186,30

## Options sur notationnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 92	Déc. 92	Sept. 92	Déc. 92
107	0,17	0,89	1,59	2,02

## CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	juillet 92	août 92	septembre 92
Dernier	1 751	1 766	1 782
Précédent	1 745	1 760	1 775,30

## CHANGES

## 5,01 F ↓

Le dollar s'est sensiblement affaibli mardi 28 juillet à Tokyo, où il s'est établi à 127,35 yens, en baisse de 0,82 yen par rapport à la veille. A Paris, le dollar a baissé à 5,01 francs par rapport à 5,01 francs mardi au cours des premiers échanges entre banques. La veille, il s'était échangé à 5,0110 francs à la clôture des échanges.

FRANCOFRANK	27 juillet	28 juillet
Frank (en DM)	1,4864	1,4785
TOKYO	27 juillet	28 juillet
Dollar (en yen)	124,17	127,35

## MARCHÉ MONÉTAIRE

MARCHÉ MONÉTAIRE	
(taux privés)	
Paris (28 juillet).....	9 15-16 - 10 1/16 %
New-York (27 juillet).....	3 1/4 %

## BOURSES

24 juillet 27 juillet  
Valeurs françaises... 181,50  
Valeurs étrangères... 181,50  
Indice général CAC... 1 751,30  
Indice général CAC... 1 751,30

NEW-YORK (indice Dow Jones)  
24 juillet 27 juillet  
Industrielles... 3 282,20  
LONDRES (indice Financial Times)  
24 juillet 27 juillet  
100 valeurs... 2 377,20  
30 valeurs... 1 785,10  
Aléas d'or... 1 767  
Fonds d'Etat... 89,19

FRANCOFRANK  
24 juillet 27 juillet  
Dax... 1 610,42  
TOKYO  
27 juillet 28 juillet  
Nikkei Dow Jones... 15 373,34  
Indice général... 1 193,94

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	4,9955	4,9975	5,0010	5,0060
Yen (100)	5,9180	5,9211	5,9777	5,9860
Ecu	6,8887	6,8965	6,9765	6,9895
Deutschmark	3,3785	3,3790	3,3816	3,3846
Franc suisse	3,8279	3,8325	3,8425	3,8512
Lire italienne (1000)	4,4620	4,4640	4,4660	4,4682
Livre sterling	9,6248	9,6290	9,6358	9,6381
Peseta (100)	5,3856	5,3107	5,2627	5,2730

## TAUX D'INTERET DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/4	3 3/8	3 5/16	3 7/16	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	3 1/16	4 1/16	3 7/8	4	3 3/4	3 7/8
Ecu	8 1/16	11 1/16	10 7/8	11	10 7/8	11
Deutschmark	9 9/16	9 5/8	9 3/4	9 1/2	9 1/2	9 1/16
Franc suisse	3 7/16	3 9/16	3 1/2	3 5/8	3 1/2	3 5/8
Lire italienne (1000)	16 7/8	17 1/8	15 5/8	15 7/8	15 1/2	15 3/4
Livre sterling	10 1/8	10 1/8	10 1/4	10 3/8	10 1/4	10 3/8
Peseta (100)	13	13 1/4	13 1/8	13 3/8	13 1/8	13 5/8
FRANCO FRANÇAIS	10	10 1/8	10 3/16	10 5/16	10 3/16	10 5/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, sont communiqués en fin de journée à la Salle des marchés à terme.

## LA BOURSE EN DIRECT

## LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de nos valeurs ou le mouvement global du marché portefeuille

## BOURSE

16.15 LE MONDE

150







## AGENDA

## CINÉMA

## LA CINÉMATHEQUE

## PALAIS DE CHAILLOT

MERCREDI  
Une histoire du film policier français : la Métamorphose des détectives (1968), de Pierre Granier-Deferre, 18 h 30 ; Tibis rouge (1976), de Jean-Pierre Mocky, 21 h.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie  
porte Saint-Eustache  
Forum des Halles  
(47-04-24-24)

## MERCREDI

Portraits de Paris : Enquêtes policières : Haussmann et l'Haussmannisation (1989) de Jean Douchet, Paris 1931 (1989) de J. Luchet, Paris qui dort (1923) de René Clair, 14 h 30 ; Paris moderne : Paris, la Belle de Jacques et Pierre Prévert, Hôtel des Invalides (1951) de Georges Dantona, la Dernière Nuit des Indes (1970) de Marie-France Segler, Où va-t-on se nicher ? (1982), 18 h 30 ; Paris éternel : la Seine à Montmartre (1951) de Jean-Louis Bally, les Rendez-vous du Père-Lachaise (1991) de Christian Passuello, 18 h 30 ; Balade poétique : Champagne-Elysées (1953) de Walter Crane et Robert Thérond, Zazie dans le métro (1960) de Louis Malle, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

L'ÂGE DE VIVRE (Brit., v.o.) : Cédric Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (45-35-30-40) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

Nous publions le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

## LES SÉANCES SPÉCIALES

A TOUTES VITESSES : Cinéma, 19 (42-05-34-00) film mar. jeu. ven. sam. dim. mar. de 11 h 15 toutes les 20 minutes.

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-64-46-85) mar. sam. 13 h 30.

LES ARMES DE L'ESPRIT (Fr.) : Utopia, 15 (45-32-91-68) mar. jeu. ven. dim. 18 h 30.

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) mar. 18 h.

BAISERS VOILES (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-97-77) mar. ven. dim. mar. 12 h.

BÉRUBET DIT LA BOULIE (Fr.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) mar. 14 h.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) (copie neuve) mar. 20 h.

CHERIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (43-33-97-77) mar. 18 h.

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) mar. 10 h 30.

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : Reflet Médias Logos, 15 (45-64-46-85) mar. 18 h.

LES FILMS NOUVEAUX

LES AVENTURES D'UN HOMME INVISIBLE : Film américain de John Carpenter, 15 (45-64-46-85) mar. 18 h.

FAUTE DE PREUVES (Brit., v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-40-40).

FISHER KING (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

FRANC-PARLER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Paris François, 9 (47-70-33-88).

GLADIATEURS (A., v.o.) : Paris Ciné 1, 10 (45-64-46-85) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

L'HOMME QUI PLANTAIT DES ARBRES (Can.) : Utopia, 5 (43-54-72-71) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

HOOK (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; Les Montparnasse, 15 (45-32-91-68) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

I WAS ON MARS (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-58-00).

INDOCHINE (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).

LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-63-10-82) ; UGC Convention, 15 (45-39-52-43) ; UGC Parnasse, 14 (45-35-30-40).</







Ancien dirigeant du Parti communiste

## Auguste Lecœur est mort

Auguste Lecœur, ancien député communiste, ancien secrétaire à l'organisation du PCF, est mort le 26 juillet à l'âge de quatre-vingts ans. Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Crissey (Saône-et-Loire).

La mémoire rouge et la mémoire noire. Auguste Lecœur a illustré à sa manière franche et brutale, rapée, par le réalisateur Mosco dans la série *Mémoires d'ex* consacrée aux exclus du PCF, les deux facettes de l'histoire communiste.

Né en 1911, militant communiste à seize ans, syndicaliste actif dont le Parti repère très vite d'incontestables talents d'organisateur, Auguste Lecœur est délégué en Espagne, au plus fort de la guerre d'Espagne, au sein des Brigades internationales. De retour en France, secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais, il défend le pacte germano-soviétique ce qui lui vaut d'être emprisonné pendant six mois. Capturé puis évadé en 1940, Auguste Lecœur reprend en main la fédération du Pas-de-Calais et participe activement à la grève des mineurs de 1941.

Copré en 1942 par la direction nationale clandestine du PCF, où il a la lourde tâche de veiller à l'organisation, il impose une discipline rigoureuse et efficace. A la Libération, sa carrière au sein de la hiérarchie communiste marque le pas. Il est élu maire de Lens puis député du Pas-de-Calais. Membre du sous-comité d'Etat à la production industrielle du cabinet Gouin en 1946, chargé du charbon, il est à nouveau chargé des questions d'organisation du PCF à partir de 1949. En 1952, il est au sommet de son pouvoir. Numéro trois du Parti, il est présenté, à tort, comme le dauphin du secrétaire général, Maurice Thorez.

La chute, en effet, est proche. Commence alors la mémoire noire. Suspecté par la direction thorézienne, selon Philippe Robieux dans sa précieuse *Histoire intérieure du Parti communiste*, d'être

le pion des réformateurs soviétiques, après la mort de Staline, Auguste Lecœur est exclu pour une année du Parti en 1954. Démissionnaire, son exclusion est prononcée à titre définitif en 1955. Avec d'anciens du PCF, il lance en 1956 le périodique *la Nation socialiste* qu'il dirigera pendant vingt-deux ans. Il adhère à la SFIO en 1958, puis au Parti socialiste démocrate en 1976.

## Règlement de comptes

Pendant ces années, Auguste Lecœur ne cessera de régler ses comptes avec son ancien parti et singulièrement ses directions successives au travers de plusieurs livres qui lui donnent notamment l'occasion de s'en prendre à la légende résistante. Auguste Lecœur concentrera également ses feux sur la personne de l'actuel secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, et particulièrement sur le séjour de ce dernier en Allemagne pendant l'Occupation. Traité devant les tribunaux en 1978 par M. Marchais après la publication dans *la Nation socialiste* de documents modifiés accablant la thèse, toujours contestée par l'État, d'un départ volontaire du secrétaire général en Allemagne, Auguste Lecœur sera relaxé.

GILLES PARIS

[Né le 4 septembre 1911 à Lille (Nord), mineur, Auguste Lecœur participe à la guerre d'Espagne, en 1937, comme chef de bataillon des Brigades internationales. Membre du comité central du parti communiste français en 1938, secrétaire à l'organisation pendant la période de clandestinité, de 1942 à 1944, il est, à la Libération, sous-secrétaire d'Etat à la production industrielle. Maire de Lens de 1945 à 1947, député du Pas-de-Calais dans les deux assemblées constituantes, puis jusqu'en 1954, il est par ailleurs secrétaire général de la Fédération communiste du Pas-de-Calais et président de la Fédération des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. Chargé de l'organisation du PCF à partir de 1949, numéro trois du parti en 1952, Auguste Lecœur en est exclu en 1955, il adhère à la SFIO en 1958, puis au Parti socialiste démocrate en 1976.]

Selon des écologistes norvégiens

## L'immersion par les Russes de déchets nucléaires se poursuit en mer de Barents

STOCKHOLM

de notre correspondant

Les chiffres restent pour l'instant imprécis, mais les informations fournies par certains organismes russes confirment de plus en plus l'image de poubelle nucléaire soviétique qu'est devenue en trente ans la mer de Barents, l'une des mers les plus poissonneuses du globe. L'organisation écologiste norvégienne Bellona, qui concentre ses recherches sur la Nouvelle-Zélande, la mer de Barents et la mer de Kara, vient d'obtenir confirmation, par le Comité pour la défense de l'environnement de Mourmansk et la Murmansk Shipping Company (M), que l'immersion de déchets atomiques - en tout cas sous forme liquide - se poursuit dans cette région.

La péninsule de Kola abrite la plus forte concentration de réacteurs nucléaires du monde, la plupart équipant les unités de la flotte nord. Le navire militaire de détection radiologique *Amour* collecte les eaux de refroidissement contaminées de ces réacteurs dans les basses navales le long de la péninsule, les mélange ensuite, à bord, à de l'eau de mer dans des conteneurs spéciaux, avant de les immerger. L'immersion se fait, selon un responsable de la Murmansk Shipping Company, en cinq endroits dans la mer de Barents, dont un en pleine « zone grise » - la zone de pêche en litige entre la Russie et la Norvège.

## L'organisation humanitaire «Middle East Watch» dénonce la torture en Egypte

Dans son premier rapport sur les droits de l'homme en Egypte, intitulé «Dernière des portes closes : torture et détention en Egypte», l'organisation américaine de défense des droits de l'homme *Middle East Watch* (MEW) a appelé, lundi 28 juillet, l'administration américaine et la CEE à «suspendre toutes leurs aides» à l'Egypte, aussi longtemps que sera pratiquée la torture contre les prévenus et détenus. MEW demande au gouvernement américain de révéler d'éventuelles «circonstances extraordinaires» qui l'empêcheraient d'adopter une telle attitude, «à moins que le respect des droits de l'homme est exigé par la législation américaine». L'Egypte est la deuxième bénéficiaire, après Israël, de l'aide américaine à l'étranger, avec environ 2,1 milliards de dollars. (AFP)

## EN BREF

M. Christian Raynal quitte ses fonctions de secrétaire départemental du RPR, en Haute-Garonne. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a accepté jeudi 23 juillet la démission présentée par M. Christian Raynal de ses fonctions de secrétaire départemental de la Haute-Garonne, a indiqué le mouvement gaulliste dans un communiqué. M. Raynal a précisé que «le désaccord est au plus haut niveau» entre M. Alain Juppé et lui sur le rôle du secrétaire départemental. M. Jean-Marie Cambacérès annonce sa candidature aux législatives dans le Gard. M. Jean-Marie Cambacérès, député non inscrit (ex-FS) de la deuxième circonscription du Gard, a annoncé samedi 18 juillet, au Calvar (Gard), à l'occasion de l'université d'été de son mouvement AGIR (Alliance générale d'initiatives et de réflexions), son intention de se représenter aux élections législatives de mars 1993 dans cette même circonscription.

## Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les attractions. ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Musée d'exposition 111, rue Le Fayette 101 - 87 Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18. A Grenoble : 76-41-17-47 ; à Lyon : 05-05-16-15.

## La population

Le bateau de l'organisation, le *Genius*, entreprendra, à la fin du mois d'août, une tournée le long des côtes norvégiennes pour informer la population des dangers que représente le voisinage avec la Russie. Il y a des centrales nucléaires en mauvais état, en particulier celle de Polyarny-Zori sur la presqu'île de Kola : des navires sur lesquels sont entreposés des déchets nucléaires à Mourmansk ; la soixantaine de vieux sous-marins à propulsion nucléaire qui rouillent le long des côtes de Kola. Il y a aussi l'immersion, en contravention avec la convention de Londres, de matières radioactives. Ainsi, le *Komatsushima*, ce sous-

marin qui a sombré à la suite d'un incendie à bord en avril 1989 avec vraisemblablement ses deux réacteurs et plusieurs ogives nucléaires, gît par 1 600 mètres de fond entre le Spitzberg et le cap Nord. A cela s'ajoute le danger des tests nucléaires en Nouvelle-Zélande, que la Russie menace de reprendre si les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne cessent pas les leurs dans le Nevada.

Tandis que Bellona espère obtenir l'autorisation d'entrer dans les eaux russes et visiter les ports de Mourmansk et Arkhangelsk, les autorités norvégiennes et russes travaillent à la mise sur pied d'une commission conjointe pour examiner l'étendue de l'immersion de matières radioactives dans cette région. Une mission officielle devrait se rendre dans la mer de Kara dans les deux mois qui viennent pour procéder notamment à des relevés et visiter des sites de traitement et de stockage des déchets. En attendant, Saint-Petersbourg doit accueillir, du 27 juillet au 2 août, une conférence écologique finno-russe, avec la participation du ministère russe de l'environnement, pour traiter de la gestion du nucléaire civil et militaire en Russie.

FRANÇOISE NIETO

(1) Compagnie russe de navigation possédant notamment six bris-glaces et un porte-conteneur, tous à propulsion nucléaire.

## Un projet de chaîne pour enfants

## Parallèle TV veut animer le réseau de La Cinq

Une chaîne pour la jeunesse, éducative et européenne : telle se veut *Parallèle TV*, un projet conçu par l'association Sorbonne Media-TV et le producteur de dessins animés IDDH, pour occuper 27 heures par semaine le réseau laissé vacant par la disparition de La Cinq.

Pierre, Josette, Sophie, Barbara, Philippe ont fréquenté les bancs du DESS de communication de la Sorbonne il y a peu. Avec d'autres anciens membres de l'association Sorbonne Media-TV, ils préparent une chaîne pour enfants, *Parallèle TV*. Devoir à boucler pour le 30 septembre, date limite de l'appel à candidatures du CSA. Leur démarche part de deux constats : La Cinq représentait un quart de l'offre de programmes jeunesse ; et 74 % des jeunes de huit à seize ans regardent la télévision tous les jours, pour se distraire mais aussi pour s'informer et comprendre le monde. Or la télévision actuelle ne répond pas à leurs attentes, car elle privilégie la distraction : La Cinq envoie les petits avec 98 % de dessins animés dans ses émissions pour les jeunes, TF1 n'est pas en reste avec 73 %. Aussi *Parallèle TV* affirme-t-elle vouloir mélanger plus largement les genres : fictions, documentaires, jeux, magazines et information représentative la moitié des programmes diffusés le matin (7 h 30 à 8 h 30) et le soir (17 heures à 19 heures) en semaine, un peu plus largement mercredi et samedi. Dans chaque genre, l'accent sera mis sur le côté éducatif : jeux historiques, magazines sur les sciences ou la musique... Au-delà de l'initiation aux langues étrangères (une brève émission quotidienne), *Parallèle TV* marquerait sa dimension européenne en utilisant les versions anglaise, allemande, espagnole ou italienne de ses programmes pour les rediffusions, et en faisant présenter ses séries animées par des personnages polyglottes.

Le dessin animé occuperait l'autre moitié des programmes, explique le producteur Bruno Huchez, parain du projet. Sa société IDDH serait l'actionnaire principal de *Parallèle TV*, avec 25 % des 50 millions de francs prévus pour le capital. Bruno Huchez a d'abord importé des séries étrangères, dont le célèbre *Goldorak*, avant de devenir producteur après 1985 : ses séries *Blau l'enfant de la terre*, *Prince Vaillant*, *Dernier le dernier dinosaure*, *les Tortues Ninja* et, depuis 1990, *Lucky Luke*, sont connues des enfants, vendues dans le monde entier et déclinées en droits dérivés avec des vêtements, des jeux, etc. Avec 500 heures produites, 1 300 heures en stock, un chiffre d'affaires de 170 millions de francs, dont une petite moitié en production, IDDH revendique une place de premier plan dans la fourniture de programmes jeunesse aux

chaînes - c'est elle qui est à l'origine d'Amuse 3.

Fort de cette expérience, de ses coproductions avec les Américains, de ses ateliers (à Angoulême et Blois) capables - avec des sous-traitants locaux - de sortir une dizaine d'épisodes par mois, Bruno Huchez plaide pour une cohérence entre les efforts publics en faveur du dessin animé et l'actuelle situation de la diffusion : «On forme des gens au dessin animé, et ils n'ont pas de boulot». Selon lui, *Parallèle TV* peut stimuler la production européenne de qualité, à raison de 100 heures des la première année, tout en étant rentable rapidement. La chaîne prévoit un budget de 160 à 200 millions de francs annuels couvrant des charges de programmes évaluées à 120 millions en 1993 réparties par tiers entre achats, production d'animation et de plateau.

Côté recettes, *Parallèle TV* vise la place que détenait La Cinq sur la publicité destinée aux enfants, soit 100 millions de la première année, et, au terme de cinq ans, 30 % d'un total estimé en 1993 à 657 millions de francs (dont les deux tiers pour les jouets et l'alimentation-boisson). Cette source principale serait complétée par le parrainage, les droits dérivés, les ressources de coproductions. En faisant miroiter au CSA son autonomie financière, sa volonté de jouer la complémentarité avec d'autres candidats possibles, sa modestie en horaire, ses ambitions éducatives et distrayantes, *Parallèle TV* parviendrait-elle à passer du scénario à l'écran ?

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

## Les «Investia» et le «Financial Times» vont créer un supplément économique

Le *Financial Times* et le quotidien du soir *Investia* ont signé, lundi 27 juillet, à Moscou, un accord pour la publication, dès octobre, d'un supplément économique hebdomadaire en russe, qui sera tiré à 300 000 exemplaires.

Selon cet accord, le *Financial Times* devra fournir 40 % des informations pour la rubrique internationale et son réseau publicitaire sera chargé de la commercialisation d'encarts - 10 000 dollars (50 000 francs) la page - qui permettront de financer la publication des *Finansovye Investia*. La rédaction des *Investia* (3,2 millions d'exemplaires) fournira les informations concernant l'ex-URSS et fera imprimer et distribuer le supplément. Les deux nouveaux partenaires se partageront les bénéfices.

La traversée de l'Atlantique à la voile en solitaire

## Bruno Peyron récupère son record

Le skipper baulois Bruno Peyron, sur *Pays-de-Loire-Commodore*, a établi, mardi 28 juillet, un nouveau record de la traversée en solitaire de l'Atlantique nord. Parti de New-York le 18 juillet, il a franchi le cap Lizard à 0 heure 12, soit avec plus de deux heures d'avance sur le temps qui avait permis à Florence Arthaud de le dépasser de son record en 1990.

Bruno Peyron, l'ancien leader du classement des skippers (de 1987 à 1990), voulait prouver qu'il pouvait toujours prétendre aux honneurs, comme au temps de sa domination. Révélé en 1982 par une deuxième place de la Route du rhum, derrière Marc Pajot, ce fils de commandant de pétrolier géant était monté huit fois sur les podiums en dix engagements entre 1986 et 1990. Hélas ! seules les victoires intéressaient ses mécènes. Or, Bruno Peyron n'avait franchi qu'une seule fois la ligne en tête. C'était en 1989, en compagnie de Jack Vincent, à l'arrivée de la transatlantique *Lorient-Saint-Barthélemy-Lorient*. Dès le lendemain de son succès, il avait dû se mettre à la recherche d'un autre sponsor.

## Florence Arthaud dépassée

Ces deux dernières années, il est souvent resté à quai, faute de moyens. En 1990, il a assisté, impuissant, à l'exploit de Florence Arthaud entre New-York et le cap Lizard. Bruno Peyron perdait alors son record de la traversée en solitaire, réalisé à la suite d'un pari trois ans plus tôt. Depuis, l'ainé de trois frères navigateurs s'est dépeigné sans compter afin d'inscrire à nouveau son nom sur les tablettes. Il a trouvé deux sponsors, une entreprise d'informatique (*Commodore*) et un conseil régional (*Pays de la Loire*), ainsi qu'un bateau, l'ancien catamaran de Philippe Jeantot.

Il a attendu le moment le plus favorable pour prendre le départ. Le 18 juillet, il quittait enfin les côtes américaines, après une première tentative infructueuse. Au terme de 9 jours, 19 heures et 22 minutes, après avoir subi des tempêtes de 45 nœuds, le navigateur baulois peut maintenant s'attendre à une réception sous les honneurs à Pornichet (Loire-Atlantique). Comme au temps de sa domination. G. Cl.

## "Ouvert en août" DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE  
à partir de 2 690 F  
PANTALONS 895 F VESTONS 1 795 F  
3 000 tissus  
Luxueuses draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
MANTEAUX ET PARDESSUS  
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES  
Depuis 1894  
LEGRAND Tailleur  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61  
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h

## ADIEU LES PRIX, BONJOUR LES SOLDES!

Pas de respect pour les prix, on les écrase, on les démonte sans pitié. Les étiquettes hurlent, mais la qualité domine tout et la Mode triomphe. Les femmes en profitent. Car "tout" leur est permis quand les prix capitulent. C'est ça les soldes, depuis 15F le mètre.

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

## SOMMAIRE

## LES FINS D'EMPIRES

8 - Augustus, le Forum sans l'Europe..... 2

## ÉTRANGER

Cent soixante-dix pays au chevet des réfugiés de l'ex-Yugoslavie..... 3  
Italie : un officier de police a été assassiné à Catane..... 4  
Un entretien avec M. Rachid Solh, premier ministre du Liban..... 4  
Algérie : le premier ministre réaffirme ses préférences pour une politique d'austérité..... 5  
Tunisie : cent huit membres des « commandos du sacrifice » sont passibles de la peine de mort..... 5

## POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre sur la ratification du traité de Maastricht : l'abandon de la campagne publicitaire prévue par le gouvernement ; le PS et la gauche carrie..... 6  
Digne : images, par Bertrand Poirot-Delpech..... 6

## SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris..... 7  
Un rapport du Sénat évoque le «douloureux détachement» des Français d'Allemagne..... 7  
La cour d'appel de Dijon dénonce «une atteinte à la sérénité de la justice» dans l'affaire Grégory..... 7

## JEUX OLYMPIQUES

Becken-ball : Superproduction américaine ; notation : l'événement Asiatique et le retour de Pablo Morales ; judo : la défaite du favori japonais, Naoya Ogawa, face à David Khakhalashvili et le bronze de Nataline et David ; hand-ball : la belle aventure de l'équipe de France ; tir : un crin de cheval ; cyclisme : Moreno efface Tremint..... 8 et 9

## SCIENCES • MÉDECINE

Superphénix et les Japonais : Le réacteur du commandement Roudaïa « Point de vue » : « Pour une médecine d'hommes libres », par le docteur Jean Carpentier..... 10 et 11

## CULTURE

Avignon : Pawana, de La Cécile, mis en scène par Georges Lavaudant au Théâtre des Carmes..... 12  
Le rapport de Jean-Pierre Vincent sur les intermittents du spectacle 12  
Mort de l'écrivain et poète Luc Estang..... 12  
Arts : souvenirs des années 80 à Toulouse ; menaces sur l'école des beaux-arts de Nîmes..... 13  
Mode : bataille de griffes..... 13

## ÉCONOMIE

Le Lloyd's va changer de président..... 14  
La Bourse de Tokyo continue à broyer du noir..... 14  
Le commerce extérieur automobile franco-allemand devient déficitaire..... 14  
Un entretien avec M. Evguène les-tine, l'instigateur du « programme moyen terme » de Boris Eltsine..... 15  
Vie des entreprises..... 18

## Services

Abonnements..... 11  
Annonces classées..... 16 et 17  
Cartes..... 17  
Marchés financiers..... 18 et 19  
Météorologie..... 21  
Mots croisés..... 21  
Radio-télévision..... 21  
Spectacles..... 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 28 juillet 1992 a été tiré à 484 322 exemplaires.

## Demain dans « le Monde »

## «Arts-Spectacles» : Le rap et les élections américaines

Entre les troubles de Los Angeles et l'élection présidentielle, le rap est devenu un enjeu politique aux Etats-Unis. Un entretien avec le violoniste britannique Nigel Kennedy : sa virtuosité n'est plus à démontrer mais il choque toujours le public des concerts. Le jazz se joue désormais à deux vitesses : sur scène, les musiciens se veulent « acoustiques », tandis que dans les studios, les machines électroniques font le loi.